LES ANNEES DE GUERRE 1939-1946

à

SAINT-MARCELLIN et environs (Isère)

*

EPHEMERIDE

Jean BRISELET, Membre de GROUPE REMPART

L'auteur de ce travail ne revendique aucune originalité ou exclusivité. Quand bien même le travail fourni est conséquent, toutes les données ici rassemblées sont déjà publiques et plus ou moins bien connues.

Si originalité il y a, elle consiste à livrer un recueil au jour le jour de tous les faits auxquels n'importe quel citoyen de Saint-Marcellin (Isère), ou des environs proches, pouvait théoriquement avoir accès entre 1939 et 1946, qu'ils soient rattachés à la « petite » histoire (celle des faits locaux, plus ou moins transmis parfois « sous le manteau ») ou à la « grande » histoire (celle qui a laissé sa trace).

Sont ainsi rassemblés :

- les évènements internationaux, nationaux ou locaux ayant joué un rôle dans l'actualité,
- les informations fournies par trois organes de presse : Le « Journal de Saint-Marcellin », hebdomadaire local ; le « Cri de la Vallée », hebdomadaire local ayant pris la succession du « Journal de Saint-Marcellin » à la Libération ; le « Petit Dauphinois », quotidien de l'Isère et des deux Savoies, remplacé à la Libération par « Le Dauphiné Libéré »
- les informations collectées par le Groupe Rempart, groupe informel travaillant sur les thématiques du patrimoine local depuis 1995, devenu depuis juin 2022 une association, informations dont une sélection a été publiée par le magazine municipal de Saint-Marcellin, « *Trait d'union* », entre décembre 2011 et décembre 2015.
- les faits et évènements relatés par les ouvrages de référence ayant abordé la période de la Résistance en Isère, notamment en Vercors et en Chambarand (liste donnée en fin de l'éphéméride).
- les documents issus des Archives Départementales (AD 38).
- les compte-rendus des séances du Conseil Municipal des villes de Saint-Marcellin et de Vinay. Lorsque les dits compte-rendus ne rapportent aucun élément en liaison avec les évènements de la guerre, seule la date de publication en est donnée.
- les informations collectées par l'auteur au sein des Archives Municipales de Saint-Marcellin, référence en étant précisée.

Il <u>manque</u> à ce travail mention et connaissance des documents, journaux ou affiches clandestins qui ont pu être diffusés au cours de cette période, tels « *Libération-Sud* » dont la première parution date de juin 1941, ou « *Le Populaire* » (août 1941), ou « *Combat* » (décembre 1941), ou « *Les Allobroges* » (février 1942), dans la mesure où des exemplaires de ces journaux ont pu parvenir à Saint-Marcellin.

Il manque, de même, les tracts, consignes, affiches distribués ou placardés par la Milice, le SOL et autres organes collaborant ouvertement avec les forces d'occupation.

A la Libération, la municipalité a déclaré qu'aucun de ces documents n'avait été conservé tant par les gestionnaires désignés par le gouvernement de Vichy que par les élus régulièrement désignés par scrutin.

Il n'est fait strictement aucun commentaire à propos des parutions de presse, des évènements ou des actes de résistance, lesquels sont publiés après filtrage sévère par les preuves. Mais, si nécessaire, des informations complémentaires sont données dans les notes de renvoi, ou en caractères italiques entre parenthèses, si elles sont très brèves.

Le but de ce travail est de tenter de décrire, si cela est possible, l'ambiance, le climat social, politique et militaire qui régnait à Saint-Marcellin et ses environs au cours de cette guerre. Le lecteur est invité à feuilleter cet éphéméride, à reconstruire l'histoire quotidienne qu'ont vécue les habitants entre 1939 et 1946, soit voici huit décennies, et à essayer de s'y immerger en faisant sa propre analyse.

Marina Bertrand et Marc Ellenberger, tous deux membres de « Groupe Rempart », ont assuré la relecture de ce document et y ont apporté corrections et précisions. Qu'ils en soient remerciés.

Jean BRISELET Membre de « Groupe Rempart »

Abrévations

JSM = Le Journal de Saint-Marcellin CLV = Le Cri de la Vallée JORF = Journal Officiel de la République Française JODEF = Journal Officiel De l'État Français LPD = Le Petit Dauphinois Vinay CM = Extrait des délibérations du Conseil Municipal de Vinay

1939

Information

- Recensement de 1936 - Population de Saint-Marcellin : 4258 habitants, population de Vinay : 2623 habitants, population de Pont-en-Royans : 940 habitants, population de Roybon : 1390 habitants. (Source : Wikipedia).

Vinay CM - 4 mai 1939 -

- Sous la présidence de Léon Dupré, maire, le Conseil Municipal de Vinay rappelle que, conformément aux instructions reçues, une brochure concernant la défense passive a été distribuée à tous les habitants de l'agglomération.

JSM 2435 (1) - Samedi 6 mai 1939

- Editorial intitulé « Le dynamisme allemand »·

JSM 2441 - Samedi 17 juin 1939

- Compte-rendu du Conseil Municipal du 16 juin.

JSM 2443 – Samedi 1^{er} juillet 1939

 Compte-rendu du Conseil Municipal du 29 juin, sous la présidence de M. Dorly, maire.

JSM 2448 - Samedi 5 août 1939

– Le Conseil Municipal de Saint-Marcellin, du 1^{er} août, désigne le Prix Boissieu : Angèle Ageron, et rappelle que la Rosière a été désignée le dimanche précédent, 31 juillet : Marcelle Chapoutier. (*Le Couronnement de la Rosière a lieu le dimanche 6 août 1939*).

JSM 2449 - Samedi 12 août 1939

- La « Vogue du Courss » est annoncée pour les 2, 3 et 4 septembre 1939.

Vinay CM - 29 août 1939

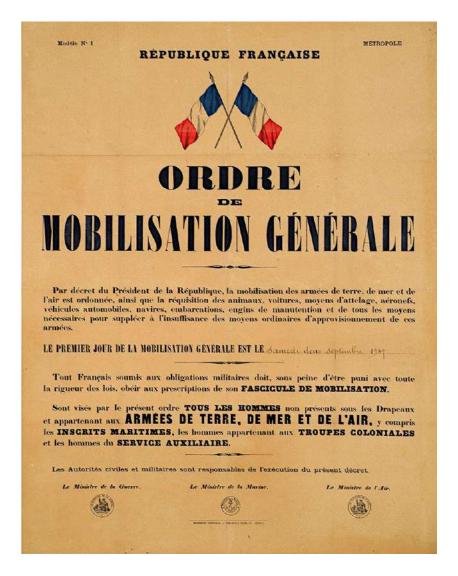
- « Le Maire, Léon Dupré, déclare au Conseil Municipal qu'il y a urgence à désigner un conseiller pour remplir la fonction de maire au départ de celui-ci, appelé. Le Conseil estime que M. Rebut ou M. Ragache, premier et deuxième adjoints, seraient les plus aptes à remplir le rôle de Maire de guerre. Cependant, il conviendrait qu'eux également, soient mobilisés ou détachés sur Vinay. En attendant, ce sont MM. Roux, Bith et Fanjas qui acceptent respectivement les fonctions de maire, I* et 2ème adjoints. »

JSM 2452 – Samedi 2 septembre 1939

- Sur deux colonnes : « Mobilisation générale en France et en Angleterre ».

Evènement – Samedi 2 septembre 1939

- Par décret du Président de la République, mobilisation Générale des Armées de terre, de mer et des airs.



Daté du samedi 2 septembre 1939

Evènement - 3 septembre 1939

– Suite à l'envahissement de la Pologne par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre au IIIe Reich le 3 septembre 1939.

JSM 2453 - Samedi 9 septembre 1939

– Suite à l'agression de la Pologne, Daladier a proclamé, le 3 septembre, la déclaration de guerre afin de « *résister à l'agression* » – Interdiction des sirènes dans les usines. L'éclairage de route des autos et motos est interdit par décret publié au JORF. L'Isère est concernée.

JSM 2454 - Samedi 16 septembre 1939

- Formation du 5^e gouvernement Daladier le 13 septembre 1939, Il est Président du Conseil, et également Ministre de la Guerre et de la Défense nationale.
- Le Conseil municipal de Saint-Marcellin décide la création d'un poste de secours en cas d'alerte aérienne. Il fait appel aux volontaires pour apporter de l'aide la nuit aux docteurs et infirmières. Ce poste sera situé dans le jardin de l'hôpital, derrière le dispensaire. Il disposera de masques et de gants.

Evènement - 17 septembre 1939

– En application du protocole secret du pacte germano-soviétique, les troupes soviétiques envahissent l'est de la Pologne. Elles récupèrent rapidement les territoires de la Russie d'avant 1917.

JSM 2455 - Samedi 23 septembre 1939

- Long article, où sont détaillées les mesures de la défense passive. Dans les « Mesures générales », il est spécifié que « les sirènes émettront un avis d'alerte par des sons montant et descendant, discontinus et modulés, pendant 4 minutes. La fin d'alerte sera signalée par des sons uniformes et prolongés, sans modulation, pendant 3 minutes ». L'article développe ensuite les « Mesures spéciales » : « afin de lutter contre les bombes toxiques, se munir de paquets de 20g de bicarbonate de soude dont, après dilution, on fera des compresses humides sur le visage et le cou ; afin d'éviter d'être repéré, supprimer tout éclairage, calfeutrer portes et fenêtres, mettre des volets pleins (les persiennes laissent passer la lumière), éviter de circuler avec des lampes de poche, ... »

Evènement – 26 septembre 1939

Décret-loi dissolvant toutes les organisations communistes, signé par Albert Lebrun,
 Edouard Daladier et tous les ministres.

JSM 2457 - Samedi 6 octobre 1939

- Suspension des conseils municipaux de 337 municipalités communistes, remplacés par des délégations spéciales.
- Fermeture des cafés à 22 h dans l'Isère.
- Création d'un Foyer du Soldat par la Croix-Rouge, dans la Grande Rue.

Evènement - 19 octobre 1939

- Par décret en date du 19 octobre 1939, le Secours National est « reconstitué » (2).

JSM 2460 - Samedi 28 octobre 1939

- Inauguration du Foyer du Sapeur, dans les locaux de la Croix-Rouge à Saint-Marcellin.
- Décret du 13 octobre relatif à la restriction de la vente et de la consommation de la viande de boucherie.

JSM 2462 - Samedi 11 novembre 1939

- 21e anniversaire de l'Armistice : des troupes du Génie sont stationnées à Saint-Marcellin, un défilé a lieu après la commémoration.
- Les phares codes des automobiles doivent être recouverts d'un vernis bleu ou blanc suffisamment opaque.

Evènement - 18 novembre 1939

- Décret relatif aux mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique.
- Décret reportant pendant la durée des hostilités les élections complémentaires législatives, cantonales, communales, ainsi que les élections complémentaires aux délégations financières algériennes, à une date ultérieure.

JSM 2464 - Samedi 25 novembre 1939

- Le maire de Saint-Marcellin rappelle les règles de l'éclairage privé : dans les appartements, après 19 heures, l'éclairage doit être camouflé, dans les magasins, de

la tombée de la nuit jusqu'à 22 heures, l'éclairage doit être réduit, l'éclairage des enseignes et des vitrines est rigoureusement défendu.

JSM 2468 - Samedi 23 décembre 1939

- Compte-rendu du Conseil Municipal de Saint-Marcellin, du 18 décembre.

1940

JSM 2470 - Samedi 6 janvier 1940

– en première page, sur une 1/2 page et sur 5 colonnes : « Mort de Mr Henri Cluze, Directeur du « Journal de Saint-Marcellin ».

JSM 2471 - Samedi 13 janvier 1940

– Des détachements provisoires ou des permissions sont accordés aux militaires agriculteurs planteurs de tabac, pour la préparation et la livraison de la récolte de 1939, qu'ils soient propriétaires exploitants, métayers ou fermiers. Détachement temporaire pour les militaires de la 2e réserve, permission pour les militaires d'active, en disponibilité ou de 1ère réserve. Pour bénéficier de cette décision, il faut être titulaire d'un permis de culture.

Evènement - 20 janvier 1940

- Publiée au Journal Officiel du 21 janvier 1940, une loi « prononce la déchéance de plein droit de tout membre d'une assemblée élective qui faisait partie de la section française de l'internationale communiste, visée par le décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes, s'il n'a pas, soit par une démission, soit par une déclaration, rendues publiques à la date du 26 octobre 1939, répudié catégoriquement toute adhésion au parti communiste et toute participation aux activités interdites par le décret susvisé. »

JSM 2473 – Samedi 27 janvier 1940

– Les étrangers sont invités à se présenter d'urgence à la gendarmerie, munis de leur carte d'identité ou du récépissé en tenant lieu.

JSM 2474 - Samedi 3 février 1940

- Les troupes du Génie, stationnées à Saint-Marcellin, quittent la ville.

JSM 2476 - Samedi 17 février 1940

- Les populations civiles doivent faire connaître certains faits dont elles pourraient être témoins : chutes ou atterrissages d'avions ennemis, agissements suspects, tentatives de sabotage, ...

JSM 2477 - Samedi 24 février 1940

- Maurice Thorez est déchu de la nationalité française (par décret publié dans le JORF du 21 février 1940).

JSM 2478 - Samedi 2 mars 1940

- Nouvelles instructions sur les permissions et détachements agricoles.

JSM 2479 - Samedi 9 mars 1940

- Contrôle de l'emploi des Affectés Spéciaux de la 14e Région (Rhône, Ain, Isère, Drôme).
- Dès 8 h, le jeudi 14 mars, il sera procédé par une équipe de soldats et scouts au ramassage de la ferraille donnée pour la défense nationale. Un camion circulera dans les différents quartiers de la ville et son passage sera signalé par un appel de clairon. Les habitants donnant de la ferraille doivent la rassembler sur le trottoir devant chez eux. Les personnes qui en exigent le paiement doivent la transporter par leurs propres moyens à la gare, où l'on effectuera une pesée.
- Les boissons autorisées à la vente quotidienne sont : vins, cidres, poirés, bières, limonade, eaux, sodas, jus de fruits et de légumes, lait, infusions, sirops et certains vins doux (muscat, frontignan, ...). Sont interdits trois jours par semaine : les apéritifs, y compris ceux à base de vin (porto, xérès, madère) et certains vins doux, quinquinas, vermouths, amers, bitters, eaux de vie, liqueurs.
- Il est rappelé que l'Oeuvre du Colis du Soldat (colis contenant des vêtements tricotés et autres cadeaux fournis par des volontaires) a été créée par M. Cluze.

JSM 2480 - Samedi 16 mars 1940

- Le Syndicat d'Initiative recherche des logements à louer, meublés ou non.

Vinay CM - 18 mars 1940

- Le Conseil Municipal se tient sous la présidence de Léon Rebut, 1^{er} adjoint.

JSM 2481 - Samedi 23 mars 1940

– Le JORF publie un avis selon lequel aucune demande de transport à moins de 25 km ne sera acceptée par la SNCF.

JSM 2482 - Samedi 30 mars 1940

- Liste des restrictions :
- Lundi Pas de restrictions.
- Mardi Pas d'apéritif, pas d'alcools.

Fermeture des pâtisseries, confiseries, chocolateries, biscuiteries.

Pas de gâteaux dans les restaurants, cafés, salons de thé.

- Mercredi – Même régime que mardi dans les pâtisseries, confiseries, etc ... Pas de viande de boucherie.

- Jeudi - Pas d'apéritif, pas d'alcools.

Pas de viande de boucherie.

Pas de charcuterie.

- Vendredi – Même régime que les mardi et mercredi dans les pâtisseries, confiseries, etc ..

Pas de charcuterie, pas de triperie.

Pas de boucherie hippophagique.

- Samedi Pas d'alcool, pas d'apéritif.
- Dimanche Pas de restrictions.

JSM 2483 - Samedi 6 avril 1940

- Vente du Domaine du Mollard aux enchères. Mise à prix 250 000 Francs.

JSM 2486 - Samedi 27 avril 1940

- Les étrangers venant en mairie retirer leur carte d'identité sont tenus d'apporter les photos de leurs enfants âgés de 7 à 15 ans. Cette formalité est obligatoire.
- Le jeudi de l'Ascension ne sera pas férié, décision du Ministre du travail.

JSM 2487 - Samedi 4 mai 1940

- « Les prescriptions concernant la défense passive (camouflage de la lumière) paraissent perdues de vue. Une surveillance sévère est exercée par la gendarmerie et des PV seront dressés en cas de négligence ».

Evènement – 10 mai 1940

- Début de la bataille de France. Devant la percée des troupes allemandes, l'armée française recule.

JSM 2489 - Samedi 18 mai 1940

- Par arrêté du Préfet de l'Isère, « la circulation des piétons, vélos, automobiles, hippomobiles est interdite pendant les alertes aériennes dans les agglomérations de l'Isère. Dès la diffusion des signaux, les véhicules s'arrêtent et se serrent à droite. Piétons et occupants des véhicules se dirigent vers les abris les plus proches. La nuit, tous les feux doivent être éteints ».
- Interdiction des bals dans le département.
- Tous les hommes acceptant d'assurer le service de guet dans la commune assisteront à la réunion en mairie le 19 mai à 11 h 00.

JSM 2490 - Samedi 25 mai 1940

- Editorial : « Voici la guerre : voilà deux semaines que la « drôle de guerre » a fait place à la guerre tout court ! ».
- Constitution d'un Cabinet de guerre. Le Maréchal Pétain devient vice-président du Conseil.
- La carte de sucre entre en application le 1^{er} juin. La ration mensuelle est de 750 g par personne. Le maire prie les chefs de famille de retirer leur carte d'alimentation en mairie, salle des délibérations du conseil, selon les créneaux suivants (suit le détail). Carte d'identité obligatoire.
- Le ministère de la santé fait appel aux dons du sang (200 g prélevés) pour préparer des ampoules fournies aux hôpitaux militaires.
- Deux procès verbaux pour mauvaise défense passive ont été dressés. La gendarmerie a aussi sévi contre un habitant qui a répandu « une histoire ridicule de parachutiste ».
- Des instructions seront données sous peu aux nombreux hommes qui se sont présentés au service du guet.

- Par arrêté du préfet du 23 mai 1940, les boucheries seront fermées les lundi, mardi et mercredi, et les charcuteries les mardi et mercredi.
- Publication d'un pavé publicitaire : « Que leur faut-il ? Des chars, des chars, des chars ! Souscrivez des bons d'armement »

JSM 2491 - Samedi 1er juin 1940

- Les permissions agricoles ont été supprimées, on lance donc un appel aux citadins, les jeunes surtout, pour participer au Service Agricole Volontaire.
- Le Roi Léopold de Belgique capitule sans condition mardi à 4 heures du matin : « honteuse trahison ».

JSM 2492 - Samedi 8 juin 1940

- « Encore trop de lumière la nuit, des procès verbaux seront dressés à tous les contrevenants . Il y a lieu de rappeler à tous nos compatriotes, qu'après 22 heures, nul ne doit circuler dans les rues et dans les environs de Saint-Marcellin, sans nécessité et sans être porteur de pièces d'identité. »
- « Toute personne, non incorporée dans la formation des Gardes Territoriaux, possesseur d'une arme, avec ou sans munitions, est invitée à prêter son arme à un ami G.T., ou à la déposer à la gendarmerie, avant le 9 juin, où un reçu lui sera délivré. Faute de se conformer à cet appel, les armes et munitions seront réquisitionnées. »
- Le préfet rappelle le danger de s'approcher de bombes qui n'ont pas éclaté.
- Les propriétaires d'appartements sont invités à donner leur adresse au Syndicat d'Initiative pour le logement du grand nombre de personnes réfugiées à Saint-Marcellin.

Evènement - 10 juin 1940

- La défaite française devenant envisageable, L'Italie déclare la guerre à la France, ainsi qu'en parallèle, à la Grande-Bretagne.
- Le gouvernement quitte Paris pour Tours, puis Bordeaux.

JSM 2493 - Samedi 15 juin 1940

- Appel de Paul Reynaud aux Etats-Unis.
- Entrée de l'Italie en guerre contre la France le 11 juin.
- Très long communiqué des opérations militaires, presque tout le journal.
- Des mesures restrictives sévères de la consommation d'essence sont prises par le gouvernement.
- Les colonies de vacances de l'Isère n'auront pas lieu, suite à l'extension de la zone de guerre à notre région. Ce sera le cas pour les colonies de l'Amicale Laïque.

Evènement – 16 juin 1940

 Après la démission du Président du Conseil Paul Reynaud, le Maréchal Pétain le remplace. Le 17 juin 1940, il demande l'armistice qui sera signé le 22 juin 1940 à Rethondes.

Evènement – 18 juin 1940

- Appel du Général De Gaulle à Londres sur la BBC.

LPD 172 (3) - Jeudi 20 juin 1940

– « Le général De Gaulle n'a parlé qu'en son propre nom – Le gouvernement français fait savoir que le général De Gaulle, qui a lancé hier de Londres un appel à la radio anglaise, ne fait plus partie du gouvernement, et qu'il n'a pu parler qu'en son propre nom. Le général a été rappelé en France et prié de se mettre à la disposition de ses chefs ».

Evènement – 20 juin 1940 et jusqu'au 23 juin

- Sur ordre du général Olry, commandant l'Armée des Alpes, Le Génie détruit tous les ponts sur l'Isère (sept) en aval de Voreppe et jusqu'au Rhône, de façon à ralentir l'avancée de l'armée allemande.

Evènement - 22 juin 1940

– Signature de l'armistice, en forêt de Compiègne, entre le IIIe Reich et le dernier Gouvernement de la 3e République dirigé par le Maréchal Pétain. L'entrée en application de cet armistice ne peut se faire qu'après la signature de l'armistice entre la France et l'Italie, ce qui sera fait le 24 juin à 18 h 35. Le cessez-le-feu entre en vigueur 6 heures après, soit le 25 juin 1940 à 0 h 35.

JSM 2494 - Samedi 22 juin 1940

- Message du Maréchal Pétain « *Vous cherchez les raisons de notre échec. Je vais vous les dire* ». Pétain demande de mettre fin aux hostilités.
- Interdiction de tous les rassemblements dans l'Isère.
- Le maire, M. Dorly, demande aux habitants de conserver leur calme et leur sang-froid en cas d'occupation ennemie : « Calme et sang-froid, grande prudence, attitude digne et réservée ».

Evènement

- Entre le 10 mai 1940 et le 21 juin 1940, onze militaires saint-marcellinois sont morts pour la France, tués au combat.(4)

LPD 176 - Lundi 24 juin 1940

- « Bordeaux, le 23 juin Sur proposition du général l'Veygand, ministre de la Défense, le général De Gaulle est destitué, à la suite des allocutions prononcées à la radio anglaise. Cette destitution n'exclut pas les autres mesures qui pourront être prises contre cet ancien officier général ».
- « Alors que les Allemands n'avaient pas fait mouvement la nuit, ils tentèrent hier (23 juin), avant l'aube, d'approcher Grenoble. Partis au milieu de la nuit de la plaine de la Bièvre, ils traversèrent successivement Rives et Moirans avec des éléments motorisés et durent stopper entre cette dernière localité et Voreppe. Là, ils se heurtèrent à un dispositif de défense solidement établi et, après quelques tentatives espacées, accompagnées chaque fois de courts duels d'artillerie, ils regagnèrent leurs positions de repli ».

Vinay CM – 24 juin 1940

– Sous la présidence de Léon Dupré, le Conseil rappelle qu'à la suite de la destruction du pont de Trellins, le 5 juin 1940, un bac à traille est installé par le Service des Ponts et Chaussées, les frais de gestion étant partagés entre Vinay (60 %), Cognin (30%) et Beaulieu (10%). (Notons donc que certains ponts de l'Isère entre Voreppe et le Rhône ont été détruits avant la période du 20 au 23 juin.)

LPD 177 - Mardi 25 juin 1940

- « Les dernières opérations militaires dans notre région. La dernière journée de guerre (24 juin) ne fut pas moins active dans la région du Royans et de vifs combats sur lesquels nous ne possédons pas de

renseignements se déroulèrent aux abords de l'Ecancière, petite localité située à mi-chemin entre Bourgde-Péage et Saint-Nazaire-en-Royans ».

LPD 178 - Mercredi 26 juin 1940

- Le Journal Officiel des 23 et 24 juin publie une « décision ministérielle en date du 22 juin 1940, annulant la promotion au grade de général de brigade à titre temporaire, du colonel d'infanterie breveté De Gaulle. Par ailleurs, par un décret en date du 23 juin, le colonel d'infanterie De Gaulle est admis d'office à la retraite par mesure de discipline ».

LPD 180 - 28 juin 1940

- « Dans cette journée (22 juin), Saint-Lattier sera à son tour atteinte vers 12 h. Ce n'est que dimanche 23 juin, à 3 h 30 du matin, que Rives, à l'autre extrémité de notre secteur, est atteinte par des effectifs extrêmement nombreux, venus de Bourgoin, et dotés d'un énorme matériel roulant. Ils filent sur Moirans, où ils bifurquent, d'un côté sur Voreppe, où le premier contact, assez brutal, est pris à 11 heures, de l'autre sur Fures atteint vers 10 h 30, l'Albenc, puis le hameau de l'Allègrerie. Les Allemands n'occuperont pas au-delà. Vinay verra seulement quelques motos, vers 18 h. qui tourneront bride et ne reviendront plus. Ainsi, dans ce vaste mouvement tournant, un fragment important de la rive nord de l'Isère, entre Vinay et Saint-Lattier, n'a pas été occupé. Saint-Marcellin n'a pas vu l'ennemi ».

JSM 2495 - Samedi 29 juin 1940

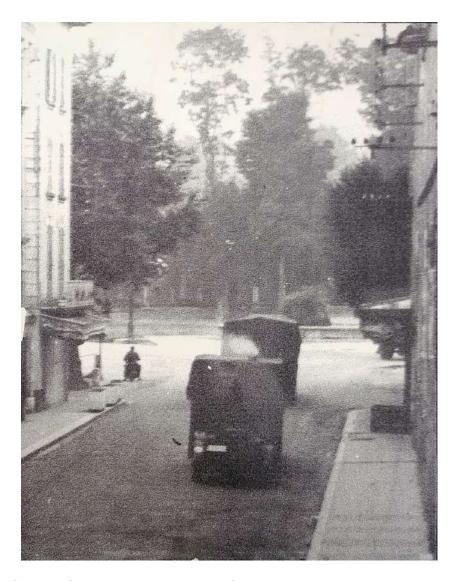
- En UNE, à propos de l'Armistice, « L'émouvant message du Maréchal Pétain ».
- Liste des départements en zone occupée. L'Isère se trouve en « Zone libre ».
- « Des soldats allemands sont venus à Saint-Marcellin, assez nombreux, mais seulement pour se ravitailler en objets de toutes sortes. On demande plus de réserve dans la curiosité des habitants, et de ne pas stationner dans les rues dans une oisiveté de très mauvais aloi ».

Evènement - Juillet 1940

– Pierre Quoirez arrive à Saint-Marcellin et prend la direction des usines FAE de Ponten-Royans et de Saint-Marcellin. Il installe sa famille à Lyon, mais celle-ci le rejoint les fins de semaine et les vacances. Parmi ses enfants, Françoise, née en 1935, deviendra Françoise Sagan.

Evènement - 1^{er} juillet 1940

- L'armée allemande s'installe à Saint-Marcellin



Arrivée du détachement allemand à Saint-Marcellin - Photo Leguatre

Evènement - 2 juillet 1940

- Le gouvernement de Pétain s'installe à Vichy, avec Laval comme Premier ministre.

JSM 2496 - Samedi 6 juillet 1940

- Communiqué du Ministère de la guerre « La démobilisation se fera par tranches successives en tenant compte des nécessités vitales du pays ».
- Communiqué de la Mairie condamnant des hausses illicites des prix qui ont été constatées.
- « Lundi 1º juillet 1940, les habitants ont été réveillés vers 4h00 par un fort détachement motorisé qui avait choisi Saint-Marcellin comme cantonnement. Le commandant et son état-major s'installèrent à l'Hôtel de France et la troupe, que l'on évalue à 300 hommes, se répartissait chez l'habitant. Pendant trois jours, Saint-Marcellin dut se conformer aux règles appliquées dans les villes occupées : plus de promeneurs ni de circulation automobile à partir de 21h00. Tout se passa sans incident notable. Cependant, c'est avec un profond soupir de soulagement que la population, réveillée à nouveau à 3h30, vit camions, autos et motos, pétaradant à qui mieux mieux, disparaître en direction de Lyon ».

- Le Conseil d'Arrondissement de Grenoble et Saint-Marcellin ne peut délibérer le 2 juillet en raison de l'absence de quorum. Cependant, il vote à l'unanimité un hommage aux armées, un hommage attristé aux populations du Dauphiné, et un vœu de foi et confiance au Maréchal Pétain, symbole de la dignité et de l'honneur.
- Communiqué de la mairie : les habitants de Saint-Marcellin qui, à la suite de l'occupation de leurs locaux par les troupes allemandes, auraient eu à se plaindre de déprédations sont invités à déposer plainte au Parquet.
- La carte pain est applicable à partir du 5 juillet : enfant de moins de 3 ans : 100 g ; enfant de 3 à 7 ans et adultes de plus de 70 ans : 200 g ; travailleurs et cultivateurs : 400 g ; autres : 300 g. Seule est autorisée la fabrication de pains de 1,5 kg.
- « La Commission d'Armistice a autorisé le Gouvernement français à reprendre les émissions sur les postes français situés en territoire non occupé. Le Gouvernement français porte l'entière responsabilité des émissions. Il n'y aura pas de censure du côté allemand. Les émissions ont été reprises jeudi (4 juillet) à 18 h 30 et auront lieu aux heures ordinaires du Radio-Journal de France, mais dans la journée seulement, jusqu'à 20 h 30. D'autres bulletins d'information sont diffusés en français par les postes étrangers suivants : Radio anglaise de la BBC, Radio de la Suisse Romande. »



Véhicule militaire allemand - Photo Faurie

Evènement – 10 juillet 1940

– L'Assemblée Nationale, réunie à Vichy, vote les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, en vue de rédiger une nouvelle constitution. Le lendemain, celui-ci se proclame Chef de l'État Français et le terme de République disparaît des actes officiels.

JSM 2497 – Samedi 13 juillet 1940

- Le Maréchal Pétain prend le titre de Chef de l'État Français. Il adresse un message aux Français.

- Le journal relate deux épisodes de la Bataille de l'Isère : la défense de Saint-Nazaire-en-Royans et celle de Bourg-de-Péage, le 23 juin.

JSM 2498 - Samedi 20 juillet 1940

- Liste des prisonniers saint-marcellinois connus à ce jour : Général Bernard, commandant Coléon, capitaine-médecin Bonne, capitaine Gauthier-Renevier, lieutenant Mandier, lieutenant Fanton-Fourquet, Bonne Jean, Hérino Ferdinand, Hérino Roger, Hérino Louis, Clément Maurice, Ogier Paul, Effantin Marcel, Austruy Jean, Girin André, Veyret Alfred, Chorier Pierre, Joyeux André, abbé Royannais, Anne Louis, Romestin Georges, Montagner Jean, Fullana Daniel, Barde Marcel, Terpand Francis, Normand Paul, Tignel André, Chabert Auguste, Fillet Paul, Callet-Ravat Joseph, Eynard Jean et Issartel Raymond, interné en Suisse.
- Le passage par bac, au pont de Beauvoir, pourra s'effectuer pour voitures de tourisme et camionnettes légères à partir du 22 juillet. Passage toutes les demiheures, de 6 h 30 à 19 h 00. Gratuit.
- Renouvellement des feuilles de tickets de pain : les chefs de famille doivent se présenter à la mairie avec leur carte individuelle d'alimentation. (Ce renouvellement est annoncé tous les mois).



JSM 2499 - Samedi 27 juillet 1940

- A la suite de la motion de confiance émise à l'unanimité par le conseil d'arrondissement de Grenoble et de Saint-Marcellin, en faveur du gouvernement, M. Elie Rousset, président de cette assemblée, a reçu la réponse suivante : « Le Maréchal de France, président du conseil, remercie les membres du conseil d'arrondissement de Grenoble et Saint-Marcellin, du témoignage de fidélité et de confiance qu'ils lui ont envoyé. Les sentiments qui y sont exprimés sont un sûr garant des possibilités de redressement de la France éternelle ».
- A dater du 1^{er} août, la ration mensuelle de sucre pour toutes les catégories sera de 500 g, sauf celle des enfants de moins de 3 ans, qui sera toujours de 750 grammes. L'essence est également rationnée.
- M. le maire a reçu une lettre du préfet : la ville a rétabli l'éclairage normal, mais selon une circulaire du 11 juillet, l'armistice n'a pas suspendu la mise en œuvre des mesures de défense passive, qu'il convient d'appliquer strictement.
- Ajout à la liste de prisonniers connus à ce jour : lieutenant-médecin Berger, pharmacien Glénat Joseph, Tardy-Chevallier Léon, Vincent Aimé, Serve Gaston, Buisson Henri, Carroën Roger, Belle Aimé, Blanc au Coteau, Benoit Marcel, Revol Gabriel, Darlay Louis, Jacob Aimé. Sont internés en Suisse : Maréchal des logis Boudoux Edmond, Reynaud André.
- Le Dr Charles Penet, démobilisé, a repris ses consultations.

JSM 2500 - Samedi 3 août 1940

- Arrêté du préfet de l'Isère fixant le prix de vente des beurre et fromages, par les cultivateurs sur le marché, beurre 28 francs le kilo, dans les magasins, 31 francs au maximum. Le fromage à pâte molle sera vendu 10,50 francs le kilo au maximum. Sont fixés également les prix de vente du bétail, de la viande et du pain.
- Les clients sont priés d'apporter leur sucre s'ils vont au café : les restaurateurs n'auront plus de bons à cet effet.
- Entrée en vigueur des cartes de rationnement pour pâtes, riz, savon et graisses (margarine, produits tirés du suif, graisses végétales).
- Le Dr Courtieu, démobilisé, reprendra ses consultations le 10 août. M. Cholvy, boulanger, démobilisé, rouvrira sa boulangerie le 6 août.
- Le camp de Chambaran a été pillé le 20 juin dernier, après son évacuation motivée par l'approche des Allemands. « Onze arrestations ont été opérées. L'enquête qui va se poursuivre motivera de nouvelles arrestations dont certaines pourraient être sensationnelles. Les responsables seront arrêtés et appel est fait à leur dénonciation : il s'agit du devoir des bons citoyens de faire leur possible pour faciliter les recherches de la police. »
- Les pains, vendus rassis, autorisés à la vente devront peser 1,5 kg, 1 kg et 500g. Les pains de luxe (pain de mie, croissants, biscottes grillées, fraîches ou sèches, longuets et gressins) sont interdits de fabrication.

(Evènement - Dimanche 4 août 1940

- Il n'y a pas de Couronnement de Rosière, aucune élection n'ayant eu lieu.)

Evènement - 8 août 1940

- M. Raoul Didkowski est nommé préfet de l'Isère.

JSM 2501 – Samedi 10 août 1940

- Le JSM publie un article de Philippe Henriot emprunté à « Grégoire » : « *Nommez partout des responsables* ».

- Le commerce du lait et de ses dérivés est interdit à toute personne non munie de sa carte professionnelle. Le prix de vente des fromages à pâte molle est relevé entre 11,50 et 13,50 francs le kilo.

Evènement - 13 août 1940

– Loi portant interdiction des associations secrètes, ordonnant la saisie de leurs biens immobiliers et mobiliers et obligeant l'ensemble des fonctionnaires à une déclaration sur l'honneur selon laquelle ils ne font pas partie d'une telle association. Les francs-maçons sont concernés sans que les noms de leurs organisations soient notés. (A Saint-Marcellin, Marcel Bourette, professeur de français, sera révoqué en décembre 1941 et réintégré à la Libération en 1944).

JSM 2502 - Samedi 17 août 1940

- Lancement des « Chantiers de Jeunesse » par M. Pierre Goutet, Directeur du Service de la Jeunesse au Ministère de la Famille. (**5**)
- Fixation du prix de la viande en Isère.

Evènement - 19 août 1940

Décret prononçant la nullité des associations dites « La Grande Loge de France » et
 « Le Grand Orient de France », pris en application de la loi du 13 août 1940 qui interdit les associations secrètes.

JSM 2503 - Samedi 24 août 1940

- Echange des laissez-passer pour les possesseurs d'automobiles (tourisme, commerciale, torpédo) ou de motocyclettes du canton de Saint-Marcellin.
- Réquisition des laines des troupeaux ovins.
- La chasse ne sera pas ouverte en 1940 en zone non occupée.
- M. Crétinon, boulanger démobilisé, a rouvert.
- Les propriétaires des armes déposées à la gendarmerie doivent les récupérer avant le 25 août.
- Réquisition de toutes les laines de tonte qu'il faut apporter en gare de Saint-Marcellin le 26 août à 15 h 00. Paiement comptant.
- Suppression de la carte de pain. Rappel que la vente du pain ne peut commencer que 24 heures après la sortie du four. Il est interdit de mélanger à la farine d'autres matières que le sel, l'eau et la levure. La fabrication de croissants, brioches et pains fantaisie est interdite. La ration de pain est fixée à 350 grammes : 300 g par jour pour un adulte, mais 400 g s'il est cultivateur ou travailleur de force.

Evènement

- Création de la Légion Française des Combattants par le gouvernement de Vichy, par la loi du 29 août 1940. Celle-ci prononce la dissolution de tous les organismes d'anciens combattants et le regroupement de leurs membres dans la nouvelle organisation.

JSM 2504 - Samedi 31 août 1940

- Avis aux réfugiés : ils sont tenus de remplir dans les bureaux de poste, des déclarations afin de pouvoir être rapatriés et de toucher des allocations.
- La Carte de lait (complet) est instituée. Pour les enfants jusqu'à 6 ans 1/2 : 3/4 de litre. Pour les enfants jusqu'à 14 ans : 1/4 de litre. Pour les femmes enceintes ou allaitant : 1/2 litre. Pour les malades : 1/2 litre. Lait écrémé pour toutes les autres catégories.

JSM 2505 – Samedi 7 septembre 1940

- Le Maréchal Pétain constitue un nouveau Gouvernement. Le Conseil des Ministres est limité à huit ministres.
- « De nombreuses familles composées surtout de femmes et d'enfants d'Alsace et de Lorraine ont été refoulées par les Allemands dans la zone non occupée et viennent d'arriver dans notre ville. Elles ont été installées dans la prison avant de trouver des logements. Merci aux propriétaires de nous signaler si vous avez des logements libres ».
- Parmi les délégués régionaux du Comité de ravitaillement des hôteliers et restaurateurs se trouve M. René Guttin.

JSM 2506 - Samedi 14 septembre 1940

- Communiqué du maire au sujet des « commentaires négatifs envers ceux qui répartissent l'essence. Il rappelle que la consommation était de plus de 50000 litres par mois à Saint-Marcellin avant l'armistice et les restrictions. En juillet, on n'autorisait plus que 9000 litres et en août 2060 litres et en septembre 2045 litres. Nous demandons aux usagers de consentir à ces restrictions ».
- Récupération des vieux papiers, suite à la pénurie de pâte à papier. Ramassage une fois par semaine.

Evènement – Gaston Valois, maire de Tullins, présente sa démission du Conseil Municipal de sa ville. Celle-ci ne sera acceptée qu'en juin 1941 lors de la nomination de nouveaux conseils municipaux à Tullins, Saint-Marcellin, Vinay.

JSM 2507 - Samedi 21 septembre

- La carte de pain, de viande, de fromage et de lait est mise en place à dater du 23 septembre pour les particuliers, et du 30 septembre pour les restaurants.
- Un bac fonctionne entre Beaulieu et Cognin, après que pour la plupart, les bacs aient été entraînés par la crue subite de l'Isère.

JSM 2508 – Samedi 28 septembre 1940

- Création de la Cour Martiale.
- Maintien des règles d'éclairage prévues par la défense passive.

Evènement – 3 octobre 1940

- Première loi portant statut des juifs, interdiction leur est faite d'occuper certains emplois.

Evènement – 4 octobre 1940

- Loi plaçant le Secours National sous la haute autorité du Maréchal Pétain.

JSM 2509 - Samedi 5 octobre 1940

- Mise à jour des denrées délivrées en échange des coupons. 500 g de sucre, sauf pour les enfants de moins de 3 ans : 750 g.

300 g de mélange moulu ou non, renfermant 1/3 de café torréfié et 2/3 de succédané. 250 g de pâtes ou semoule.

100 g de riz pour les enfants.

100 g de savon.

- Par arrêté Préfectoral, les prix des denrées -œufs, volailles, miel, vin- doivent être affichés au kg.

JSM 2510 - Samedi 12 octobre 1940

- Une demi-page du journal est consacrée à un message du Maréchal Pétain traitant de la situation en politique intérieure, extérieure et de l'économie.

- La carte de lait entre en vigueur le 14 octobre. Le lait sera entier.

Jusqu'à 6 ans : 3/4 de litre de 6 à 14 ans : 1/4 de litre

femmes enceintes et/ou allaitantes: 1/2 litre

malades : 1/2 litre sur présentation d'un certificat médical mentionnant la durée du régime lacté.

- La bibliothèque sera désormais ouverte tous les vendredis de 17 h à 18 h.

Evènement – 13 octobre 1940

– Loi du 12 octobre 1940 portant suspension des conseils généraux et des conseils d'arrondissement. Leurs pouvoirs seront assurés par le préfet.

JSM 2511 - Samedi 19 octobre 1940

- Editorial du journal : « Le Maréchal Pétain s'est adressé aux Français ».
- Nouvelles rations de pain

jusqu'à 3 ans : 150g de 3 à 7 ans : 200 g

adultes de plus de 70 ans : 200 g

de 7 à 14 ans : 350 g

adultes: 350 g

travailleurs et cultivateurs : 450 g

- Par Arrêté du Préfet, prix des pommes de terre.
- Reconnaissance de « Mort pour la France » de Jean Rocher, décédé le 22 mai, gendre du Docteur Bonne.
- Sortie d'un nouvel hebdo de la jeunesse : « Compagnons ».

Vinay CM - 19 octobre 1940

- Le Conseil Municipal de Vinay se réunit sous la présidence de Léon Dupré, Maire.

Evènement - 24 octobre 1940

- Rencontre Pétain - Hitler, à Montoire, début officiel de la collaboration.

JSM 2512 - Samedi 26 octobre 1940

- Sous le titre : « *Des entrevues sensationnelles* », le journal relate que « le Chancelier Hitler a rencontré M. Pierre Laval, le Général Franco, le Maréchal Pétain, à Vichy, le 24 octobre ».
- Deux chasseurs de Montagne découvrent dans le bois de Caugnet, au pied d'un chêne, le cadavre d'un homme. La mort semble remonter à plusieurs mois. Un bout de corde enserre le cou de l'inconnu.(6)
- A Saint-Hilaire-du-Rosier, des chasseurs découvrent le corps de Victorin Roche. L'enquête a établi qu'il s'est suicidé afin d'échapper à une inculpation de l'autorité militaire.

Résistance - Octobre/novembre 1940

 Emmanuel d'Astier de La Vigerie crée, à Cannes, un petit groupe sous le nom de « La Dernière Colonne ». lequel donnera naissance, en juin 1941, au mouvement « Libération-Sud », à Clermont-Ferrand. Parallèlement, à Lyon, se crée « France Liberté » qui sera rebaptisé « Franc-Tireur » en décembre 1941.

JSM 2513 - Samedi 2 novembre 1940

- Titre du journal : « Devoirs de la collaboration ». « Si le vainqueur sait dominer sa victoire, nous, nous saurons dominer notre défaite », déclare le Maréchal Pétain.
- La chasse est autorisée le jeudi et le dimanche.

JSM 2514 - Samedi 9 novembre 1940

- Editorial : « La collaboration et le nationalisme », au sujet d'un appel de Georges Claude appelant à « collaborer, à suivre sans hésiter la politique du Maréchal, à chercher à s'entendre loyalement avec les Allemands vainqueurs ». (Georges Claude sera condamné à la réclusion perpétuelle en juin 1945-Ref : « Franc-Tireur » N° 308, du mercredi 27 juin 1945)

Témoignage - Lundi 11 novembre 1940

– Réunion clandestine au Monument aux Morts de Saint-Marcellin. Départ à 11 h. En tête, le Dr Victor Carrier portant une gerbe. Suivi de Jean Rony, laitier, Albert Pellat-Finet, René Cotte, ouvrier chez Fenestrier, Arthur Ratabouille, coiffeur, Ferdinand Brun, laitier, Jean Rojat, magasin de nouveautés, Paul Lambert-Gazin, Auguste Dye, Tézier, directeur de la régie électrique, qui avait illuminé le monument, Hyppolyte Buisson, agent d'assurances, Louis Michat, magasin de nouveautés, Georges Michel, machines agricoles, Taxil, inspecteur des impôts, Charles Monnard, agent d'assurances, et d'autres.

Des membres de la Légion Française des Combattants se cachent derrière le monument et dans les environs immédiats.(7)

Evènement - 16 novembre 1940

– Deux lois sont édictées (parution dans le JORF du 12 décembre 1940), l'une portant réorganisation des corps municipaux, l'autre relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure, aux délégations spéciales, à l'administration cantonale et aux secrétaires de mairie. De la première, il ressort que dans les communes de 2.001 à 10.000 habitants, le maire et les adjoints sont nommés par le préfet. De la seconde, il ressort que dans les mêmes communes, pour des motifs d'ordre public, le maire, les adjoints et les conseillers municipaux peuvent être révoqués par arrêté du ministre secrétaire d'État à l'intérieur.

JSM 2515 - Samedi 16 novembre 1940

- Le Secours National organise une vente, au profit de sa caisse, du portrait du Maréchal Pétain (1 franc).
- La section locale de la Légion Française des Combattants est présidée par M. Benjamin, cité lors de la guerre de 14-18 et membre de la Commission Départementale de l'emploi des affectés spéciaux 39-40.
- Le prix des noix est bloqué dans le département de l'Isère.

JSM 2516 - Samedi 23 novembre 1940

- Le Maréchal Pétain est en déplacement à Lyon.
- La dernière Assemblée de l'UMAC régionale s'est tenue en mairie, laissant la place à la Légion des Combattants regroupant toutes les anciennes organisations d'anciens combattants. « Au fond de la salle archi-comble se dresse la belle silhouette du Maréchal Pétain, chef de l'État Français et président général de la Légion ».
- La première Assemblée Générale de la Légion se tiendra le dimanche 24 novembre à 9 heures du matin, Salle des Fêtes de la mairie.

Evènement - 1^{er} décembre 1940

– Publication au JORF de la loi du 14 novembre 1940, relative à la démission d'office des conseillers généraux, conseillers d'arrondissement et conseillers municipaux, démission qui peut être prononcée pour des motifs d'ordre public ou d'intérêt général.

Evènement – 3 décembre 1940

– Mgr Caillot, évêque de Grenoble, rédige un message à diffuser en chaire, favorable au Maréchal Pétain.

JSM 2518 - Samedi 7 décembre 1940

- Nouvel arrivage de cartes du portrait du Maréchal Pétain, pour la caisse du Secours National.
- Le secrétaire de la section locale de la Légion Française est M. André Bonnet. Il est rappelé que les anciens sociétaires de l'UMAC doivent, obligatoirement, s'inscrire à la Légion.

Evènement - Décembre 1940

– La démission du Docteur Valois, maire de Tullins, déposée en septembre dernier, vient d'être acceptée par le préfet de l'Isère. Dans la foulée, le Docteur Valois est rejeté du Conseil d'Administration de l'hôpital de Tullins (*CLV N° 10*).

JSM 2519 - Samedi 14 décembre 1940

- Blocage des noix, leur circulation et leur commerce sont formellement interdits.

Vinay CM -14 décembre 1940

- Le Conseil Municipal de Vinay se réunit sous la présidence de Léon Dupré, Maire.

JSM 2521 - Samedi 28 décembre 1940

- Nouvelles rations de denrées

Sucre: 500 g et 1 kg pour les enfants de moins de 3 ans.

Café: 250 g de mélange, sauf pour les enfants.

Pâtes et semoule : 500 g.

Riz ou orge: 100 g, 200 g pour les enfants de moins de 3 ans.

Légumes secs : 250 g

1941

JSM 2522 - Samedi 4 janvier 1941

- Message de Nouvel An du Chef de l'État.
- Distribution des cartes de lait lundi 13 et mardi 14 en fonction de l'ordre alphabétique des noms de famille.

JSM 2524 - Samedi 18 janvier 1941

- Distribution de la Galette des Rois du Maréchal aux enfants d'ouvriers de onze départements. « *De charmantes fêtes ont accompagné ces distributions* ».
- Les étrangers sont invités à se présenter d'urgence à la gendarmerie, au plus tard le 20 janvier, munis de leur carte d'identité.
- Les jeunes gens des classes 39 et 40 qui ont été incorporés dans les chantiers de jeunesse après l'armistice seront libérés à partir du 20 janvier.
- 60 cm de hauteur de neige à Saint-Marcellin.
- Des bombes ont été lâchées sur la banlieue sud de Valence dans la nuit du 11 au 12 janvier (2 explosives et 12 incendiaires) « *l'examen des éclats semble prouver qu'il s'agissait d'un appareil anglais* ».
- Un bimoteur anglais fait un atterrissage forcé dans l'Ain. Les 6 hommes d'équipage sont internés.

Evènement - 23 janvier 1941

- Loi portant création d'un service de « gardes de communications », publiée le 24 janvier.
- « Ces gardes ont pour mission principale, en différents points du territoire de la zone libre, d'assurer la surveillance des ouvrages d'art des voies de communication et des installations s'y rattachant directement, »

JSM 2525 – Samedi 25 janvier 1941

- Editorial saluant la Révolution Nationale du Maréchal Pétain : « la République des Camarades est déchue ».
- « Le Commissariat Régional du Travail des Jeunes installe en ce moment à Saint-Marcellin, un centre qui va permettre de grouper et de donner une activité féconde à toute notre jeunesse. Les délégués chargés de cette organisation font appel à toutes les bonnes volontés pour faciliter leur tâche. Les jeunes gens de 14 à 21 ans, qui voudront apporter leur concours ou obtenir des renseignements complémentaires sur les possibilités qui vont leur être offertes peuvent dès à présent se faire connaître à la mairie de Saint-Marcellin ou à celles des communes limitrophes.

De même, il sera accepté avec reconnaissance tous les dons ou prêts de matériel (cuisine, vaisselle, literie, outillage, etc ...) qui pourraient être remis aux représentants du Secours National ».

- Après la neige qui a causé la destruction d'un hangar, voici la tempête de vent : arbres arrachés, tuiles emportées, ...
- Légion Française, réunion dimanche 26, salle de réunions en mairie.
- Les prisonniers internés en Suisse sont en voie de libération.

Evènement - 27 janvier 1941

– Par l'acte constitutionnel N° 007, Pétain instaure le serment de fidélité à sa personne pour les hauts fonctionnaires et hauts dignitaires.

JSM 2526 - Samedi 1^{er} février 1941

- Le préfet de l'Isère, M. Didkowski, décrète qu'à dater du 10 février, les honneurs seront rendus au drapeau français dans toutes les écoles de l'Isère.
- Le contingent 1941 est intégré aux Chantiers de Jeunesse.

JSM 2527 - Samedi 8 février 1941

- La Légion Française assure une permanence ce dimanche au Café Daffos. (*Il s'agit du « Grand Café du Centre », tenu par Emmanuel Daffos, 2 place des Carmes*).
- Salut aux couleurs dans les écoles : Réunion de tous les Légionnaires disponibles le 10 février en mairie à 7 h 45, Formation des délégations pour assister aux différentes cérémonies.
- Matinée artistique en faveur de la caisse du Secours National. Félicitations à la Lyre et en particulier à MM Gelas et Mery.

JSM 2528 - Samedi 15 février 1941

– Le Commissariat au Travail des Jeunes vient de créer, à Saint-Marcellin, au centre de la ville, 65 Grande Rue, un Centre de Travail des jeunes à destination de tous les garçons de 14 à 21 ans.

Vinay CM - 18 février 1941

- Le Conseil Municipal de Vinay se réunit sous la présidence de Léon Dupré, Maire.

JSM 2529 - Samedi 22 février 1941

- Le Chef vu par un grand écrivain : « Images du Maréchal Pétain », par Henry Bordeaux, de l'Académie Française.
- Prestation de serment de la Légion Française, dimanche 23 février à 15 h 00, en Salle des Fêtes. Les « Poilus d'Orient » y sont conviés. La Lyre saint-marcellinoise assure la partie musicale de la cérémonie.

JSM 2530 - Samedi 1^{er} mars 1941

- Nouvelle composition du Gouvernement. Chef de l'État : Maréchal Pétain ; Vice-Président du Conseil : Amiral Darlan
- A compter du 1er mars, sont interdites :

la vente de la farine par les boulangers,

la fabrication, vente et consommation dans les lieux publics de pâtes alimentaires fraîches.

la fabrication, vente et consommation dans les lieux publics de pâtisseries.

La valeur des tickets de pain portant un chiffre est diminuée de 20 %.

La ration d'huile est de 160 g. Celle des beurre, saindoux est de 290 g.

- Publication sur deux colonnes d'un long article sur les légionnaires du canton de Saint-Marcellin qui ont prêté serment.
 - création d'un secrétariat à la Bourse du Travail à Grenoble.
- création de « groupes d'usines », appel pour les entreprises de Saint-Marcellin.
 - secrétaire local : André Bonnet.
- les Légionnaires du Canton de Saint-Marcellin ont prêté serment dimanche dernier.
- la journée commence par un vin d'honneur et un déjeuner à l'Hôtel Guttin, suivi par une séance de prestations de serment dans la Salle des Fêtes, ouverte par le Président local, M. Benjamin, avec, à ses cotés, l'Archiprêtre et le Maire, « piliers de l'ordre social et moral ».
- rappel du passé historique de Saint-Marcellin en s'appuyant sur les travaux de Paul Berret.(8)

- présentation de la nouvelle devise de la France « Travail, Famille, Patrie ».
- clôture par une « Marseillaise » exécutée par la Lyre, défilé au Monument aux Morts.
- Programmation au Cinéma Le Foyer : « France en Marche : les Voyages du Maréchal Pétain »

Résistance - Printemps 1941

- Gaston Valois crée le premier mouvement de résistance dans la région.

JSM 2531 - Samedi 8 mars 1941

- Les jeunes gens du canton de Saint-Marcellin, nés entre le 1^{er} avril 1920 et le 30 septembre 1920 sont appelés le 25 mars au chantier de jeunesse de Bourg (Ain). Il leur est recommandé de se munir de leur carte d'alimentation qui leur sera réclamée à l'arrivée.
- Retrait des pièces de 25 centimes, le 15 mars 1941.

JSM 2532 - Samedi 15 mars 1941

- Blocage de la paille et du foin par ordre du Ravitaillement général. Toutes transactions sont interdites.

Evènement - 19 mars 1941

- Voyage officiel du Maréchal Pétain à Grenoble.

JSM 2533 - Samedi 22 mars 1941

 Mise en circulation des nouvelles pièces de 5 francs (écu), en cupro-nickel avec à l'avers le profil du Maréchal et au revers la francisque. Puis viendront les pièces de 10 et 20 francs avec la devise « Travail, Famille, Patrie », en attendant les piécettes trouées de 10 centimes.

JSM 2534 - Samedi 29 mars 1941

- Arrestation en Rhône, Isère et Drôme, par la Sûreté Nationale, de 21 militants communistes formant le groupe chargé de la propagande pour l'ensemble de la zone libre.
- L'attachement au Maréchal Pétain se traduit par de nombreux cadeaux lors de son déplacement en Dauphiné.
- Le magasin Photo Faurie informe son aimable clientèle qu'il met en vente une série de photos en tous formats, sur le voyage du Maréchal Pétain à Grenoble.
- La Légion Française annonce avoir 652 000 adhérents.

Vinay CM - 6 avril 1941

- « Sur convocation de M. Jolivot, maire de la commune de Vinay, se sont réunis au lieu habituel des séances du Conseil Municipal (suivent 18 noms), nommés par arrêté du 30 mars 1941 de M. le Préfet de l'Isère, dans les conditions fixées par la loi du 16 novembre 1940, membres du Conseil Municipal de cette localité. Monsieur le Maire, après avoir porté à la connaissance de ses collègues l'arrêté du Préfet le nommant lui-même ainsi que ses adjoints, a donné lecture de l'arrêté nommant les Conseillers Municipaux de la commune de Vinay. Les personnes présentes ayant accepté les fonctions qui leur étaient dévolues, Monsieur le Maire a déclaré l'assemblée municipale dûment et régulièrement constituée pour siéger et délibérer à compter de ce jour. »

Evènement - 8 avril 1941

Le Journal Officiel publie le texte de la Loi du 29 décembre 1940 réglementant l'activité des fédérations et associations sportive, les plaçant sous la tutelle du secrétariat d'État à l'instruction publique.(9)

JSM 2536 - Samedi 12 avril 1941

- Le nouveau Conseil Municipal de Saint-Marcellin, nommé par le préfet, a été installé mercredi 9 avril:

M. Dorly, Maire, ayant été nommé par arrêté du 20 mars 1941

Les autres membres, nommés par arrêté du 30 mars 1941, sont :

M. Perriollat, 1er adjoint

M. E. Bois, 2ème adjoint

Mme la Générale Picat

MM Barthelon, Dr Bonne, H. Bossan, J. Chaloin, Dr Courtieu, J. Girard, R. Guillaud-Morel, L. Marion, A. Monnet, L. Moutier, A. Penet, Roche.

MM Bourne et Rousset, qui avaient été désignés, ont décliné l'honneur qui leur était fait.

- « Un quartier-maître ayant fait la guerre comme pilote d'aviation, dont les parents habitent en zone occupée, désirerait être reçu, pendant sa permission dans une famille saint-marcellinoise qui serait indemnisée de tous frais. Pour renseignements complémentaires, s'adresser à la Mairie. »

Evènement - 14 avril 1941

 Par les actes constitutionnels N° 008 et 009, du 14 avril 1941, les militaires et les magistrats doivent prêter serment de fidélité au Maréchal Pétain

JSM 2537 - Samedi 19 avril 1941

 L'Amiral Darlan annonce que la France a décidé de se retirer de la Société des Nations.

JSM 2538 - Samedi 26 avril 1941

– Conseil Municipal de Saint-Marcellin, du 23 avril 1941 : entre autres délibérations, décision d'achat du terrain pour l'Hôtel des Postes.

Vinay CM - 1^{er} mai 1941

– Le Conseil Municipal siège sous la présidence de Georges Giraud, $1^{\rm er}$ adjoint, le maire étant malade.

JSM 2539 - Samedi 3 mai 1941

- Cérémonie des couleurs pour les élèves de toutes les écoles, organisée par le Secrétariat Général de la Jeunesse.

JSM 2540 - Samedi 10 mai 1941

- Une importante réunion s'est tenue mercredi à la mairie. Elle avait pour but la constitution d'une association permettant de continuer l'œuvre entreprise à Saint-Marcellin par le Commissariat au Travail des jeunes, c'est à dire, permettre aux jeunes l'apprentissage d'un métier en même temps que diriger leur éducation morale et physique. Un bureau a été constitué comme suit : Président d'honneur : M. Dorly, maire, Président : M. Quoirez, directeur de la CGE, Vice-président : Dr Penet, M. Bouyoud, M. Bourne, Secrétaire : M. Bonfanti, Trésorier : Octave Bois.
- Légion Française, réunion jeudi 15 mai, à 20 h 30 à la Salle des Fêtes. Au programme : « La Révolution Nationale et le rôle de la Légion ».

- « 29 des émigrés de 1940 viennent d'être déchus de la nationalité française. Parmi eux, citons : l'auteur dramatique Bernstein, le professeur Cassin, la « charitable » Eve Curie et René Genin, secrétaire de l'ancien ministre Marchambeau ».

JSM 2541 - Samedi 17 mai 1941

- « Le chef Uleyn du Commissariat au Travail des jeunes nous quitte pour rentrer chez lui, en zone occupée, où il doit reprendre immédiatement sa place d'ingénieur dans les mines du Pas-de-Calais. C'est avec les plus vifs regrets que nous voyons partir ce grand et sympathique garçon, qui en si peu de temps, était devenu très populaire chez tous les jeunes et s'était créé de solides et nombreuse amitiés parmi la population saint-marcellinoise ».
- Grande réunion légionnaire, honorée de la présence de MM Dorly et Perriollat. Discours enflammé de M. Riche, Directeur adjoint de la propagande à Vichy.

JSM 2542 - Samedi 24 mai 1941

- Prestation de serment des Légionnaires de Saint-Romans.

Evènement - 25 mai 1941

- Fête des Mères.

JSM 2543 - Samedi 31 mai 1941

- Concernant la vente du tabac, la distribution sera désormais effectuée en une seule séance, chaque jour de 7 h à midi. Il ne sera délivré qu'une quantité très limitée à chaque consommateur. Il ne sera pas vendu de tabac aux jeunes de moins de 18 ans.
- Interdiction de projection de tout film qui aura déjà été projeté avant le 1^{er} octobre 1937.
- Fête des Mères, organisée par la Ligue des Familles Nombreuses, avec la présence de M. Dorly, maire.
- Venue des « Petits Chanteurs à la Croix de Bois », grâce à l'entremise de M. Quoirez, Directeur de la CGE.

Evènement -2 juin 1941

- Nouvelle loi en date du 2 juin 1941, relative au statut des juifs.

Résistance – Juin 1941

- Selon « Mémoire des Hommes », Fiche résumant l'historique de l'unité : « Secteur 3-Chambarand ». Numéro d'ordre de la fiche : 3I. Fiche non datée, à l'évidence rédigée à la Libération.
- « En juin 1941, sous l'impulsion du Docteur Valois, de Tullins, et sous le, vocable de « Combat » est organisé un groupe d'hommes, dans le but de continuer la lutte. Outre le Docteur Valois, il y a ses deux fils, le Docteur Mariotte, Monsieur Cazeneuve, Docteur Carrier, Docteur Grindefer, Docteur Arnaud, Monsieur Porcher. Sous le nom de Secteur de Tullins, une zone est organisée, qui comprend la région de l'Isère entre Moirans et Saint-Marcellin, et la plaine de Bièvre entre Rives et Beaurepaire. Le secteur est organisé en sous-secteurs qui correspondent approximativement au chef-lieux de cantons. Il y a des Groupes Francs armés et des réserves, non, ou insuffisamment armées. »

JSM 2544 - Samedi 7 juin 1941

 Compte-rendu du concert des « Petits Chanteurs à la Croix de Bois », lesquels vont partir pour une tournée en Amérique du Sud, grâce à la générosité personnelle de M. le Maréchal Pétain.

JSM 2545 - Samedi 14 juin 1941

– Afin d'obtenir les 50 kilos de charbon prévus pour le mois de juin, il convient de se présenter en mairie de Saint-Marcellin avec la carte d'alimentation.

Vinay CM - 15 juin 1941

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de François Jolivot.

Evènement – 22 juin 1941

– M. Dorly, maire, signe un dernier acte de décès ce jour. Dès le lendemain, un nouvel acte de décès est signé par Me Jean Rousset. (Les informations manquent pour expliquer la cessation de fonction de M. Dorly (démission, révocation, ...) et la nomination de M. Rousset).

Evènement - 22 juin 1941

- L'Allemagne envahit l'URSS, sans déclaration de guerre.(10)

JSM 2547 - Samedi 28 juin 1941

– Conseil Municipal du jeudi 26 juin, présidé par le nouveau maire, M. Jean Rousset. Font partie du nouveau Conseil : MM Bourne, Bois, Jany, Georges Rodet, Griot, Charles Ageron, Alfred Monnet, Bonne, Gelas, Guillaud, Joseph Rodet, Girin, Auguste Revol, Désiré Marion, Antoine Rousset. Sont absents la Générale Picat et Rozand (prisonnier).

JSM 2548 - Samedi 5 juillet 1941

– Légion Française : des portraits en couleur du Maréchal Pétain sont en vente chez le secrétaire de section au prix imposé de 20 francs.

Evènement - 7 juillet 1941

 Création de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme (LVF), encore appelée « Infanterie régiment 638 » pour sa partie combattant au sein de la Wehrmacht.

JSM 2549 - Samedi 12 juillet 1941

- En raison du « deuil de la Patrie », la fête légale du 14 juillet ne sera marquée que par un service religieux et un rassemblement au Monument aux Morts. Aucune fête et divertissement.
- Distribution des cartes de vêtements dès le 15 juillet 1941. Réglementation de la vente du tabac.
- La Légion Française reçoit M. Leboucq, délégué à la propagande, qui obtient « un vif succès ».

JSM 2551 - Samedi 26 juillet 1941

- Editorial : « Une année de gouvernement sous le signe de la Révolution Nationale ».
- Long article sur les « chantiers de la jeunesse : « comment ils sont nés, comment ils sont organisés, la laborieuse existence qu'on y mène ». En juillet 1940, démobilisation de 100 000 jeunes gens appelés sous les drapeaux les 8 et 9 juin 1940. Ils sont répartis pour 6 mois dans des camps situés dans toute la France. Il en ressort qu'un stage de 8 mois sera désormais obligatoire pour tout citoyen français au cours de sa 20° année. Création d'un Commissariat Général des Chantiers de la Jeunesse. (11)

Vinay CM - 26 juillet 1941

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de François Jolivot.

JSM 2552 – Samedi 2 août 1941

- La reproduction des traits du Chef de l'État doit être autorisée par la censure centrale.
- Le Conseil Municipal, sous la présidence de M. Rousset, maire, vote le budget, désigne le Prix Boissieux, nomme différentes commissions, notamment la commission administrative de l'hôpital dont MM. Bonne et Gelas font partie.
- Camille Chapoutier, aînée d'une famille de 9 enfants, est désignée Prix Biesse (Rosière) pour l'année 1940, Paulette Fillet est désignée Rosière pour l'année 1941.

JSM 2553 - Samedi 9 août 1941

- La Fête du Légionnaire aura lieu le 31 août.
- Obligation de recensement des juifs étendue à l'Algérie.
- Nouveaux timbres poste de 1 franc à 3 francs, à l'effigie du Maréchal Pétain.

JSM 2554 - Samedi 16 août 1941

- Les jeunes gens nés entre le 1^{er} avril et le 30 septembre 1921 sont convoqués dans les Chantiers de la Jeunesse du 3 au 4 novembre prochain.
- Réunion mensuelle de la section locale de la Légion Française. Appel « à la soumission totale au Maréchal et à la collaboration ».

JSM 2555 - Samedi 23 août 1941

- Publication d'une 1/2 page avec photographie présentant le 1^{er} anniversaire de la Légion Française.
- Pour s'engager dans l'armée, obligation de prêter serment de fidélité au Maréchal.
- Conseil Municipal le 20 août : installation de Mlle Agrel, avocat, nommée par arrêté du 5 août 1941, en remplacement de la générale Picat.
- Lors du même Conseil Municipal: délibération fixant le règlement des dégâts causés aux locaux réquisitionnés par l'Autorité Militaire.

JSM 2556 - Samedi 30 août 1941

- Rappel du 1^{er} anniversaire de la Légion Française des Combattants, créée le 31 août 1940 par le Maréchal Pétain.
- La Cour spéciale chargée de la répression de la propagande communiste a condamné trois d'entre eux, dont un d'origine russe, à la peine de mort. Ils ont été guillotinés jeudi.
- Le cinéma « Le Foyer », fermé depuis mi-juillet, rouvrira le 13 septembre.





Affiche du programme des manifestations organisées en Isère pour le premier anniversaire de la création de la Légion française des combattants, 1941. Coll. MRDI

Vinay CM - 13 septembre 1941

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de François Jolivot. Il prend acte de la démission de M. Dorly, lequel est remplacé par M. Nouvel.

JSM 2557 – Samedi 6 septembre 1941

- En zone occupée, les juifs ne peuvent plus posséder d'appareil de radio.
- En zone occupée, huit jeunes gens ont été condamnés à mort et exécutés pour manifestation contre l'armée allemande.
- Compte-rendu de la manifestation préliminaire de la Légion Française à Saint-Marcellin : rassemblement au Monument aux Morts, Marseillaise et retour vers la Place d'Armes.

JSM 2559 - Samedi 20 septembre 1941

- A la suite d'agressions commises contre des militaires allemands, dix otages ont été fusillés à Paris.
- Description des insignes des chefs des Chantiers de la Jeunesse.

JSM 2560 - Samedi 27 septembre 1941

- A la suite de nouveaux attentats contre des soldats allemands, douze communistes ont été fusillés à Paris par les autorités d'occupation.
- Le Conseil Municipal de Saint-Marcellin, du 19 septembre, décide, entre autres, d'engager l'emprunt pour une maternité à l'hôpital.
- Le SMS (Saint-Marcellin Sport) décide de « continuer à vivre » et appelle à l'aide par des fonds.
- En cas de déclaration de décès, les cartes d'alimentation, de savon, de vêtements et de tabac doivent être remises en mairie.

Evènement - 4 octobre 1941

– Par acte constitutionnel N° 010, en date du 4 octobre 1941, les fonctionnaires de tous grades et le personnel de direction des services publics concédés doivent prêter serment de fidélité à la personne du Maréchal Pétain.

JSM 2561 - Samedi 4 octobre 1941

- Les pommes de terre sont bloquées chez les producteurs

JSM 2562 - Samedi 11 octobre 1941

- Rentrée des classes précédée de la manifestation du Salut aux couleurs.
- La bibliothèque municipale est ouverte le jeudi et le samedi de 13 h 30 à 15 h 00.
- « La mort héroïque du sergent Emile Anne. Tombé au pont de Nogent-sur-Seine, dans la nuit du 13 au 14 juin 1940, en refaisant sous le pont un fourneau de mine qui avait été saboté. Le temps lui a manqué pour agencer le dispositif automatique et comme l'ennemi était là, Anne a enflammé la mine et a été précipité dans la Seine avec les débris du pont qu'il avait été chargé de détruire. » Il avait été enterré temporairement à Nogent-sur-Seine, mais une cérémonie vient d'être faite à Mériot (Aube), où il a été enterré définitivement. Sa veuve, venue de Saint-Marcellin, a assisté à l'enterrement. »(12)

JSM 2563 - Samedi 18 octobre 1941

– Les consommations d'électricité en basse tension, autorisées à compter du 1^{er} octobre, sont réduites de 10 % pour les abonnés domestiques, de 40 % pour l'éclairage autre que domestique, de 10 % pour la force motrice desservie en basse tension. Ces pourcentages sont calculés sur les consommations faites pendant les

mois correspondants de 1940. Une pénalisation de 1 franc sera appliquée pour tout Kw excédentaire.

- Renouvellement du Bureau du SMS :

Président ; Dr Victor Carrier

Vice-Présidents: Louis Boucher, Ferdinand Brun, Giroud, Michat, Clos

Membres: MM Bonnauré, Auguste Chabert, André Chabert, Coudeyras, Méry, Delphin,

Rony, René Belle, Pouzin, Ageron-Berger, Buisson, Pellat-Finet, Gillet, Rodon

Trésoriers: M. Ratabouille. Adjoints: René Cotte, Hyppolite Buisson

Secrétaires : Léon Gillet. Adjoints : Marius Rodon, René Cotte.

JSM 2564 - Samedi 25 octobre 1941

– Nouveaux attentats à Nantes et à Bordeaux contre l'armée d'occupation. Deux officiers allemands tués. En représailles, cinquante otages français ont été fusillés. De nouvelles exécutions doivent avoir lieu les 28 et 30 octobre si les coupables ne sont pas retrouvés.

JSM 2565 - Vendredi 31 octobre 1941

– Une loi du 28 octobre 1941 interdit désormais l'audition publique ou privée des émissions radiophoniques des postes britanniques ou autres se livrant à une propagande antinationale.

JSM 2566 - Samedi 8 novembre 1941

- Editorial : Contre les trusts « monstruosité économique, financière, sociale et politique ». La Légion précise qu'elle est contre les trusts, mais n'est pas contre la grande entreprise.
- Conseil Municipal du 4 novembre : parmi les délibérations, « décide de confier à M. Peigné, urbaniste, la réalisation d'un plan d'urbanisme de la ville ».
- Manifestation de Toussaint au cimetière, puis le lendemain à l'église et au Monument aux Morts. M. Rousset, maire, en tête avec le chanoine Tardy, toutes les sociétés de la ville et un imposant cortège de Légionnaires.

JSM 2567 - Samedi 15 novembre 1941

Célébration du 11 novembre avec les Légionnaires.

Vinay CM - 20 novembre 1941

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de François Jolivot. « A la demande de M. le Maire, le Conseil décide à l'unanimité de faire placer dans chacune des classes des écoles de la ville, un portrait du Maréchal Pétain, Chef de l'État. »

Résistance - 28 novembre 1941

- D'une rencontre à Grenoble des deux responsables du « Mouvement de Libération Nationale » (MLN) et de « Liberté », naît le mouvement « Combat ».

JSM 2570 -Samedi 6 décembre 1941

- Prix du pain, en annulation de la hausse de 0,75 franc prévue au 15 août, le prix est augmenté de 0,25 franc par kilo à partir du 1^{er} décembre.
- Prix des noix arrêté par le Préfet de l'Isère : 32 mm 1300 francs, 28-32 mm 1000 francs.
- Dissolution des Conseils Municipaux de Chapareillan, Dolomieu et Saint-Mauricel'Exil, pour hostilité à l'œuvre de Rénovation Nationale.

Evènement - 7 décembre 1941

– Attaque surprise de Pearl Harbor (base américaine sur l'archipel d'Hawaï) par le Japon. Ce qui entraîne l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Evènement – 12 décembre 1941

- Le Service d'Ordre Légionnaire (SOL), créé durant l'été par Joseph Darnand, est étendu à la Zone Sud. Ceux qui s'y engagent doivent proclamer le serment « contre l'Egoïsme bourgeois, le Scepticisme, l'Individualisme, l'Egalitarisme, le Capitalisme international, la Franc-maçonnerie païenne, la Dissidence gaulliste, le Bolchevisme et la Lèpre juive, pour la Solidarité, la Justice sociale, la Discipline, la Hiérarchie, la Corporatisme, la Civilisation chrétienne, l'Unité et la Pureté françaises ».
- Le SOL défile dans Saint-Marcellin en décembre 1941 (photo Faurie en témoigne).



Défilé du SOL - Photo Faurie

JSM 2571 - Samedi 13 décembre 1941

- Ouverture de la Légion des Combattants aux citoyens « désireux de s'associer aux Combattants pour suivre les principes de la Révolution Nationale ».
- Suppression de $10\,\%$ des trains de voyageurs sur la ligne Grenoble-Valence. Il ne reste que deux trains par jour dans chaque sens pour desservir notre station.
- « Les réfugiés de zone interdite sont invités à se présenter en Mairie, avant le 15 courant, pour une communication les intéressant. »(13)

Vinay CM – 26 décembre 1941

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de François Jolivot. Il prend acte de la démission de M. Triboullier.

JSM 2573 - Samedi 27 décembre 1941

- Le « Journal de Saint-Marcellin » a 50 ans, le premier numéro ayant paru le samedi
 13 octobre 1888. Une interruption, Henri Cluze étant mobilisé , a eu lieu entre le 2 août 1914 et le 2 mars 1919.
- Les pièces de 1 franc et de 0,50 franc seront désormais fabriquées en aluminium.

Conseil Municipal de Saint-Marcellin - Délibération - 29 décembre 1941

- Règlement des indemnités dues pour l'occupation de l'Ecole Supérieure de Jeunes Filles pendant la guerre.

1942

Résistance – 1^{er} janvier 1942

- Jean Moulin, chargé par le Général De Gaulle d'unifier les différentes formations de la Résistance, est parachuté près d'Arles, dans les Alpilles.(14)

JSM 2574 – Samedi 3 janvier 1942

- Le JO du 31 décembre 1941 publie un arrêté du 18 décembre 1941 pris à l'initiative du Secrétariat d'État aux Communications, selon lequel sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de reconstruction avec aménagements des abords des ponts d'Iseron, de Saint-Gervais, de La Sône et de Beauvoir-en-Royans.
- Le prix des noix à la production, qualité « tout venant », est ramené de 810 à 780 francs à partir du 15 janvier et à 750 francs à partir du 15 février.
- Le Conseil Municipal du 29 décembre 1941 décide la création de la taxe du droit des pauvres sur les spectacles, note le principe du paiement d'une prime de 2,50 francs par kilo de hannetons ramassés.
- Noël des écoliers : la CGE est parmi les généreux donateurs.

JSM 2576 - Samedi 17 janvier 1942

- Editorial : « Tous unis » . « Tous unis, nous sauverons notre pays » . Ainsi se termine le message que le Maréchal Pétain a adressé aux Français à l'occasion du nouvel an « Oui, tous, derrière le Maréchal qui sait ce qu'il veut et où il va. Ainsi, nos cœurs se rouvriront-ils à

l'espérance. Et, ainsi, pourrons-nous espérer de doubler un cap difficile et de surmonter une défaite qui fut écrasante ».

- La Légion et le Secours National d'Hiver. Président de la section de la Légion Française de Saint-Marcellin, M. Robert Guillaud annonce une quête en faveur de l'Oeuvre du Maréchal, pour les enfants qui souffrent et les prisonniers, le 18 janvier.

JSM 2577 - Samedi 24 janvier 1942

- La quête de la Légion au service du Secours National a rapporté 17 695 francs.
- La consommation des vins rouges, blancs ou rosés, sans appellation ou à appellation simple, est interdite, quelle que soit l'heure, dans les débits de boissons à consommer sur place. Seule reste autorisée, entre 11 heures et 13 heures, et à raison de 25 cl au maximum par client, la vente des vins bénéficiant d'une appellation contrôlée.

JSM 2578 - Samedi 31 janvier 1942

- Les jeunes gens, nés du 1^{er} octobre 1921 au 31 décembre 1922 seront appelés en 1942 pour accomplir le stage de 8 mois dans les chantiers de jeunesse.
- La fabrication et la vente de produits à base de cacao sont interdites.
- Désormais, la distribution de tabacs se fera le 5, le 15 et le 25 de chaque mois. Si ce jour est férié, la distribution se fera la lendemain .
- La quête pour le Secours National a rapporté 3255,50 francs à Saint-Sauveur et 2040 francs à La Sône.

JSM 2579 - Samedi 7 février 1942

- Petit pavé publicitaire : « EDEN-CINEMA. Ouverture dans quelques jours. Salle confortable ».
- Restrictions sur la consommation d'électricité à compter du 1^{er} février 1942.

Evènement - 13 février 1942

– Dans le cadre de la liste, publiée en plusieurs segments par le Journal Officiel de l'État Français (JODEF-page 637), de la liste, par obédience, des dignitaires (hauts gradés et officiers de loge) de la franc-maçonnerie figure M. Pellat Henri : « Pellat (Henri), secrétaire de mairie, grand café de la Poste, Saint-Marcellin, loge « Amitié et Progrès », secrétaire en 1937». (Ceci a pu entraîner, selon certains, une demande de Me Rousset, maire nommé de Saint-Marcellin, au préfet de l'Isère afin de savoir quelle attitude adopter. Le « Grand Café de la Poste » se trouve au 46 Grande Rue).

JSM 2580 - 14 février 1942

- « L'artiste grenoblois Léon-Ernest Drivier sera le sculpteur du buste officiel du Maréchal Pétain. »(15)
- Compte-rendu du Conseil Municipal du 6 février 1942.

Vinay CM - 28 février 1942

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de François Jolivot.

JSM 2583 - Samedi 7 mars 1942

- L'heure légale sera avancée d'une heure le 9 mars 1942, à 0 heure, dans les territoires non occupés.

Vinay CM – 7 mars 1942

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de François Jolivot. « Monsieur le Maire attire l'attention du Conseil sur le mouvement d'indignation générale qui s'est produit à la suite de

l'inqualifiable agression de l'aviation anglaise contre les populations de la Région Parisienne. Le Conseil s'associe aux paroles de M. le Maire et décide de se rendre en corps à l'issue de cette réunion au pied du Monument aux Morts pour saluer le drapeau en berne et rendre une minute de silence et de recueillement en douloureux hommage aux innocentes victimes du massacre. »

« Monsieur le Maire donne connaissance d'une lettre de protestation adressée au Préfet concernant l'injustice dans la répartition de la viande faite aux charcutiers, ainsi que la situation insupportable faite aux détaillants de beurre et de fromage qui se sont vus imposer un stock important de beurre avarié ... »

JSM 2584 - Samedi 14 mars 1942

- Bombardement de Paris, par la RAF, le 3 mars. Editorial : « Acte lâchement perpétré ... plusieurs centaines des enfants de Paris, victimes innocentes d'un raid meurtrier que rien ne laissait prévoir ».
- « Dimanche, les Saint-Marcellinois ont associé leur hommage à celui que tous les français ont rendu aux innocentes victimes du bombardement de la banlieue parisienne. Une messe a été célébrée par M. le chanoine Tardy et une foule nombreuse que l'église a pu à peine contenir a suivi, avec une pieuse déférence, l'émouvante cérémonie ». (Ce bombardement, décidé par les alliés, avait pour objectif de détruire les usines Renault de Billancourt, accusées de produire des armes au service de l'Allemagne.)

Evènement - 15 mars 1942

- Réunion constitutive du SOL pour le département de l'Isère à Crémieu. Bien que le SOL existe déjà depuis quelques temps, celui-ci se structure. Son centre grenoblois est installé 6, place Victor Hugo et ses activités sont organisées selon l'organigramme suivant ; Grenoble I, Voiron II, Vinay III, Bourgoin IV, Vienne V et Péage VI. (Source : « La milice française dans l'Isère »-M. Chanal)

Vinay CM - 21 mars 1942

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de François Jolivot. « Monsieur le Maire met au courant le Conseil au sujet des décisions qu'il a du prendre en ce qui concerne la répartition de la viande entre les charcutiers de la localité. Quant au beurre, la population est privée de beurre frais depuis le 11 décembre 1941 ... »

JSM 2586 - Samedi 28 mars 1942

- Compte-rendu d'une réunion organisée par la Légion Française, le dimanche 22 mars. « Il faut de suite déplorer que ces manifestations d'éducation sociale soient si rares et partant qu'elles n'obtiennent pas le succès d'affluence qu'elles mériteraient ».

JSM 2587 - Samedi 4 avril 1942

- Conseil Municipal de Saint-Marcellin, présidé par M. Rousset, maire, le 27 mars.

JSM 2588 - Samedi 11 avril 1942

- « Penser Français », livre édité par les Editions de la Légion, « présentant une synthèse vivante et précise de la doctrine de la Révolution Nationale exprimée par le message du Maréchal Pétain ». Auteurs : Georges Riond et Roger de Saint-Chamas.

Vinay CM - 24 avril 1942

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de François Jolivot.

JSM 2590 - Samedi 25 avril 1942

- Samedi 18 avril, nomination de Laval comme Chef du Gouvernement.
- La Fête du Travail est reportée au samedi 2 mai.
- Le Conseil Municipal s'est tenu le 13 avril.

JSM 2591 - Samedi 2 mai 1942

- Editorial intitulé : « Le Fervent Hommage du Pays au Maréchal Pétain pour son 86° Anniversaire ».
- Annonce d'un concert de Frédo Gardoni à l'Eden, le 8 mai 1942.

JSM 2593 - Samedi 16 mai 1942

- La Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme vient d'ouvrir une permanence à Saint-Marcellin. Ce bureau de recrutement est tenu par M. Auguste Pascal, avenue du Vercors, où les intéressés pourront s'adresser pour les engagements et tous renseignements utiles.
- Fête nationale de Jeanne d'Arc, le dimanche 10 mai 1942. (Cette fête est institutionnalisée par une loi du 10 juillet 1920, comme « Fête du patriotisme ». Le Maréchal Pétain la revitalise.)

Témoignage

– De M. Henri Perret : le chef des jeunes du Centre de Formation, créé en 1941 (*voir JSM 2525, du 25 janvier 1941*), nommé Loyal, s'est inscrit à la Légion des Volontaires Français.

JSM 2594 - Samedi 23 mai 1942

– Service des Eaux. La pose des compteurs étant pratiquement terminée, la Commission Municipale des Eaux a décidé la mise en fonction de ceux-ci à compter du 1^{er} juin 1942. Les tarifs sont de 0,35 franc le m³ jusqu'à 75 m³ de dépassement, 0,50 franc le m³ de 75 à 250 m³ de dépassement, 1 franc le m³ au-dessus de 250 m³ de dépassement.

Evènement – 29 mai 1942

– Dans la zone occupée, la 8° ordonnance allemande « interdit aux juifs, dès l'âge de six ans révolus, de paraître en public sans porter l'étoile juive ». (Cette mesure ne sera jamais étendue à la zone Sud, même après son invasion le 11 novembre 1942).

JSM 2596 - Samedi 6 juin 1942

– Compte-rendu des cérémonies de la Fête des Mères, qui s'est déroulée le 31 mai 1942 et au cours de laquelle une médaille d'or est remise à Mme Chapoutier et à Mme Barbe.

Vinay CM - 20 juin 1942

- M. Jolivot étant démissionnaire de son poste de maire, mais restant parmi les élus, il est remplacé par M. Détroyat ; MM Giraud et Martin étant désignés comme Adjoints.

JSM 2599 - Samedi 27 juin 1942

- Editorial signé AR. « Il y a deux ans cette semaine que l'illustre soldat de Verdun, le cœur meurtri par la douleur, demandait l'armistice. Deux ans déjà que, plein de dignité et de sagesse, ce grand vieillard paré de toutes les vertus traditionnelles françaises, conscient de l'inutilité de poursuivre une lutte irrémédiablement perdue, mettait fin à la grande « saignée ».

- « En raison de la pénurie des transports, la SNCF a dressé un programme pour l'acheminement des jeunes gens incorporables dans les Chantiers de Jeunesse en juillet 1942. Les jeunes du canton de Saint-Marcellin rejoignant le groupement n°43 à Artemare (Ain) prendront le train à Saint-Marcellin le 9 juillet à 9 h 53. Il arrivera à destination à 17 h 45, suite à des changements de train à Grenoble et Chambéry ».
- Information destinée aux porteurs de la carte « T » (approvisionnement en farine).
- Le Conseil Municipal de Saint-Marcellin, du 17 juin 1942, entre autres délibérations, désapprouve le projet de reconstruction du Collège.



Evènement – Gaston Valois arrache les affiches appelant les jeunes à partir travailler en Allemagne. Le maire désigné de Tullins, Jules Durand, ancien 1^{er} adjoint de Gaston Valois, devenu chef local de la Légion, dépose plainte. Gaston Valois est condamné à une amende par le tribunal de Saint-Marcellin. (Gaston Valois-La République à en mourir – Gil Emprin-Editions MRDI)

JSM 2600 - Samedi 4 juillet 1942

– La mairie de Saint-Marcellin appelle à économiser l'eau en raison de la sécheresse persistante. Le prix des m³ excédentaires sera majoré.

JSM 2601 – Samedi 11 juillet 1942

- « De nombreuses affiches officielles ayant subi des dommages (lacérations), il est porté à la connaissance des auteurs de ces actes de malveillance que la loi du 21 janvier 1942 les punira de 3 mois à 2 ans de prison et d'une amende de 200 à 10000 francs. » (Cette loi réprime la lacération des affiches apposées au nom du Gouvernement ou sous son contrôle, ainsi que les manifestations anti-nationales et anti-gouvernementales.)
- Le JO du 27 juin annonce que, par décisions du Secrétariat d'État à la Production Industrielle, en date du 24 juin 1942, la récupération des poils et bourres est obligatoire, et en date du 29 juin 1942, l'acier inoxydable est désormais interdit en coutellerie.

Evènement - 16 et 17 juillet 1942

- Rafle du Vel'd'Hiv, à Paris.

JSM 2602 - Samedi 18 juillet 1942

Nouvelles de la région : « Deux cents ouvriers sont partis pour l'Allemagne ».

JSM 2603 - Samedi 25 juillet 1942

- Pénurie de légumes sur les marchés : le gouvernement prendra « *les décisions qui s'imposent »*.
- Augmentation des tarifs de l'électricité.
- Conseil Municipal le 17 juillet.

Journal Officiel de l'État Français – 31 juillet 1942

Publication de la décision du Maréchal Pétain, en date du 4 juin 1942, de désigner
 M. Raymond Lachal comme directeur général de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale, en remplacement de M. François Valentin.

JSM 2604 - Samedi 1er août 1942

- Le 30 août sera fêté le deuxième anniversaire de la Légion, par une fête nationale intitulée « *Journée de la Terre de France* ». Des échantillons de terre de tout le pays seront regroupés à Gergovie et versés dans une urne.
- Article relatant ce qui a été fait en Allemagne en matière de politique agricole.

Evènement - Dimanche 2 août 1942

- Couronnement de la Rosière, Simone Rebatel.

JSM 2605 - Samedi 8 août 1942

- A Uriage, 2000 chefs des cadres de la jeunesse ont assisté dimanche 2 août au baptême de la première promotion de l'Ecole.
- « Appel aux jeunes. Le Secrétariat Général de la Jeunesse ouvre à La Chapelle-en-Serval (Oise), un collège de Jeunes (...) Les conditions d'admissibilité sont les suivantes : être français, non juif, de constitution physique, intellectuelle et morale robuste ... »
- Communiqué : « Madame Marcelle Payebien regrette les propos qu'elle a tenus envers les employés de la SNCF et en particulier contre M. Durmelat ».

- Il est interdit d'envoyer des pommes de terre aux prisonniers.
- « Partant pour l'Allemagne, le Volontaire est assuré que sa famille ne sera pas abandonnée : service spécial de suivi ».

JSM 2606 - Samedi 15 août 1942

- La CGE a créé en mars 1941 une école d'apprentissage préparant les jeunes aux CAP d'ajusteur-mécanicien et d'électricien. L'âge d'admission minimum est de 14 ans et la durée des études est de 3 ans. L'école comptera cette année 45 élèves. Ils peuvent être admis au centre de jeunesse de Saint-Marcellin où ils seront logés, nourris, habillés et chaussés gratuitement.
- Description de la « Journée de la Terre de France », le 30 août.

Evènement - 22 août 1942

- Arrestation d'un juif à Saint-Romans (16).

Evènement – 26 août 1942

- Rafles de juifs : deux arrestations à Saint-Romans, sept arrestations à Pont-en-Royans (**16**).

Evènement - 27 août 1942

– Le JO publie la loi du 7 août 1942, portant institution de conseils départementaux, en application de la loi du 12 octobre 1940. Les conseillers départementaux sont nommés par arrêté du ministre secrétaire d'État à l'intérieur.

Résistance - 28 août 1942

– Sous la direction de Jean Moulin (14), et le commandement du Général Charles Delestraint, « Combat », « Libération-Sud » et « Franc-Tireur », les trois grands mouvements de la Résistance de la zone Sud, lancent la coordination de leurs actions paramilitaires sous le nom d'« Armée Secrète » (AS), laquelle aboutit le 27 novembre 1942 avec la création du Comité de Coordination de la Zone Sud, préliminaire à leur fusion qui interviendra le 26 janvier 1943.

Vinay CM - 28 août 1942

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de M. Détroyat.

JSM 2608 - Samedi 29 août 1942

- Présentation sur deux colonnes de la « *Journée d'Union autour du Maréchal sous le signe de la Terre de France* », le 30 août 1942.
- Conseil Municipal du 24 août. Absents excusés : Bourne et Gelas. Le Conseil prend acte de la démission de maire et de conseiller municipal offerte par M. Rousset. Le compte-rendu de ce conseil précise que M. Rousset justifie sa décision en réaction au blocage administratif du dossier de reconstruction du collège. Sa démission prendra effet le 27 août 1942.
- Prélèvement le 23 août d'une parcelle de terre saint-marcellinoise par les légionnaires de la Légion Française des Combattants, la Jeanne d'Arc et une délégation du groupe N° 11 des Chantiers de Jeunesse, devant le Monument aux Morts. Cette parcelle sera envoyée à Gergovie.
- Convocation de la Lyre et de la Jeanne d'Arc pour les répétitions en vue du défilé de la Fête Légionnaire du 30 août.
- A Saint-Sauveur, en raison de la sécheresse, fermeture des eaux à partir du 29 août, de 14 h à 17 h et de 21 h à 6 h. Des sanctions seront prises contre ceux qui enfreignent les règlements sur les arrosages.

Evènement - 4 septembre 1942

– Le gouvernement décrète (*JODEF du 13 septembre 1942*), par une loi relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre, que tout homme de plus de 18 ans et moins de 50 ans, et toute femme célibataire de plus de 21 ans et moins de 35 ans est assujetti à effectuer tous travaux que le Gouvernement jugera utile, dans l'intérêt supérieur de la nation.

JSM 2609 - Samedi 5 septembre 1942

- « Le mariage de M. Louis Bouillon et de Mlle Marie-Thérèse Donger a été célébré par Mlle Agrel, avocat, conseillère municipale, déléguée en la circonstance pour remplir les fonctions d'officier de l'état-civil. Ce fait, sans précédent, dans notre ville, méritait d'être souligné ». (17)
- Compte-rendu de la Fête de la Légion.
- Radio-Légion précisera les buts révolutionnaires de la Légion des Combattants, lundi 7 septembre à 12 h 45.
- Constitution de l'Ordre de la Francisque. (En fait, la « Francisque » a fait l'objet d'une loi du 16 octobre 1941, portant modalité du port de la décoration. Un décret du 31 juillet 1942 définit les statuts de la « Francisque » : serment et conseil de douze membres).
- Institution des Conseils départementaux, par une loi du 7 août 1942, publiée au JODEF du 27 août 1942.



JSM 2610 - Samedi 12 septembre 1942

- M. L'Archiprêtre Tardy met fin à sa carrière. Il sera remplacé par M. le chanoine Chavant.
- Distribution de l'eau à Saint-Marcellin de 7 h à 8 h 30, de 10 h 45 à 13 h 30 et de 18 h 30 à 20 h.

JSM 2611 - Samedi 19 septembre 1942

Conseil Municipal de Saint-Marcellin, du 11 septembre, sous la présidence de M.
 Bois, adjoint .

JSM 2612 - Samedi 26 septembre 1942

- Distribution des titres d'alimentation d'octobre, les 28, 29 et 30 septembre.
- Accident au carrefour de la Place Maloc. Le Docteur Tronel est blessé. Entre la rue Saint-Laurent et le Boulevard Brenier-de-Montmorand, le Docteur Tronel a chuté contre les vases qui bordent le trottoir de l'Hôtel de France.

Résistance – 2 octobre 1942

- « *Le docteur croit encore au Père Noël* » ; ce message de la BBC annonce un parachutage de médicaments, lequel, déporté par le vent, va s'égarer dans la Plaine de Tullins. La gendarmerie confisque les deux cylindres remplis de médicaments et les fait suivre vers les résistants quelques jours plus tard (*CLV N*° 10).

Evènement – Octobre 1942 (possiblement Octobre 1943)

Par des documents <u>non datés</u>, le SMS (Saint-Marcellin Sports) rédige deux bordereaux de demandes de cartes sportives auprès du Comité National des Sports, l'un reportant les membres du SMS bénéficiaires des Assurances Sociales (23 noms), l'autre les membres du SMS (10 noms) et des dirigeants, non bénéficiaires des Assurances Sociales (Victor Carrier, Président; Louis Boucher, Vice-Président; Marius Rodon, Secrétaire; Arthur Ratabouille, Trésorier. En raison de la présence de Victor Carrier, ce document a nécessairement été rédigé avant novembre 1943. (9)

JSM 2613 - Samedi 3 octobre 1942

– Lundi 5 octobre, à 9 h au Monument aux Morts, la Municipalité, la Légion Française et les groupements de la ville invitent à une cérémonie de lever des couleurs, à l'occasion de la rentrée des classes.

JSM 2614 - Samedi 10 octobre 1942

- Communiqué du Secrétariat d'État à la Production Industrielle, daté du 18 septembre 1942, publié au JO du 26 septembre, sur l'échange et le reprise des piles pour lampes électriques de poche: « pas de pile neuve sans la remise d'une pile usagée ».
- Tableau des horaires des trains : 5 trains par jour dans chaque sens, le dimanche 2 trains seulement.

JSM 2615 - Samedi 17 octobre 1942

– Par Arrêtés Préfectoraux, en remplacement de MM. Rousset et Bourne, démissionnaires, sont nommés M. Léonce Cros, maire et M. Louis Francou, adjoint.

JSM 2616 - Samedi 24 octobre 1942

– Le Conseil Municipal du 20 octobre, parmi les délibérations, vote le projet d'aménagement sportif scolaire au Champ de Mars, et l'occupation de la « Tour », place Lacombe Maloc, par la Croix-Rouge.

JSM 2617 - Samedi 31 octobre 1942

- Le circulation des noix est strictement interdite.

Conseil Municipal Saint-Marcellin- 6 novembre 1942

- « Le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'à la suite de vols de tickets d'alimentation à la Mairie, Mme Bernezet, concierge, a été renvoyée pour négligence dans son service ; que d'autre part une instruction ouverte contre X au sujet de ce vol n'a donné aucun résultat et que le Juge d'Instruction a rendu une ordonnance de non-lieu. Mme Bernezet à la suite de son renvoi intente un procès à la ville en dommages-intérêts. Le Conseil Municipal donne acte au Maire de sa communication et le charge de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles, de désigner tel avocat qu'il voudra s'il ne peut lui-même assurer la défense des intérêts de la ville, et tel avoué qu'il conviendra. »

Evènement - 8 novembre 1942

– Débarquement allié (anglo-américain) en Afrique du Nord Maroc et Algérie) sous le nom d'« Opération Torch ».

Evènement - 11 novembre 1942

– En réaction à l'« Opération Torch », les Allemands lancent l'« Opération Anton » et envahissent la zone libre. Cette opération dérive d'un précédent plan « Attila », non appliqué, datant de décembre 1940. La 1ère armée allemande avance de Nantes vers Bordeaux, la 7^e armée allemande avance du Centre vers Vichy et Toulon. La 4^e armée italienne occupe le territoire du Léman à la Côte d'Azur, zone limitée par le Rhône et ne comprenant pas Marseille. Un détachement italien occupe la Corse. L'Isère est sous occupation italienne.

JSM 2619 – Samedi 14 novembre 1942

- Editorial. « La résistance de nos troupes à Madagascar était à peine achevée que la France, recueillie dans son deuil, était victime d'une nouvelle agression dans la partie la plus chère de son empire colonial. Depuis dimanche, en effet, le conflit planétaire qui embrase le monde entier s'est étendu un peu plus et notre Afrique du Nord est l'enjeu d'une nouvelle bataille. A l'improviste, des forces américaines ont débarqué au Maroc et en Algérie et menacent jusqu'à la Tunisie, car il est avéré qu'aucune épreuve ne sera épargnée à notre malheureux pays ».
- Le Commandant en Chef du Groupe « D », le Maréchal Von Rundstedt, fait savoir que « sont prises des mesures supprimant de fait les données premières et les fondements de l'armistice ». Le Maréchal Pétain proteste.
- Conseil Municipal de Saint-Marcellin, le 6 novembre.
- Les colis de Noël pour les prisonniers ne seront plus acceptés à partir du 21 novembre. Reprise du service fixée au 17 décembre.

Vinay CM - 14 novembre 1942

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de Paul Détroyat. « M. le Maire propose au Conseil Municipal, en raison des évènements actuels, d'adresser à Monsieur le Maréchal Pétain, Chef de l'État, un télégramme ainsi conçu : « Le Conseil Municipal de Vinay envoie à Monsieur le Maréchal Pétain, Chef de l'État, l'expression de sa confiance respectueuse et l'assure de sa fidélité-stop-donne à la population une seule consigne : suivre le Maréchal ». Le Conseil Municipal adopte cette proposition à l'unanimité ».

- L'armée d'armistice est dissoute sur ordre d'Hitler.

JSM 2621 - Samedi 28 novembre 1942

- Troc cuivre-vin : « Du 15 au 31 décembre, le troc cuivre-vin se fera dans toute la France. Pour recevoir un bon d'un litre de vin, il suffira de donner 200 grammes de métal ».
- Le Chancelier Hitler a décidé l'occupation de Toulon et la démobilisation de l'armée française.
- « La flotte française ancrée dans le port de Toulon au moment de l'occupation par l'armée allemande, s'est sabordée ».(La flotte sabordée comprenait trois cuirassés, sept croiseurs, vingt-huit destroyers et vingt sous-marins, soit 90% de la flotte française. Elle s'est sabordée le 27 novembre 1942).
- L'Association pour la formation des jeunes, créée en mai 1941, présente son compte-rendu de gestion par M. Quoirez.
- Vol aux Oullières, à la Manufacture de sandalettes Dumoulin et Perriollat.

Vinay CM - 4 décembre 1942

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de M. Détroyat.

JSM 2622 - Samedi 5 décembre 1942

- « Avis à la population. Le maire a le regret de constater qu'un fait inadmissible s'est produit lors du passage d'une voiture où se trouvait un officier supérieur de l'armée d'occupation. Il fait connaître à la population qu'en les circonstances actuelles, tout manquement aux règles normales de la politesse peut amener de graves représailles. Il invite en conséquence ses concitoyens à conserver le calme et la dignité nécessaires et avertit ceux qui pourraient se rendre coupables à nouveau d'actes répréhensibles de ce genre qu'ils seront poursuivis avec la dernière sévérité ».
- Manifeste de la Légion Française des Combattants.

Evènement - 5 décembre 1942

- La ligne de démarcation de la zone d'occupation italienne est fixée définitivement.

JSM 2623 – Samedi 12 décembre 1942

- Les détenteurs d'armes et munitions, y compris les fusils et munitions de chasse, doivent effectuer leur dépôt en mairie, avant le 14 décembre, sous peine de sanctions particulièrement sévères.
- « La mairie rappelle à la population que dès la tombée de la nuit, aucun éclairage ne doit être aperçu de l'extérieur. A défaut, des procès-verbaux seront dressés par la gendarmerie qui a reçu des instructions sévères ».

JSM 2624 – Samedi 19 décembre 1942

- Information concernant les salons de coiffure : en raison de difficultés pour le ravitaillement en linge et en savon, les clientes et clients devront apporter leurs serviettes ainsi que le ticket de savon n° 3, à défaut il sera perçu 1 franc en sus du travail.
- Le Conseil Municipal de Saint-Marcellin, réuni le 15 décembre, vote, entre autres, le budget primitif.

Arrêté Préfectoral - 21 décembre 1942

 Du fait de la double démission de M. Bois (de 1^{er} adjoint et de conseiller municipal) un arrêté désigne premier adjoint M. Francou à la place de M. Bois, deuxième adjoint M. Marion à la place de M. Francou et conseiller municipal M. Rubichon à la place de M. Bois.

JSM 2625 - Samedi 26 décembre 1942

- Imposition des topinambours.

Evènement - 27 décembre 1942

– Décret portant suppression de l'Ecole Nationale des Cadres de la Jeunesse d'Uriage à dater du 1^{er} janvier 1943.

<u> 1943</u>

JSM 2626 - Samedi 2 janvier 1943

 Obligation pour les hebdomadaires de supprimer un numéro à l'occasion des Fêtes de Noël et de Nouvel An. Pour le Journal de Saint-Marcellin, ce sera le numéro du 9 janvier 1943.

JSM 2627 - Samedi 16 janvier 1943

- Nomination du maréchal des logis-chef Taillade à la gendarmerie de Saint-Marcellin, avec effet au 1^{er} janvier 1943.
- Le SOL devient autonome et est directement rattaché au Chef du Gouvernement.
- L'Ecole des Cadres d'Uriage est supprimée (à dater du 1^{er} janvier) par décret du 27 décembre 1942.
- La fabrication des postes de TSF est suspendue.

JSM 2628 – Samedi 23 janvier 1943

- Désormais, les clients devront fournir à leur dentiste l'or et l'argent nécessaires à l'exécution des travaux de prothèse.
- Une distribution exceptionnelle de charbon pour les foyers de la ville est mise en œuvre ; 50 kg par foyer de 2-4 personnes, 100 kg par foyer de 5 personnes et plus. Rien n'est prévu pour les personnes seules qui sont invitées à s'inscrire en mairie.
- Publication de la recette du tannage des peaux de lapins afin d'en faire des gilets, moufles, chancelières, etc ...

Résistance – 26 janvier 1943

Création des « Mouvements Unis de la Résistance » (MUR), par fusion de « Combat », « Franc-Tireur » et « Libération-Sud ». La présidence du Comité directeur des MUR est assurée par Jean Moulin (14). Cette fusion est annoncée à tous les échelons des trois mouvements, leur demandant de la mettre en pratique et de désigner un responsable unique à chaque échelon. C'est ainsi que débutent rapidement les actions de sabotage sur l'ensemble du Secteur 3. Le regroupement des mouvements de l'Isère est alors placé sous la responsabilité de Gaston Valois. Victor Carrier est le chef du sous-secteur de Saint-Marcellin, secondé par Louis Lemaire et « Serge ». Léon Dupré est le chef du sous-secteur de Vinay, dont le Groupe Franc de Vatilieu et Serre-Nerpol est animé par Roger Perdriaux, né en 1921 à Tullins.

JSM 2629 - Samedi 30 janvier 1943

– Composition du Conseil Départemental de l'Isère publiée au JODEF (arrêté du 26 janvier 1943) : Président, M. Cocat, maire de Grenoble. On y note Me Léonce Cros, maire de Saint-Marcellin, en tant que vice-président, et Eugène Perriollat, conseiller d'arrondissement du canton de Saint-Marcellin.

Evènement – 30 janvier 1943

– Création de la Milice Française par une loi (N° 63) promulguée par Pierre Laval. Cette milice prend la suite du SOL et Joseph Darnand, officier Waffen-SS et fondateur du SOL, en assume la direction.

Résistance - Janvier 1943

– Début des actions de sabotage dans le secteur de Saint-Marcellin, de la part de la Résistance.

Vinay CM - 6 février 1943

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de M. Détroyat. Lecture est donnée de la réponse du Maréchal Pétain, sous forme de remerciements et datée du 5 décembre 1942, au télégramme que lui a dressé le Conseil Municipal le 14 novembre 1942.

JSM 2631 - Samedi 13 février 1943

- Le prix du porc à la production passe de 16 à 25 francs le kilo.

Arrêté Préfectoral - 13 février 1943

- Arrêté nommant Mme Pinet à la place de Mlle Agrel, démissionnaire, au sein du Conseil Municipal de Saint-Marcellin.

JSM 2632 - Samedi 20 février 1943

- Création d'un Service Obligatoire du Travail annoncé au Conseil des Ministres du lundi 15 février, pour les jeunes gens nés entre le 1^{er} janvier 1920 et le 31 décembre 1922. Ce Service Obligatoire, créé par la loi du 16 février 1943, prend la suite de la conscription instaurée par la loi du 4 septembre 1942.
- Le Château d'Uriage, utilisé jusqu'ici par l'Ecole Nationale des Cadres de la Jeunesse, est mis à disposition du Secrétaire Général de la Milice Française.
- « Divers attentats qui, par leurs méthodes d'exécution et leur caractère révèlent la main d'agents soviétiques ont été récemment commis en France contre des installations ferroviaires. Les instigateurs de ces mauvais coups savent bien que leur résultat militaire est dérisoire et que la gêne qu'ils peuvent causer aux mouvements des troupes d'occupation est insignifiante. Ce qu'ils espèrent, par contre, c'est jeter le trouble dans notre Pays et aggraver notre situation. Car, finalement, c'est toujours contre des Français

que se retournent de tels actes, plus stupides encore qu'odieux et les partisans des Soviets se moquent cyniquement des souffrances ou des vies françaises. De quelque coté que l'on considère ces sabotages, ils retombent sur les Français. Les empêcher et les démasquer est donc un devoir national ». (Article signé « Presse Informations »)

Vinay CM - 20 février 1943

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de M. Détroyat.

JSM 2633 - Samedi 27 février 1943

- Les jeunes gens nés en 1920, 1921, 1922 qui souscriront un engagement à la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme (LVF) seront dispensés du Service National Obligatoire du Travail (STO).
- Avis de la mairie de Saint-Marcellin demandant aux jeunes garçons nés en 1920, 1921 et 922 de se faire recenser à la mairie de chaque commune les lundi 1^{er} mars, mardi 2 mars et mercredi 3 mars, dès 8 h du matin, en vue de l'application de la loi du 16/02/1943 sur le Service Obligatoire du Travail.
- Le Conseil Municipal du 25 février décide de l'achat d'un buste de Pétain : 525 francs, dépense affectée au compte « dépenses imprévues ». Lors de la même séance, le Conseil Municipal décide d'une subvention de 500 francs au Comité Départemental du Timbre Antituberculeux.
- Compte-rendu de la 4° conférence d'éducation légionnaire à Saint-Marcellin; M. Leboucq, orateur. « Aucun des pays vivant sous un régime démocratique analogue au nôtre n'a échappé à cette décadence et c'est dans la faillite du parlementarisme que l'orateur a vu l'accession au pouvoir des Primo de Rivera en Espagne, Mussolini en Italie et Hitler en Allemagne. Après avoir rendu hommage à ces politiciens, l'orateur s'est efforcé de démontrer que c'était l'élan populaire qui les avait placés à la tête de leur pays en vertu de ce principe qu'une longue période de démagogie aboutit à la mystique du « Retour au Chef ». Une autre des conséquences a été le réveil de l'idée de nation et la troisième, le retour vers le passé le plus brillant de la Patrie. En ce qui nous concerne plus particulièrement, M. Leboucq a déclaré que la notion de chef, notre pays l'avait trouvée en plaçant à sa tête le Maréchal et l'incarnation qu'il représentait de l'idéal patriotique et nationaliste .. »

Evènement - Mars 1943

- Les premiers maquisards arrivent à Malleval (18).

Evènement - 1^{er} mars 1943

– Les autorités allemandes suppriment officiellement la ligne de démarcation, avec suppression des laissez-passer.

JSM 2635 – Samedi 13 mars 1943 - La Milice organise une réunion d'information à Saint-Marcellin. «La France, pour son honneur, comme pour sa sécurité, ne peut et ne doit pas compter sur l'étranger. Face aux communistes, la Milice Française s'est dressée. Elle sonne le rassemblement et fait appel à tous les vrais Français pour la constitution rapide d'un vaste mouvement populaire groupant tous ceux qui veulent réaliser la véritable Révolution Nationale. Dans ce but, elle organise ce soir, à 20 h 30, à la mairie, une réunion de propagande à laquelle assisteront le chef Delair, de l'Ecole des Cadres d'Uriage et le chef Bessac, chef départemental de la Milice Française de l'Isère, déléqué à la propagande. Soucieux de la protection de vos foyers, de vos familles, de vos biens, habitants de Saint-Marcellin et des environs, venez nombreux à cette réunion ».

- Les réfugiés français et étrangers, en résidence à Saint-Marcellin, sont invités à se faire connaître à la mairie avant le 17 mars 1943.
- A la suite d'abus regrettables, le gouvernement a décidé de fermer la station d'hiver de Megève.

JSM 2636 - Samedi 20 mars 1943

- Dimanche 14 mars, a eu lieu à Grenoble le départ du premier train de jeunes gens partant effectuer en Allemagne le Service du Travail Obligatoire.
- Un communiqué gouvernemental daté du 11 mars 1943 et diffusé le 12 mars par les préfectures régionales, annonce que sur l'ensemble du territoire français, les voies ferrées seront gardées la nuit par des hommes de 18 à 65 ans qui seront requis à cet effet. (Les préfets régionaux sont institués par la loi du 19 avril 1941, un décret de même date définit les six régions de la zone sud, dont la région de Lyon, dans laquelle se trouve l'Isère).

JSM 2637 - Samedi 27 mars 1943

- Le « Journal de Saint-Marcellin » signale qu'il reste encore 49 Saint-Marcellinois prisonniers de guerre dans les stalags.
- Création, à Uriage, de l'Ecole Nationale de la Milice Française.

JSM 2638 - Samedi 3 avril 1943

- A dater du 20 avril, tout Français âgé de 18 à 50 ans, exerçant une activité quelconque dans une entreprise industrielle, commerciale ou artisanale, devra être porteur d'un certificat de travail. (*Décret du 27 mars 1943*)
- Le Conseil Municipal de Saint-Marcellin, du 26 mars, accepte la donation de 1 million faite par Mme Rolland, pour la construction de la maternité.

JSM 2639 - Samedi 10 avril 1943

- Editorial : « Le message du Maréchal ». Les thèmes abordés sont l'autorité nécessaire, les fruits de l'épreuve, le communisme.
- La mairie porte à la connaissance de ses administrés que l'attribution de bois à laquelle peut prétendre un foyer est fixée pour l'année (mars 1943 mars 1944) à 1500 kg.
- Le Conseil des Ministres annonce que $250\,000$ Français sont partis, entre le $1^{\rm er}$ janvier et le $31\,$ mars, travailler en Allemagne.
- Restrictions sur l'électricité annoncée par la Régie Municipale, suppression des suppléments de consommation pour les abonnés disposant de frigidaire.

Evènement - 13 avril 1943

- Monseigneur Caillot, évêque de Grenoble prononce un sermon favorable au STO.

Vinay CM - 14 avril 1943

- Affaire du blé. « Monsieur le Maire donne connaissance des démarches qu'il fit lorsque Vinay manqua de pain et des répercussions qui ont entraîné la publication dans un journal d'un article « au sujet de la collecte du blé » et l'affichage des lettres échangées. Par quatorze voix contre une, et une abstention, le Conseil approuve l'action du Maire ».

Résistance - 15 avril 1943

Second parachutage dans les Coteaux de Parménie : armes (mitraillettes Sten),
 explosifs (plastic), détonateurs, ...

JSM 2642 - Samedi 1er mai 1943

- Editorial : « L'anniversaire du Maréchal », lequel a 87 ans. (Il est né le 24 avril 1856)

Vinay CM - 3 mai 1943

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de M. Détroyat.

JSM 2643 - Samedi 8 mai 1943

- Création de l'Ordre National du Travail par décret. (Loi du 1^{er} avril 1942, parue dans le JODEF du 1^{er} mai 1942, dont le décret d'application n'a été signé que le 16 avril 1943)
- Salut aux couleurs pour tous les établissements d'enseignement de la ville, lundi 10 mai, à 9 h au Jardin de Ville.

JSM 2644 - Samedi 15 mai 1943

- Par décision du Secrétaire Général à l'Information, le prix de vente des hebdomadaires des départements est fixé à dater du 15 mai 1943. Le « Journal de Saint-Marcellin » voit son prix passer de 50 centimes à 1 franc, et l'abonnement à 40 francs par an.
- Le Conseil Municipal de Saint-Marcellin, du 11 mai, approuve les démarches faites par le Maire pour l'acquisition des terrains et de l'ancienne gare TOD. Il prend connaissance du versement du legs Rolland, en attendant la construction de la maternité.

JSM 2645 - Samedi 22 mai 1943

- Editorial : « Les écoliers de France préparent pieusement la « Fête des Mères », prévue le 30 mai ». A Saint-Marcellin, elle sera reportée au 6 juin.
- La mairie demande aux familles de s'inscrire d'urgence afin de recueillir un ou plusieurs enfants évacués. En vue d'un débarquement éventuel des alliés, le gouvernement avait décidé d'évacuer la population résidant sur les côtes méditerranéennes. Les familles toucheront une indemnité de 10 francs par jour et par enfant le premier mois et de 14 francs les mois suivants.

JSM 2646 - Samedi 29 mai 1943

- Suite à un grave attentat commis contre le poste de commandement des troupes d'opérations, le couvre-feu a été appliqué à Grenoble et aux communes environnantes et les spectacles supprimés jusqu'à nouvel ordre. (*Il s'agit de l'attaque de l'Hôtel Gambetta*, à Grenoble, siège de la division italienne Pustéria. Cette attaque est perpétrée par le groupe Armée Secrète de Louis Clavel).
- Jeudi 27 mai, un aérostat, auquel était suspendu une nacelle vide, est passé audessus de Saint-Marcellin à basse altitude, traînant un câble qui a provoqué quelques court-circuits au contact des lignes électriques.

Evènement - 30 mai 1943

- Joseph Kessel et Maurice Druon écrivent les paroles françaises du « *Chant des Partisans* ». Cet hymne a été composé, paroles et musique, en 1942 par la chanteuse et guitariste Anna Marly, émigrée russe qui avait quitté la France pour l'Angleterre. Le titre original de ce chant, écrit en russe, est « La Marche des Partisans ».
- « Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines, ... »

Résistance - Mai 1943

– Après diverses localisations, la Résistance s'oriente vers Malleval. Le Secteur 3 de l'AS de l'Isère est formé du Bas-Grésivaudan, de la Plaine de Bièvre et des Bois de Chambaran. Victor Carrier, dont le pseudo est « Lafayette », est le chef du soussecteur de Saint-Marcellin, secondé par Louis Lemaire et « Serge ».

Résistance - 3 juin 1943

- Formation officialisée à Alger du Comité Français de la Libération Nationale (CFLN), dont les généraux De Gaulle et Giraud sont les co-présidents, par l'ordonnance du 3 juin 1943, publiée au JORF du 10 juin 1943 (*JORF imprimé à Alger*)(**19**)

JSM 2647 – Samedi 5 juin 1943

- Arrivée, le 30 mai 1943, à Alger de l'ex-général de Gaulle qui s'est entretenu avec l'ex-général Giraud.
- A la suite de l'attentat relaté la semaine dernière, une amende de 3 millions de francs a été infligée à la Ville de Grenoble. Le couvre-feu a été levé, le cinémas ont repris l'activité, mais la circulation des bicyclettes est interdite de 22 h à 5 h.

JSM 2648 – Samedi 12 juin 1943

– Discours du Président Laval, sur trois colonnes en 1ère page. « Si les alliés l'emportaient, le monde anglo-saxon aurait aussitôt à se mesurer avec les Soviets. Et le résultat de cette lutte ne serait pas douteux : le bolchevisme s'installerait partout en Europe. L'Europe alors serait faite, mais elle serait soviétique. Français, est-ce là votre idéal ?» (Discours radiodiffusé du 5 juin 1943).

Evènement - 14 juin 1943

– Rapport du chef de la brigade de gendarmerie de Saint-Marcellin : « Aucun réfractaire au STO n'a été signalé officiellement ».

JSM 2649 - Samedi 19 juin 1943

- Par décret du 11 mai 1943, aucun emploi désigné sur un certificat de travail ne pourra être quitté sans qu'au préalable un ordre de mutation ait été établi par l'Office Départemental du Travail.
- Le Journal de Saint-Marcellin donne la composition du Bureau d'Entraide aux Prisonniers Rapatriés : Jean Austruy, président ; Louis Anne, vice-président ; Pierre Chorier, trésorier et Jean Tardy, secrétaire.

JSM 2650 - Samedi 26 juin 1943

- « A Grenoble, le jeune Henri Burgat, de la Milice Française, âgé seulement de 17 ans 1/2, a été lâchement abattu à coups de mitraillette ». (Il s'agit du premier « collaborateur » exécuté, le 24 juin 1943, par la Résistance, en Isère)

Résistance – 21 juin 1943

- Arrestation de Jean Moulin.(14)

Evènement – Juillet 1943

- Après Marseille (1937), Roanne (1938), Le Vésinet et Poitiers (1939), Préaux (1940-41), Tarbes (1941-42), Grenoble (1943), la famille Serf, famille juive, trouve refuge à Saint-Marcellin. (*Monique Serf, née en 1930, deviendra la chanteuse Barbara*).

JSM 2651 - Samedi 3 juillet 1943

- Editorial : concerne la création de la Légion Française des Combattants.
- Mise au point : « Le Groupe de Saint-Marcellin des « Camarades de la Route » (Mouvement des Auberges de la Jeunesse Française), prie de noter qu'il n'a rien de commun avec les jeunes étudiantes et étudiants de notre ville qui ont manifesté assez bruyamment et fort avant dans la nuit une joie bien indiscrète, dans une pièce voisine du local de ce Groupe, provoquant ainsi un vif mécontentement parmi

la population voisine. De plus, le Groupe « Camarades de la Route » juge assez peu élégante, pour des jeunes gens cultivés, cette façon de faire, car elle porte atteinte à la réputation et du Groupe et du Mouvement, et espère que pareil fait ne se reproduira pas ».

Vinay CM – 3 juillet 1943

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de M. Détroyat.

JSM - du samedi 3 avril 1943 au samedi 3 juillet 1943

– Le journal égrène régulièrement des noms de prisonniers. La Croix-Rouge de la Jeunesse, la Lyre et les écoles confectionnent des colis pour les prisonniers. Elles font la liste de ceux qui en ont bénéficié, cette liste s'élève à soixante noms.

JSM 2652 - Samedi 10 juillet 1943

- Sous le titre « Sus aux maraudeurs » : « De très nombreuses plaintes signalent un peu partout, dans les jardins et dans les champs, des vols et des dégradations qui dénotent une déficience morale bien dangereuse (...). La faim est vraiment une excuse trop facile (...) Tout cela ressort du vandalisme ou plus particulièrement du vol et à ce titre les auteurs de tels méfaits sont justiciables des tribunaux ».
- « La Direction des pépinières Guillot, avec regret, mais devant les pillages et les destructions de récoltes incessants commis sur ses terrains de Chatte et de Saint-Marcellin, interdit formellement et à tous l'accès desdits terrains ».

Evènement - 10 juillet 1943

- La mairie demande aux israélites, étrangers ou non, de se faire recenser en mairie avant le 12 juillet, dernier délai. (20)

Evènement – 10 juillet 1943

Sous le nom de « Opération Husky », 160 000 hommes des armées alliées débarquent sur la côte sud de la Sicile, entre Syracuse et Licata.

JSM 2653 - 17 juillet 1943

- « Gardes-Récoltes - En vue de la protection des récoltes, il sera créé à Saint-Marcellin, un corps de gardes-messiers. Les personnes désirant en faire partie sont priées de se faire inscrire à la Mairie, au plus tôt. »

JSM 2654 – Samedi 24 juillet 1943

– A compter de mercredi (21 juillet), le couvre-feu est appliqué de 23 h à 5 h du matin dans l'agglomération grenobloise.

Evènement - 14 juillet 1943

– Manifestations à l'appel des mouvements de Résistance à Vizille, Grenoble, Allevard et Pont-en-Royans. (cf « Territoires de la Résistance en Isère »)

JSM 2655 – Samedi 31 juillet 1943

- Appel de Georges Claude : « Français, il faut comprendre » ; Georges Claude, génial physicien français, nous adjure de nous ressaisir et de prendre, pendant qu'il en est encore temps, la seule attitude qui pourra sauver la France de l'anéantissement total. « Alors que l'Angleterre aura toujours intérêt à nous affaiblir, l'Allemagne trouve aujourd'hui un avantage certain à favoriser notre relèvement. L'alliance avec l'Europe nouvelle demeure notre unique chance de retrouver l'honneur, d'éviter

l'asservissement juif et anglo-américain ou l'écrasement par le courroux allemand ou par le communisme ». (Né en 1870, fondateur de la société Air Liquide, Georges Claude est un grand physicien : liquéfaction de l'air, production d'oxygène à partir de l'air liquide, liquéfaction du chlore, synthèse de l'ammoniaque. Mais, entre 1930 et 1944, il devient membre de l'Action Française, souhaite le retour de la monarchie, soutient le maréchal Pétain et la collaboration avec l'Allemagne nazie. Arrêté en 1944, il est condamné en 1945 à la réclusion perpétuelle, puis amnistié en 1954, six ans avant son décès.) (AD Seine-et-Marne)

- Conseil Municipal le 29 juillet.

Evènement - Dimanche 1er août 1943

- Couronnement de la Rosière, Lola Manzotti.

JSM 2656 - Samedi 7 août 1943

– La Mairie fait savoir que la Préfecture n'a accordé aucune autorisation d'achat de pneumatiques pour le mois d'août aux usagers de Saint-Marcellin.

JSM 2657 - Samedi 14 août 1943

– Annonce du 3ème anniversaire de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale, les 29, 30 et 31 août.

JSM 2658 - Samedi 21 août 1943

- 3ème anniversaire de la Légion Française des Combattants. Publication de la carte de l'itinéraire de la « Flamme Sacrée ».
- Les jeunes français partant travailler en Allemagne pourront emporter leur bicyclette.
- Le « Journal de Saint-Marcellin » annonce une loi, signée la veille 20 août 1943, qui réprime par la peine de mort la destruction des récoltes et du matériel de battage.
- A Têche, vendredi 20 août, tout un pâté de maisons est la proie des flammes. Il s'agit de deux incendies successifs à une centaine de mètres l'un de l'autre.
- Transcription (*le 12 août*) du décès de Despierre-Corporon Alphonse, 27 ans, marié, mort pour la France, à Bléré (Indre-et-Loire) le 20 juin 1940. Il était employé à la SNCF, domicilié à Saint-Marcellin.

Vinay CM – 25 août 1943

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de M. Détroyat.

JSM 2659 - Samedi 28 août 1943

– Editorial : « Les incendiaires contre la paysannerie ». « Les terroristes à la solde de l'étranger s'en prennent, en ce moment, aux récoltes. Il s'agit, disent-ils, d'empêcher de réaliser normalement l'imposition prévue par les troupes d'occupation. En fait, ce prétexte ne vaut rien. La paysannerie et la France sont seules à faire finalement les frais d'une opération derrière laquelle on sent la main provocatrice de Moscou ».

JSM 2660 – Samedi 4 septembre 1943

- Deux attentats contre des miliciens ont été commis à Grenoble. Des trois victimes, deux ont succombé, la troisième est grièvement blessée. A la suite de ces attentats, le Préfet de l'Isère a adressé un appel à la population grenobloise.
- 3° anniversaire de la Légion. « En d'autres lieux, de grandes manifestations ont donné à cet anniversaire l'importance qu'il méritait. A Saint-Marcellin, la commémoration, pour avoir été plus discrète, n'en a pas moins été fervente. A défaut du mouvement des foules, nous avons eu le traditionnel

pèlerinage au Monument aux Morts. Pour justifier de sa volonté d'union nationale, la section locale avait volontairement renoncé à une manifestation publique et fait appel aux seuls de ses amis fidèles à la parole donnée ».

Evènement – 8 septembre 1943

– Le 3 septembre 1943, à Cassibile, près de Syracuse (Sicile), le général Castellano pour l'Italie et Bedell Smith pour les alliés signent en secret le document de capitulation de l'Italie. Le soir du 8 septembre 1943, l'armistice italien est radiodiffusé par Badoglio (chef du gouvernement) et Eisenhower. Il est mis fin à l'occupation italienne dans le sud-est de la France, laquelle est remplacée par l'occupation allemande.

Résistance - 10 septembre 1943

- Attaque du Camp d'aviation de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, par 30 hommes, gain d'une voiture radio, d'essence et de matériel. (Source : Mémoire des Hommes)

JSM 2661 – Samedi 11 septembre 1943

- Editorial : « Confiance et fermeté (...) On peut estimer qu'une nouvelle tentative de débarquement d'anglo-américains n'est pas invraisemblable. Il est avéré que le gouvernement des Soviets exhorte les autres gouvernements alliés à établir ce « second front » (...) Par conséquent, possibilité et vraisemblance de nouveaux faits de guerre auxquels la nation française devrait assister en témoin douloureux. Dans le calme, la discipline et la loyauté, tous unis, nous surmonterons courageusement cette nouvelle épreuve éventuelle ».
- Décès de Paul Berret, le 4 septembre 1943, à Saint-Vérand.(8)

JSM 2662 - Samedi 18 septembre 1943

- Départ de volontaires français pour la Waffen SS.
- Communication de la Mairie. « Depuis un certain temps, des polémistes par trop ignorants de la question, publient des notices, notamment dans « Le Petit Dauphinois » brodant à plaisir sur la pénurie des eaux à Saint-Marcellin. Cette pénurie est malheureusement exacte, mais il ne saurait être question de colporter des inexactitudes. Il est faux que le tunnel d'amenée des eaux soit en mauvais état d'entretien. Les canalisations sont entretenues au mieux et viennent d'être vérifiées. Les déperditions peu importantes subsistent sur le trajet ; la réfection entière est à envisager, mais il est inutile d'y songer présentement faute de matières premières, tuyaux en fonte, main-d'œuvre et moyens de transport. Enfin, si les usagers des jardins étaient plus raisonnables et n'utilisaient point des tourniquets qui gaspillent beaucoup d'eau, la population serait moins privée qu'actuellement ».

JSM 2663 – Samedi 25 septembre 1943

- Les pièces de 2 francs, 1 franc et 0,50 franc en bronze d'aluminium n'auront plus cours au 15 décembre prochain.
- Pas de rentrée des classes avant le 18 octobre.
- Cambriolage du Crédit Lyonnais le lundi 3 septembre , au milieu de l'après-midi. Le butin est de 54 000 francs et de 400 000 francs en Bons du Trésor. L'article souligne l'absence de clients pendant l'action, le fait que personne n'a remarqué l'arrivée et le départ des quatre hommes en vélo, et que les appels du Directeur, enfermé dans un placard à balais, n'ont été entendus de personne. Espérons que la vaste enquête menée par toutes les brigades de la section permettra l'arrestation des voleurs.

- Noyé identifié au pont d'Izeron où un cadavre ligoté a été retiré de l'Isère la semaine dernière. « Il s'agit de Fusier Emile, secrétaire de la LVF et, à ce titre, il est possible qu'il ait encouru les représailles de terroristes ».

JSM 2664 - Samedi 2 octobre 1943

- Editorial : « Le pouvoir du Maréchal » se conclut par « Le Maréchal aura bien rempli sa tâche, puisque les idées, les siennes en définitive, auront fait leur chemin. Alors, la Révolution sera faite ! ».
- Les personnes ayant déposé des fusils pourront retirer les canons de ces armes à la mairie le 4 octobre 1943.
- Modification des horaires de trains : désormais, un seul train dans chaque sens Grenoble-Saint-Marcellin, le dimanche.

JSM 2666 - Samedi 16 octobre 1943

- Couvre-feu sur tout le département de l'Isère, de 22 h à 5 h du matin. Il commence à 20 h pour l'agglomération grenobloise.
- Conseil Municipal le 14 octobre ; vote du budget primitif de la Ville, de l'Hôpital et du Bureau de Bienfaisance.
- « Le Préfet de l'Isère fait connaître que par décision du Verbindungsstab (état-major local de liaison), toutes les constructions nouvelles, privées, autorisées en application de la loi du 28 décembre 1941 et de l'arrêté du 16 février 1942, doivent être stoppées pour permettre, grâce à la récupération des matériaux et du personnel, de terminer les constructions utiles pour la guerre, les infractions pouvant entraîner des sanctions sévères de la part des autorités allemandes ».

JSM 2668 - Samedi 30 octobre 1943

- Coups de feu tirés en plein jour contre le siège de la Milice à Grenoble.
- Incendie criminel en deux endroits au Château des Ouillères, à Saint-Marcellin (écurie et orangerie). L'auteur, arrêté rapidement, est M. Roux, 24 ans, ancien employé de la Générale Picat, lequel a accusé Mme Lambert, ancienne fermière des Ouillères, d'être l'instigatrice de cet acte.

JSM 2669 - Samedi 6 novembre 1943

- Editorial au sujet des «attentats terroristes qui contribuent à retarder le redressement de la France ». Il cite les propos de René Bousquet, représentant le Maréchal de France et le Président Laval.
- Recrudescence de l'activité terroriste dans notre région : attentats contre des centrales électriques, déraillements sur la ligne Grenoble-Veynes, ligne haute tension endommagée près de Vizille, gendarme tué à Corps.
- La Fête des Morts a été célébré avec une délégation de la Légion Française des Combattants.
- A dater du 11 novembre, la Bibliothèque Moderne sera ouverte le samedi de 14 h à 16 h et le jeudi de 11 h à midi, à son nouveau local, rue du Dauphin, au-dessus des entrepôts Penet.

Résistance – Dans la nuit du 10 au 11 novembre, sabotage de la voie ferrée Grenoble-Valence par le maquis de Malleval.

JSM 2670 – Samedi 13 novembre 1943

- L'activité terroriste n'a pas diminuée au cours de la semaine écoulée : à Vinay, un milicien a été abattu à coups de revolver.

- Communiqué de la Fédération Nationale des Journaux Français (zone sud) qui comprend le syndicat de la presse parisienne (journaux repliés) le syndicat des grands régionaux le syndicat des quotidiens de province et régionaux le syndicat des périodiques la Commission Professionnelle de la presse périodique de province (à laquelle adhère le Journal de Saint-Marcellin) et qui publie un manifeste dénonçant la « dangereuse multiplication des actes de terrorisme dans ces derniers mois. Ces attentats contre les personnes et les biens s'accomplissent sous le couvert d'un patriotisme qui prétend s'affranchir de la loi et cherche ailleurs qu'en lui-même ses principes et ses mobiles. Derrière ceux qui les commettent, il est facile de déceler ceux qui les inspirent (...). S'ils trouvaient chez nous des complicités ou des complaisances, c'est le salut de la Patrie blessée qu'ils achèveraient de compromettre ».
- « Rectification Par une regrettable confusion, dans notre numéro de la semaine dernière, au compte-rendu de la Fète des Morts, nous avons omis de signaler que c'est sur l'ordre du Maire et à la suite d'une communication parue dans la presse, qu'aucune manifestation n'a été organisée sur la voie publique pour le 1^{et} novembre. »
- Dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 novembre, deux individus ont dérobé 1250 à 1300 paires de chaussures à l'usine de chaussures Fénestrier.
- « Foire d'Automne Malgré le froid très vif qui sévissait le 8 novembre, la foire d'Automne s'est déroulée, cette année, dans une affluence aussi considérable que les années précédentes. (...) Les menus objets d'utilité courante ne manquent, certes, pas encore. Mais le trafic des volailles, le marché aux légumes et l'immense mouvement du bétail qui se pratiquaient autrefois se sont évanouis. »
- Suppression de deux nouveaux trains vers Valence et vers Grenoble.
- Les familles réfugiées d'Alsace-Lorraine, ayant au moins trois enfants à charge, sont invitées à passer en mairie.

Evènement – Samedi 13 novembre 1943

- Premier parachutage d'armes et de matériel dans la prairie de Darbounouze sur les hauts plateaux du Vercors.

LPD - Mercredi 17 novembre 1943

- Sous le titre « 100.000 fr. de récompense », « Le Petit Dauphinois » publie un appel aux « éléments réfléchis de la population afin qu'ils transmettent sans délai toutes les indications susceptibles de permettre l'arrestation des terroristes qui ces jours derniers ont commis sous le prétexte de mots d'ordre politiques, sabotages de voies ferrées, dépôt de bombes, brigandages, incendies. Une récompense de 100.000 francs sera offerte chaque fois que la découverte et l'arrestation de terroristes auront été rendues possibles à la suite des renseignements transmis.» (Cet appel, rémunéré, à la délation est considéré comme ayant favorisé la « Saint-Barthélémy grenobloise »)

JSM 2671 - Samedi 20 novembre 1943

- Explosion aux gazomètres de l'usine à gaz de Grenoble.
- Le Commandant de la Police allemande décide que les cafés, bars, cabarets, cinémas et théâtres de Grenoble sont fermés jusqu'à nouvel ordre.
- Interdiction de photographier en plein air (paysages, objets et personnages : loi du 5 novembre, JO du 11 novembre).
- Retrait des pièces en bronze d'aluminium à la date du 15 décembre 1943 (2 francs, 1 franc et 0,50 franc).

Evènement - 27 novembre 1943

– Arrestation du Dr Valois à 2 h du matin, 5 rue de Palanka à Grenoble. Il se suicidera le 29 novembre dans sa cellule de la Gestapo de Grenoble. (Il sera inhumé à Poliénas, en décembre 1945). (Source : le Maitron des fusillés, guillotinés, exécutés, massacrés)

JSM 2672 - Samedi 27 novembre 1943

- « Vinay- Attentat - Samedi dernier, dans la soirée, le Dr Dupré recevait la visite d'un inconnu qui lui demandait de venir soigner une personne victime d'un accident routier. Le médecin monta sans méfiance dans la voiture de l'individu où se trouvaient déjà quatre occupants, et le véhicule prit la direction de Varacieux. Ayant été chloroformé en cours de route, le praticien fut déposé dans une carrière, non loin de son domicile, où l'un des agresseurs, avant de se retirer, lui tirait à bout portant une balle dans la nuque. La fraîcheur de la nuit ayant dissipé son évanouissement, le malheureux, malgré une violente hémorragie, put rentrer chez lui où il tomba à nouveau sans connaissance. Des soins lui ont été aussitôt donnés, mais son état demeure assez grave. » (21)

Résistance - 29 novembre 1943

- Prévenu par le fils du Dr Valois, le Dr Victor Carrier, ancien conseiller municipal, ancien conseiller général, et surtout responsable local de la Résistance, décide de quitter son domicile et de partir. Mais à 8 h 30, on sonne à sa porte. Il prend son revolver, tire le premier mais manque sa cible. Il est alors abattu d'une rafale de mitraillette tirée par « Gueule Tordue », un repris de justice devenu milicien, collaborateur de la Gestapo lyonnaise.

Mme Carrier et l'employée de maison sont conduites à Grenoble, au siège de la Gestapo.

Le Dr Carrier est enterré pendant la nuit à Sillans.(22)

Résistance - Novembre 1943

– Après la tragédie de novembre 1943, communément désignée comme la « Saint-Barthélémy grenobloise », qui n'a pas concerné que Grenoble comme on le voit, le Secteur 3 n'a plus de chefs. Marcel Mariotte est désigné à ce poste et Georges Cazeneuve en est son adjoint.(23)

Evènement de 1996

– Barbara sort une chanson, dont la musique est de Frédéric Botton; « Il me revient ». C'est l'histoire d'un résistant ou sympathisant de la Résistance, interpelé par la Milice dans la rue des usines, probablement la rue où se trouvent la Laiterie Brun et la FAE. « C'était, je crois, un dimanche/C'était, je crois, en novembre... ». Ce texte, écriture d'une parolière, ne coïncide pas avec <u>une</u> réalité précise, mais avec <u>la</u> réalité de novembre 1943, période de la « Saint-Barthélémy ».

Résistance - Novembre 1943

- Selon « Mémoire des Hommes », Fiche résumant l'historique de l'unité : « Secteur 3-Chambarand ». Numéro d'ordre de la fiche : 3I. Fiche non datée, à l'évidence rédigée à la Libération.
- « En novembre 1943, le Secteur est décapité. Le Docteur Valois, le Docteur Carrier sont tués, les autres doivent aller travailler dans d'autres départements. Le Docteur Mariotte prend alors la tête du Secteur, qui devient Secteur 3 de l'Isère. Le recrutement des Groupes Francs est intensifié. Les parachutages permettent l'armement des Réserves, et jusqu'au 6 juin 1944 l'entraînement et les coups de main de plus en plus nombreux préparent les hommes à la période insurrectionnelle ».

Résistance

– De novembre 1943 au 6 juin 1944, les groupes de Résistance attaquent les mairies afin de s'emparer des fichiers STO, des listes de recensement et des tickets de rationnement.

JSM 2673 - Samedi 4 décembre 1943

- Le décès du Dr Victor Carrier est indiqué dans la rubrique « état-civil » de l'hebdomadaire, mais sans aucun autre commentaire.

JSM 2674 - Samedi 11 décembre 1943

- Editorial : « Le Prophète funèbre » « Le maréchal Smuts vient de régler d'un mot le sort de notre pays. La France, a t-il dit devant l'Association Parlementaire de l'Empire Britannique, a cessé de compter et cessera de compter pour longtemps ; elle a disparu et, si jamais elle revient sur la scène, ce sera après une longue et pénible ascension ». Le Maréchal Smuts, Premier Ministre de l'Union Sud-Africaine, fait partie du cabinet de guerre britannique.
- Les producteurs de blé de la commune sont invités à livrer la totalité de leur contingent avant le 31 décembre. Les sanctions seront une amende de 1000 à 10000 francs par quintal non livré.

Evènement - Du 15 au 20 décembre 1943

- Pillage et incendie du Château de M. Saint-Rémy-Pélissier – Le Château de Murinais, dans lequel sont réfugiés quelques cadres issus de l'Ecole d'Uriage qui ont choisi la Résistance, est attaqué le 15 décembre par une unité allemande appuyée par le Sicherheitsdienst (Service de Sécurité SS). Trois hommes sont arrêtés et déportés, quatre femmes sont arrêtées et retenues 24 jours à la Gestapo de Grenoble. Le Capitaine Gilbert Gadoffre, qui assurait l'encadrement du groupe, reste caché et parvient à s'échapper le 20 décembre alors que les Allemands incendient le château. (24)

JSM 2675 - Samedi 18 décembre 1943

- Editorial traitant du mérite des policiers à réprimer le terrorisme.
- Par suite d'un attentat qui a provoqué la mort *(le 16 décembre)* d'un officier de l'armée d'opération, le couvre-feu est avancé à 20 h en semaine, 19 h le samedi et 17 h le dimanche pour Grenoble et ses environs.
- Jeudi 16, au matin, un attentat fait sauter la transformateur de la Manufacture de Poils pour la Chapellerie, située Avenue du Vercors. Les dégâts sont limités puisque les ouvriers reprennent le travail dans l'après-midi.
- L'usine de chaussures Fenestrier est mise à sac par des inconnus au cours de la nuit de mardi à mercredi. 800 paires de chaussures sont dérobées ainsi que des pièces de cuir.

Evènement - Dimanche 19 décembre 1943

– Ferdinand Gilibert, maire de Saint-Antoine et résistant, est arrêté par la Gestapo et transféré en camp à Compiègne le 24 janvier 1944. Il sera déporté à Mauthausen où il mourra le 5 janvier 1945. (Nota : des fiches de renseignement de la Police datent son enlèvement du 16 décembre 1943)

Vinay CM – 19 décembre 1943

- Le Conseil Municipal siège sous la présidence de M. Détroyat.

Résistance - Lundi 20 décembre 1943

- « Par ordre d'en haut », a lieu le meurtre du maire de Vinay accusé de collaboration.

JSM 2676 - Vendredi 24 décembre 1943

- « Hier au soir, vers 19 h, quatre individus armés se présentaient à la Plaine, à la ferme de Mme Flavien Pélerin, qui y demeure seule avec ses deux filles, et une domestique. Sous la menace de leurs armes, ces individus exigèrent la remise immédiate de 100 000 francs.

Les malheureuses, affolées et ne pouvant satisfaire un tel désir, versèrent entre les mains des chenapans tout ce qu'elles possédaient d'argent liquide, c'est à dire plus de 4000 francs. Ayant raflé de surcroît une certaine quantité de tabac, les jeunes bandits prirent aussitôt la fuite. La gendarmerie, prévenue, a ouvert une enquête. »

- Monsieur Paul Détroyat, Maire de Vinay, est abattu lundi 20 décembre, par une rafale de mitraillette.
- Le Château de Murinais est anéanti par un incendie.

Vinay CM - 26 décembre 1943

Le Conseil se réunit en Salle de la Mairie, à la suite du meurtre de Paul Détroyat, Maire, à l'appel de M. Rubichon, Agent Administratif du Préfet, afin de trouver une solution de remplacement du défunt. De vifs débats se concluent par la démission collective du Conseil et la constitution d'une délégation spéciale dont M. Jolivot accepte de prendre la direction à titre transitoire.

JSM 2677 - Vendredi 31 décembre 1943

- « Les cartes de pain de la commune de Saint-Marcellin ont été dérobées et il est possible qu'elles ne puissent être remplacées avant un certain temps. La population est prévenue que chaque chef de famille doit être inscrit chez un boulanger unique, auquel il donnera les numéros des cartes d'alimentation de tous les membres de sa famille. Chaque livraison sera inscrite par le boulanger sur un registre et le chef de famille émargera chaque livraison. Les tickets correspondant au total des livraisons par quinzaine seront détachés par le boulanger dès que les cartes de pain auront été distribuées ».
- Saint-Romans ; trois individus s'emparent en Mairie de la totalité des tickets d'alimentation alors que ceux-ci étaient en cours de distribution.
- L'impôt sur les bicyclettes est relevé de 25 à 40 francs.
- A partir de lundi 3 janvier 1944, tous les quotidiens devront paraître sur un format réduit.
- Suppression d'un train les mardi, jeudi et samedi pour Grenoble et les mardi, jeudi et dimanche pour Valence. Pour le 1^{er} janvier, un seul train entre Grenoble et Valence à 23 h 26.
- « Agression ». « Mercredi soir, vers 18 h 30, le nommé Aimé Brudon rentrait d'une course à la campagne, en compagnie de son épouse lorsque, au lieu dit Puvelin, trois individus à bicyclette qui suivaient son tandem depuis quelques instants se portèrent à sa hauteur et l'un d'eux descendant de machine lui tirait, à bout portant, une balle dans la poitrine. Tandis que la victime s'affaissait, l'agresseur, remontant sur son vélo, s'éloignait à toute vitesse avec ses complices. La malheureuse femme courut chercher du secours, mais la mort avait déjà fait son œuvre. La gendarmerie alertée, se rendit sur les lieux et fit aussitôt les recherches nécessaires, mais les coupables n'ont pu être arrêtés. On ignore les mobiles du crime. »

1944

Résistance

- Témoignage (années 2000) d'un radio-amateur de Beaulieu. « J'ai identifié six réseaux opérant en radio clandestine dans un rayon de 8 km autour de mon domicile. Le réseau « Eucalyptus », avec Camille Monnier opérant à Saint-Marcellin en 1944, Pierre Lassalle opérant depuis Notre-Dame-de-l'Osier en 1944, Jean Cendral, parachuté à Livron en 1944, monté au Vercors, puis caché à Vinay et Varacieux avec ses valises A MK III, Paul Vourey avec le réseau F2, à Vinay et Saint-Marcellin, un réseau de quatre maisons identifiées en 1943 et 1944, un radio polonais caché au couvent de Notre-Dame-de-l'Osier en 1944, et un radio inconnu arrêté en 1943 à Vatilieu par la Gestapo et sauvé par un médecin. »(25)

Conseil Municipal – 4 janvier 1944

- Avis défavorable à une demande d'assistance déposée par M. Henri Penet, garagiste.
- Prise en charge du coût du cercueil du Docteur Carrier.

JSM 2678 - Samedi 8 janvier 1944

- Conseil Municipal du 4 janvier. La famille du Docteur Carrier se trouvant sans ressources, le Conseil Municipal accepte de régler le coût du cercueil du Docteur Carrier.
- Pour le service de garde des voies, il sera fait appel aux hommes nés entre 1908 et 1920. Les appelés à tour de rôle seront prévenus en principe trois jours à l'avance à partir du 10 janvier. Toute abstention est punissable. Le service sera indiqué à la gare par le chef des garde-voies. L'heure et le jour de présentation seront fixés sur la convocation remise par les gardes champêtres.

JSM 2679 - Samedi 15 janvier 1944

- « Mardi 11 janvier, vers 10 h, une camionnette s'arrête devant le garage de Marius Vinay. Tandis que le chauffeur reste au volant, les huit autres occupants mettent pied à terre et deux d'entre eux, sous la menace de leurs mitraillettes, font reculer les personnes présentes vers le fond de l'atelier. Pendant ce temps, les autres vident le réservoir d'essence et font main basse sur diverses pièces d'outillage. Ils

dérobèrent 1845 litres d'essence, 38 litres d'huile, 2 batteries et 3 bobines. La gendarmerie a ouvert une enquête. »

- « Mercredi 12 janvier, vers 15 h, alors qu'il amenait à l'entrepôt des tabacs la récolte de trois producteurs de Saint-Lattier, M. Caillat fut arrêté non loin de la gare de La Sône par huit à dix individus armés de mitraillettes. Les agresseurs prirent la moitié du chargement, soit 500 kg de tabac, qu'ils mirent dans leur camionnette. Ils reprirent la route en direction de Saint-Marcellin. »
- Garde des communications : depuis jeudi 13 janvier, tous les hommes de 20 à 65 ans sont appelés à effectuer leur tour de garde. Les jeunes gens de 18 et 19 ans ne seront convoqués que si les nécessités du service l'imposent, ce qui sera fait alors sans autre avis.

JSM 2680 - Samedi 22 janvier 1944

- « Lundi 17 janvier, vers 19 h 30, M. Henri Penet s'apprête à quitte son garage, porte de Romans, lorsqu'on frappe à son bureau. Il va ouvrir et se trouve en présence de deux ou trois individus à l'attitude suspecte. Il referme alors la porte au nez des visiteurs, mais l'un d'eux a le temps de faire usage de son arme à travers la fenêtre, avant de s'éloigner avec ses complices. Atteint de plusieurs balles au bras gauche, M. Penet est conduit à l'hôpital, puis sur une clinique de Grenoble. »
- « Dans la nuit du 19 au 20, des inconnus profitant de l'absence de M. Penet père, négociant en vins et charbon, fracturèrent la porte de son entrepôt et subtilisèrent environ 1200 litres d'essence. Il semble avoir opéré dans le plus grand silence puisque M. Penet fils, qui dormait au-dessus, n'a pas perçu le moindre bruit. »
- Communiqué de la Régie : Consommation d'électricité, des sanctions seront appliquées en cas de dépassement des consommations autorisées en usage domestique : 1 franc par kWh pour un dépassement inférieur à 25 kWh, 3 francs par kWh pour un dépassement compris entre 25 et 50 kWh, 9 francs par kWh pour un dépassement compris entre 50 et 100 kWh et 27 francs par kWh pour un dépassement supérieur à 100 kWh.
- A Saint-Just-de Claix, vol de 2000 kg de tabacs dans une camionnette arrêtée par un groupe d'individus armés.
- A Saint-Hilaire-du-Rosier, attentat à l'explosif à la Société d'Exploitations Forestières et Charbonnières dirigée par M. Morier ; destruction du transformateur.
- Les jeunes gens nés entre le 1^{er} janvier 1924 et le 1^{er} décembre 1924 sont invités à se présenter en mairie, en vue de leur recensement, les 24, 25 et 26 janvier.

Résistance - 25 janvier 1944

- Réunion, dite « Monaco », à Méaudre, à l'initiative de Pierre Flaureau : création du Comité Départemental de Libération Nationale (CDLN), par dix représentants de l'ensemble des organisations de Résistance en Isère. (26)

JSM 2681 - Samedi 29 janvier 1944

- « Lundi 24 janvier, vers 16 h, une voiture stoppait devant le garage Citroën, et trois individus armés mettaient pied à terre. La bande pénétra dans le garage et se mit à inspecter les véhicules. Finalement, celui qui faisait fonction de chef jeta son dévolu sur la voiture de M. Perriollat. Les agresseurs, sous l'œil ahuri des témoins, s'éloignèrent dans leur auto et dans celle de M. Perriollat ».

Résistance – 29 janvier 1944

 Encerclement et attaque du maquis de Malleval par les Allemands et la milice française: 23 maquisards et 9 civils sont tués. Jean Rony et « Serge » récupéreront et cacheront quelques rescapés. Les Allemands détruisent deux camps de maquisards ; celui créé par l'abbé Grouès (Abbé Pierre) et celui créé par Albert de Seguin de Reynies, soit au total de 80 à 100 résistants. (27)

Résistance - 1er février 1944

– Ordonnance du Comité Français de Libération Nationale créant les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). Jacques Bingen est officiellement adjoint, avec Claude Bouchinet-Serreulles, d'Émile Bollaert, délégué général du CFLN en France occupée. Jacques Bingen joue un rôle déterminant dans l'unification des forces militaires de la Résistance, qui aboutit à la création le 1^{er} février 1944 des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), qui rassemblent l'Armée secrète gaulliste, les FTP communistes (Francs-Tireurs et Partisans) et l'ORA (Organisation de Résistance de l'Armée) giraudiste.

JODEF - 1er février 1944

- Décret N° 383 du 31 janvier 1944 Conseils municipaux Délégations spéciales.
- « Le Chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'État à l'intérieur, (...) considérant qu'à la suite de démissions, le conseil municipal de la commune de Vinay (Isère) n'est plus apte à gérer de façon satisfaisante les affaires communales,

Arrête : Art 1er-Le conseil municipal de la commune de Vinay (Isère) est dissous.

Art 2-Il est institué dans la commune de Vinay une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée : Président : M. Carlin Joseph ; membres : M.M. Darnault René, Plossu Alexandre, Marchand Marcel, Pionchon Edouard. »

JSM 2682 - Samedi 5 février 1944

- Editorial : « L'héroïsme des cheminots : victimes des attentats terroristes, les mécaniciens, chauffeurs, conducteurs, contrôleurs de trains et chefs ou employés de gare, sont sans cesse exposés au danger, et trop souvent ils y succombent ».
- Nomination du lieutenant de gendarmerie Charles Morel au poste de commandement de la section de Saint-Marcellin.
- Les personnes appelées à prendre la garde sur les voies sont invitées à aller passer une visite chez le Dr About, 10 place Sainte-Claire, Grenoble. Faute d'une dispense accordée régulièrement par ce docteur, les convocations pour la garde des voies seront envoyées dans un délai maximum de 15 jours.
- Dissolution du Conseil Municipal de Vinay.
- Vol d'un camion Fenestrier (*Société chaussures UNIC*) entre Saint-Marcellin et Romans avec 350 paires de chaussures, par des individus armés.

Vinay CM - 11 février 1944

- Lecture de l'Arrêté prononçant la dissolution du Conseil Municipal de Vinay, par suite de démission collective, et le nomination d'une délégation spéciale présidée par M. Joseph Carlin et composée de René Darnault, Alexandre Plossu, Marcel Marchand et Edouard Pionchon.

JSM 2683 - Samedi 12 février 1944

- « Quatre meurtriers sont arrêtés - Samedi dernier, la brigade de gendarmerie a procédé à l'arrestation de quatre individus, les nommés Sagot, Dessaigne, Pollez et Négot, qui se cachaient dans une chapelle abandonnée, aux environs de Saint-Appolinard, et vivaient d'expédients divers. Ces personnages sont les auteurs du meurtre de M. Aimé Brudon, froidement abattu sur la route à coups de

revolver, alors qu'il rentrait à son domicile accompagné de son épouse. Ils ont également été reconnus coupables de divers méfaits, et notamment d'avoir dérobé un certain nombre de bicyclettes. Présentés au Parquet, ils ont été écroués.» (cf. JSM 2677, du 31 décembre 1943).(28)

- Avis de la Gendarmerie - « Des bicyclettes volées ont été récupérées. Si vous avez acheté une bicyclette dans des conditions douteuses, veuillez en aviser la Gendarmerie. Par ailleurs, les personnes ayant été victimes de vols de vélos sont invitées à venir les récupérer à la Gendarmerie. »

JSM 2684 - Samedi 19 février 1944

- Editorial : « Discipline et Solidarité » : à propos de l'éventualité d'un débarquement, « le pire », « redoutable éventualité », ...
- « A la suite de l'évacuation du littoral méditerranéen, un premier convoi de réfugiés d'environ deux cents personnes est arrivé le 18 février à 19 h, venant de Toulon. Les autorités les attendaient à la gare et les conduisirent soit à l'Ecole Supérieure de jeunes filles, soit au collège, soit au couvent de Bellevue, pour y prendre un repas et passer la nuit sur la paille, avant d'être dirigés sur les villages des environs. Seules quelques futures mamans restèrent à Saint-Marcellin. Quelques personnes de la ville ont accueilli chez elles, pour la nuit, des mamans et leurs petits, qui composaient la majorité du groupe. Un nouveau convoi doit arriver dimanche soir. »
- Arrestation à Murinais de Aimé Effantin, voleur de bicyclettes, condamné à 3 mois de prison.

JSM 2685 - Samedi 26 février 1944

- « Le 20 février, un nouveau convoi de réfugiés part de Toulon à 1 h du matin et arrive en gare de Saint-Marcellin vers les 20 h. Il est composé en majorité de vieillards, de femmes et d'enfants, dont quelques-uns ont été répartis chez l'habitant, tandis que les autres passaient la nuit sur la paille, en attendant de trouver refuge dans les familles de notre ville ou des environs. »

Résistance- Début mars 1944

- Parachutage à l'Eslinard, hameau de Tullins.

JSM 2686 - Samedi 4 mars 1944

- « Chaîne des prisonniers », « Chaîne d'amour », « Chaîne de prières », lettres à recopier 4 fois et à adresser à 4 destinataires différents sous les 48 heures, il est recommandé de les envoyer ... dans la réserve à combustibles ! »
- La population est prévenue qu'il ne sera donné, par ordre, aucun certificat d'hébergement pour les personnes originaires d'autres départements que les Alpes Maritimes ou le Var, même pour de proches parents.
- Les personnes évacuées qui se sont installées à Saint-Marcellin depuis le $1^{\rm er}$ janvier 1944 doivent se faire connaître à la mairie.
- Vol de 4,5 tonnes de pommes de terre à Saint-Romans, chez le secrétaire de Mairie.
- L'attribution de cartes de lait concentré est strictement réservée aux enfants malades
- Les planteurs de tabac sont autorisés à cultiver au moins 5 ares.

Evènement - 4 mars 1944

– Décès en Algérie du militaire saint-marcellinois Roger Faure. (Mort pour la France, son nom figure sur le Monument aux Morts de Saint-Marcellin.)

JSM 2687 - Samedi 11 mars 1944

- Le Conseil Municipal du 10 mars, entre autres délibérations, rejette la demande de bail présentée par le Chantier de Travail des Jeunes.
- Communication du maire au sujet des garde-voies qui sont trop facilement exonérés de service par les médecins.
- « Vers 19h30, samedi 4 mars, des individus armés de mitraillettes firent stopper le car du service
 Grenoble-Saint-Marcellin dans la montée de Têche, et, tenant chauffeur et passagers en respect,
 s'emparèrent de 21 sacs de tabac et de cigarettes qu'il transportait. »
- « Le 9 mars, deux individus armés se présentèrent au garage Citroën et obligèrent M. Costaz à les accompagner chez le Dr Tronel. Reconnaissant son garagiste, le médecin ouvrit et les deux individus lui déclarèrent qu'ils venaient pour lui voler son auto. Après quoi, ils prirent place dans la voiture et s'éloignèrent. »
- « Mardi matin 7 mars, vers cinq heures, une nouvelle équipe d'inconnus faisait irruption au garage Renault et s'emparait d'une « Simca cinq » appartenant à un contrôleur de la société d'Electricité du Vercors. Ils s'éclipsèrent ensuite en direction de Vinay. La gendarmerie enquête sur ces deux vols. »
- « Foire de Mars. Le soleil ayant prêté son concours bénévole, la foire de Mars s'est déroulée mercredi par une agréable journée. Elle a occasionné une plus grande effervescence que sa devancière, bien que les porcs et les bestiaux n'encombrent toujours pas le marché de leur présence familière. Les objets d'utilité courante ne sont pas descendus à un taux de vente plus normal. Le moindre peigne ou le moindre briquet atteint des prix astronomiques. Et encore, nous disent les marchands, estimons-nous heureux d'en trouver! En somme, journée satisfaisante pour les transactionnaires sans ambition. »
- « Un convoi important d'enfants réfugiés est attendu d'un moment à l'autre. Un assez grand nombre de familles se sont déjà fait inscrire pour les recueillir, mais elles ne sont pas assez nombreuses ».
- « Avis de la mairie : 158 personnes se sont fait inscrire comme évacués depuis le début de la guerre, mais un certain nombre de réfugiés ont négligé de remplir cette formalité. La mairie décline toute responsabilité au cas où leur expulsion devrait être envisagée pour loger les convois que la ville est appelée à accueillir. »
- M. Louis Buisson, cultivateur à Saint-Vérand, a été rançonné de 2000 francs.

Résistance - 12 mars 1944

- Un parachutage, poussé par un fort vent, échoue dans la Plaine de Saint-Marcellin
- Courant mars 1944 Parachutage à Fures.

JSM 2688 - Samedi 18 mars 1944

- « Le marché noir perd deux prosélytes : un trafiquant notoire arrêté avec 4 kg de tabac dans un sac et 12 kg chez lui, un trafiquant du midi arrêté au train de minuit avec 18 douzaines d'œufs ».
- « Vendredi 17 mars, vers 21 h, trois bandits armés de mitraillettes se présentèrent au domicile de M. Gougne, percepteur, sous le fallacieux prétexte de lui apporter des nouvelles de son fils. Ils se ruèrent à l'intérieur et soulagèrent un coffre des 70 000 francs qu'il contenait. » (Il s'agit d'Alphonse Gougne, père du déporté Gabriel Gougne. Gabriel Gougne, né à Crest, a été arrêté à Grenoble le 23 décembre 1943, déporté à Buchenwald le 19 janvier 1944. Sort non connu.)
- -En après-midi, quatre individus armés se présentaient à la tonnellerie Bouyoud de Saint-Sauveur. Ils volèrent la voiture du propriétaire, absent.

JSM 2689 - Samedi 25 mars 1944

- Par décision du Ministère de l'Information, les journaux hebdomadaires ont l'obligation de paraître en format réduit à partir de la semaine prochaine. (*Ce que le JSM ne fera que le 29 avril 1944*).
- Vers 9 h 30, le 22 mars, un convoi de 170 personnes est arrivé en gare. Ils provenaient de la région toulonnaise, et ont été répartis dans plusieurs communes des alentours.
- Arrestation par la gendarmerie de Saint-Marcellin (Lieutenant Morel et Chef Taillade) de Joanny Lattard, Raymond Genin, Felix Moulin et de deux complices Maurice Revoux et Robert Bith, tous de Vinay, qui se livraient a des agressions et vols à main armée (plus de 50 000 francs en bijoux et espèces).

JSM 2690 - Samedi 1er avril 1944

- Arrestation de quatre terroristes par la gendarmerie de Saint-Marcellin, les Grenoblois André Dalban et Raoul Damblard et Béria Tito et Michel Sanacroce de Moirans, qui avaient dévalisé M. Collomb, cultivateur à Chevrières.
- Les vacances de Pâques sont réduites à cinq jours.

JSM 2691 - Samedi 8 avril 1944

- Les indemnités échues seront payées aux garde-voies de Saint-Marcellin, dans la grande salle du rez-de-chaussée, à la mairie, dès le 12 avril. (*Elles seront par la suite payées tous les mois : le 10 mai, le 13 juin, le 25 juillet, le 23 août ...*)

JSM 2692 - Samedi 15 avril 1944

- Arrêté du Maire de Saint-Marcellin : inscription obligatoire de chaque consommateur chez son boulanger, à partir du 11 avril.
- « Un nouveau convoi de réfugiés en provenance de Toulon d'environ 600 personnes est arrivé ce vendredi 14 avril à 7 h du matin, en gare de Saint-Marcellin. Accueillis dans les locaux habituels : collège, EPS, Bellevue, Salle des Fêtes. Ils ont été répartis dans les communes environnantes, pour moitié sur le canton de Saint-Marcellin et pour moitié sur le canton de Vinay. » (29)
- Arrestation de quatre jeunes bandits à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.

Evènement - JORF - 22 avril 1944

- « Les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes ». (Cet Article 17 de l'Ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la Libération, signé par De Gaulle, publié le 22 avril dans le Journal Officiel de la République Française, et imprimé à Alger, ouvre le droit de vote aux femmes de France en une phrase de treize mots. Ce droit sera mis en application le 29 avril 1945 lors des élections municipales qui suivront la Libération.)

JSM 2694 - Samedi 29 avril 1944

- « Vers 18 h 30, le 26 avril, des individus armés de mitraillettes et de revolvers se présentèrent chez Mme Fanton, avenue du Vercors, et l'abattirent froidement d'une rafale à bout portant. » (Il s'agit de Charlotte Fourquet, épouse de Henri Fanton, collaboratrice exécutée par la Résistance.)
- Le couvre-feu dans l'Isère est reporté de 22 h à 23 h par décision des autorité allemandes.
- « Un cadavre de femme est retiré de l'Isère. Lundi dernier, vers 6 heures du soir, le cadavre d'une femme était retiré de l'Isère, non loin de l'usine Morel (La Sône). L'autopsie, effectuée par le Docteur Bonne, permit d'établir que la malheureuse avait été tuée d'une balle de revolver dans l'oreille et que

son corps avait séjourné près d'un mois dans l'eau. L'enquête menée par la gendarmerie de Saint-Marcellin a fait découvrir qu'il s'agit de Mme Chollier, de Tullins, âgée de 32 ans, qui avait été enlevée avec son mari par des inconnus, vers le milieu du mois de mars. »

- Le JSM adopte un format réduit à dater de ce numéro 2694.

Résistance - 29 et 30 avril 1944

- Parachutage à Murinais et Saint-Marcellin. La gendarmerie met en place un barrage à Saint-Sauveur, afin de faciliter la récupération des containers.(Source : Mémoire des Hommes)

Résistance - 6 mai 1944

– Le commandant Albert de Seguin de Reyniès (alias « Sylvain » dans la Résistance), chef des FFI de l'Isère, devenu chef départemental de l'Armée Secrète depuis janvier 1943, est arrêté à Grenoble en allant relever son courrier clandestinement basé à l'Hôtel de la Division. Dénoncé par un certain René Tirolle, ancien chasseur alpin devenu milicien. Il est torturé par la Gestapo et disparaît. (Les archives permettront de dire que Albert de Seguin de Reynies a été retrouvé mort dans sa cellule de la Gestapo. Son corps n'a jamais été retrouvé.)

Vinay CM - 6 mai 1944

- Réunion de la Délégation Spéciale sous la présidence de Joseph Carlin.

Résistance – 9 mai 1944 – Jean Baillet, chef départemental des Forces Unies de la Jeunesse (FUJ) est arrêté à Grenoble sur dénonciation, et interné à la prison Saint-Paul de Lyon. Il est déporté le 21 juillet 1944 au camp de Dachau. Affecté le 2 août 1944 au kommando annexe de Kempten, il y arrive dans un pitoyable état de délabrement physique du à la dénutrition. Il décédera le 30 mars 1945.

Résistance - 16 mai 1944

- Arrestation à Villeurbanne (Rhône) de Paul-Victor Lambert, natif de Saint-Marcellin le 2 juillet 1920, dont le père, Paul Jules est représentant des FTP au Comité de Résistance de Saint-Marcellin en 1943. (Paul-Victor Lambert, alias Doris et Chastanet, sera déporté le 13 juillet 1944 au camp de Sandbostel, annexe de Neuengamme. Libéré par les Anglais le 29 avril 1945, mais épuisé, il décédera quelques jours plus tard et ne reviendra pas).(Sources : Trait d'union juin 2015 et « Mémoire des hommes »)

JSM 2697 - Samedi 20 mai 1944

- Journée des Mères, le 21 mai.
- Arrestation d'un bandit, Maurice Rey, qui avait participé à l'agression de M. Collomb de Chevrières.

Résistance - 22 mai 1944

– Dans l'après-midi, la Gestapo cerne la maison de Jean Rony. Il sera fauché par une rafale de pistolet-mitrailleur et décédera le 29 mai à l'hôpital de Saint-Marcellin. Camille Monnier, dit « Léon » ou « Magyar », originaire du Perreux-sur-Marne (94), le radio de la mission inter-alliée « Union » parachuté dans le Royans en janvier 1944, se trouvant dans la maison, est également abattu.

JSM 2698 - Samedi 27 mai 1944

- Fermeture provisoire de la circulation entre Saint-Romans et le pont de Beauvoir.
- A Poliénas, un homme est abattu à coups de revolver.
- La ration de pain est diminuée de 25 à 50 grammes.

- Les jeunes gens, de 16 à 20 ans, pourront être requis pour une période de cinq semaines à travailler à la campagne.

JSM 2699 - Samedi 3 juin 1944

- « Des caisses de bière tombées du camion de la maison Rozand et Rota, près des usines Bouyoud, ont été emportées par des personnes dont les noms sont connus, et plusieurs d'entre elles ont déjà rapporté bouteilles ou caisses. Celles qui ne l'ont pas encore fait sont prévenues qu'une plainte est déposée et qu'elles ont 48 heures pour restituer le matériel à leur propriétaire ».
- Dans le « Carnet », « remerciements de la famille de Jean Rony aux personnes qui ont témoigné de leur sympathie à l'occasion du deuil cruel qu'ils viennent d'éprouver ».

LPD 129 - Samedi 3 juin 1944

- L'Administration des Monnaies et Médailles a été autorisée à fabriquer des pièces de 20 centimes en fer. Ces pièces sont du même type que les pièces de 20 centimes en zinc.

Evènement – 6 juin 1944

Les Alliés débarquent en Normandie.

Résistance – 6 juin 1944

- Selon « Mémoire des Hommes », Fiche résumant l'historique de l'unité : « Secteur 3-Chambarand ». Numéro d'ordre de la fiche : 3I. Fiche non datée, à l'évidence rédigée à la Libération.
- « Le 6 juin 1944, les Groupes Francs et une partie des Réserves, grossies par les éléments réfractaires au STO, par la Gendarmerie, vont former des Groupes Mobiles de 80 hommes environ qui auront pour mission d'interrompre tout trafic routier et ferroviaire sur les axes Grenoble-Valence, Grenoble-Beaurepaire et Grenoble-Lyon, d'attaquer tout convoi ennemi. Au moment de l'attaque du Vercors, ces Groupes auront pour mission de protéger une partie de la face Nord du bastion et de tester des attaques de diversion.»
- Marcel Mariotte, chef du Secteur 3 depuis les évènements de novembre 1943, donne l'ordre d'exécuter le plan d'interruption totale du trafic ferroviaire et routier entre Valence et Grenoble (plan « guérilla »). Les groupes d'action 1, 2 et 3 se répartissent sur le territoire : au Vert (Tullins), le bois de Poliénas, Vatilieu, Serres-Nerpol, Chevrières (Groupe de « Roger », Roger Perdriaux), Saint-Pierre-de-Bressieux, Nantoin, Château-Rocher à Roybon, au Gros-Jean à Marnans. Le groupe de « Serge » reste dans la région de Saint-Marcellin.

LPD 132 - Mercredi 7 juin 1944

- « Commencée depuis hier à l'aube, une tentative de débarquement anglo-américain est engagée sur la côte normande ». Titre sur cinq colonnes, à la Une.

Résistance – A dater du 7 juin 1944

– 3000 à 4000 maquisards se rassemblent dans le Vercors, à l'initiative du colonel Descours.

Résistance - 9 juin 1944

– Suite à l'appel de Londres, la gendarmerie de Saint-Marcellin, emmenée par le lieutenant Morel, fait la demande d'être mobilisée sur le Vercors mais se la voit refuser.

JSM 2700 - Samedi 10 juin 1944

- Une autorisation spéciale est obligatoire afin de pouvoir téléphoner, à l'exception des urgences santé, police, etc.

Vinay CM - 10 juin 1944

- Réunion de la Délégation Spéciale sous la présidence de Joseph Carlin.

LPD 138 - Mercredi 14 juin1944

– Les Chantiers de Jeunesse sont dissous à la date du 15 juin. Les jeunes gens y accomplissant leur stage sont collectivement requis et affectés à des entreprises travaillant en France.

Résistance - 14 juin 1944

- Les groupes du Secteur 3 se fixent dans les bois de Roybon puis à Château-Rocher.

JSM 2701 - Samedi 17 juin 1944

- Interdiction de la fabrication et de la vente de pâtisseries.

JSM 2702 - Samedi 24 juin 1944

- Editorial : « *Ne pensez qu'à la France* », le Maréchal Pétain appelle à la dénonciation des saboteurs et auteurs d'attentats.
- Du 3 au 12 juillet, échange de chiffons contre points textiles dans le département de l'Isère.
- Les fumeurs ne toucheront que deux décades en juillet au lieu de trois.

Résistance – 25 juin 1944

- 36 avions alliés parachutent à Vassieux, la Chapelle-en-Vercors et Saint-Martin-en-Vercors, d'innombrables containers de médicaments, armes légères, munitions.

LPD 151 - Jeudi 29 juin 1944

- « A 6 heures hier matin à Paris, M. Philippe Henriot, secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande, a été assassiné » .

Evènement - 29 juin 1944

– Bombardement aérien de Pont-en-Royans par sept avions – 9 morts civils (Marie-Claude Génissieux, Michèle Génissieux, Marie Prost, épouse Mercier, Marie Molinard, épouse Ollivier-Pallud, Joseph Boissieux, Joseph Martin-Jarrand, Anaïs Bénistrand, épouse Mayet, René Mayet et Félx Gerin), 9 blessés graves, groupe scolaire rasé, 10 maisons détruites. (AD38, 52M301 et Maitron des fusillés...)

Résistance - Entre fin 1943 et août 1944, essentiellement à partir du 6 juin 1944

- Sabotages de la voie ferrée entre Grenoble et Valence, par les groupes de Résistance de Tullins, Saint-Marcellin, l'Albenc, Malleval, ...
- Carnet de notes d'un Résistant-Saboteur (30).
- 7 juin 1944 Saint-Paul-les-Romans Fils coupés. Et Km 71,900 et 72,100, aiguilles explosées.
- 9 juin 1944 Vinay Voie coupée, aiguilles neutralisées.
- 9 juin 1944 Sabotages à l'Albenc -Km 61,400 à Poliénas Km 66,700 A Valence, régulateur sauté.
- 10 juin 1944 à Saint-Marcellin Km 47,600 Sabotage communication entre voie 1 et voie 2.
- 11 juin 1944 Poliénas Km 66,700 Voie coupée.

- 12 juin 1944 Tullins -Outillage emporté.
- 13 juin 1944 Charge sur le pont au km 71,300.
- 17 juin 1944 Tullins voie sabotée.
- 18 juin 1944 Tullins Rail déboulonné.
- 21 juin 1944 Tullins Rail coupé.
- 23 juin 1944 Sarreloup Km 51,130 Voies coupées.
- 24 juin 1944 Poliénas Km 65,800 8 rails coupés.
- 25 juin 1944 Poliénas Km 69,220 1 rail coupé.
- 27 juin 1944 Dans le tunnel Km 63,250 rails déboulonnés, une machine et 3 wagons déraillés.
- 29 juin 1944 Têche km 53 rails coupés, et à 21h50 Km 56,600 8 rails coupés.
- 30 juin 1944 Moirans Km 76,000 rails coupés, une machine et 4 wagons déraillés.
- 1^{er} juillet 1944 L'Albenc Km 61,000 rails coupés.
- 2 juillet 1944 Poliénas Km 64,200 rails brisés.
- 3 juillet 1944 Tullins.
- 5 juillet 1944 Têche.
- 27 juillet 1944 Entre Tullins et Vourey, km 73,420 Pont métallique explosé.
- 9 août 1944 Entre Saint-Marcellin et Vinay du Km 53,900 au Km 54,350 poteaux téléphoniques coupés.
- 15 août 1944 Du Km 48,750 au Km 49,100 Poteaux téléphoniques coupés.
- 16 août 1944 Saint-Hilaire-du-Rosier Km 33,440 Fils téléphoniques coupés.
- 3 septembre 1944 Ramassage du matériel par ordre des autorités américaines. (Les archives de « Mémoire des Hommes » stipulent : Sabotage permanent de la voie ferrée Grenoble-Valence, entre Moirans et Saint-Marcellin : 82 coupures de voies et 6 déraillements dont 2 sous tunnel).

Témoignage d'André Odoit (de Chatte) réquisitionné au début de l'année 1944 parmi les gardes-voies. « Nous étions donc de corvée un samedi soir. Moi, je partis au cinéma avec des amis. En rentrant du cinéma, vers 23 h, mes amis et moi avons voulu passer par la petite route qui longeait la voie entre la gare de Saint-Marcellin et l'usine de la CGE et, vers le passage à niveau, un maquisard sortit de l'ombre pour nous empêcher de passer car la voie allait sauter.. Effectivement, arrivés vers la rue Aymard Durivail, on entendit une grande déflagration. » (Probablement l'un des très rares sabotages à être effectués si près de la ville).

JSM 2703 – Samedi 1^{er} juillet 1944

– Le bénéfice de la suspension des poursuites judiciaires est accordé aux travailleurs requis pour le STO même s'ils ont reçu une affectation en France.

Evènement - 3 juillet 1944

– Le CLNV, Comité de Libération Nationale du Vercors, sous la direction d'Eugène Chavant (« Clément »), proclame la « restauration de la République Française dans le Vercors ».

République Française LIBERTE EGALITE FRATERNITE POPULATION DU VERCORS: Le 3 Juillet 1944, LA RÉPUBIQUE FRAN-CAISE a été officiellement restaurée dans le Vercors. A dater de ce jour les décrets de VICHY sont abolis et toutes les lois Républicaines remises en vigueur. LE COMITE DE LIBERATION NATIONALE DU VERCORS investi dans ses fonctions par Monsieur le Commissaire de la République détiont des pouvoirs très étendus Charge de l'application de ces décisions, il désire administrer le pays avec le plus grand esprit de JUSTICE, mais aussi avec FERMETE. Le Comité compte sur le concours devoue et sur le bon sens de toute cette population du Vercors, qui pendant toute la période de résistance clandestine a manifeste un courage et un attachement à la France au dessus de tout éloge. Notre région est en état de siège. Le Comité de Libération Nationale demande donc à la population de faire l'impossible comme il le fere lui-même pour mettre à la disposition du Commandement Militaire qui a la charge écrasante de nous protéger contre un ennemi toujoursaussi barbare, tous les moyens dont il dispose. Habitants du Vercors, c'est chez vous que la grande REPUBLIQUE vient de renaître. Vous pouvez en être fiers. Nous sommes certains que vous saurez la détendre. Nous voudrions que le 14 JUILLET 1944 soit pour le Vercors une occasion de plus de manifester sa foi Républicaine et son profond attachement à la grande Patrie. VIVE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE! VIVE LA FRANCE! VIVE LE GENERAL DE GAULLE! Pour le Comité de Libération Nationale. LE PRESIDENT : CLEMENT

JSM 2704 - Samedi 8 juillet 1944

- Interdiction de l'éclairage électrique dans les magasins (JO du 17 juin 1944).
- Pillage de wagons en gare de Saint-Marcellin. Les inculpés ont été dirigés sur la maison d'arrêt de Grenoble pour vols de vin, sucre et beurre.

Conseil Municipal - 13 juillet 1944

– Le Conseil Municipal de Saint-Marcellin, désigné par le préfet, démissionne collectivement, démission qui prendra effet au 1^{er} août.

Résistance – 14 juillet 1944

– Une seconde vague de 72 avions alliés parachute à Vassieux, la Chapelle-en-Vercors et Saint-Martin-en-Vercors, d'autres containers de médicaments, armes légères, munitions.

JSM 2705 - Samedi 15 juillet 1944

- En cas de danger de bombardement, la population est priée d'agir avec calme et sang froid. Des abris seront établis pour les personnes âgées : ils seront indiqués par des écriteaux. En dehors de ces abris, la population devrait construire, dans les jardins privés, des trous individuels ou de courtes tranchées, de 1,50 à 1,60 m de

profondeur, aussi étroits que possible, clayonnés contre les éboulements et recouverts de vieilles planches ou tôles. Dans l'ensemble, c'est la dispersion vers l'Isère d'un côté, et vers le coteau de l'autre, qui doit être la règle générale. S'éloigner du centre et de la voie ferrée. Aucun système d'alerte ne peut actuellement être donné.

- Institution d'une carte de gazogène.
- Réglementation de la vente des bicyclettes et des gants.
- Récupération des bouteilles d'occasion ainsi que des bouchons (JO du 27 juin).

Résistance – 15 juillet 1944

– Les gendarmes de Saint-Marcellin, commandés par le lieutenant Morel et son adjoint, le maréchal des logis chef Albert Taillade, ont enfin l'autorisation du colonel Huet de prendre le maquis. Les gendarmes cantonnent quelques jours à l'école maternelle, place Château Bayard. Puis la Résistance simule une attaque et organise leur enlèvement. Environ 100 femmes et enfants restent sur place ; ils devront témoigner de l'« enlèvement ». L'attaque est effectuée par le groupe de « Serge » avec 80 hommes et la participation de 40 tirailleurs sénégalais, à 23 heures. A minuit, c'est le départ avec armes et bagages. La section de Saint-Marcellin comprend 50 gendarmes et gradés qui rallient le Vercors (1 car, 9 voitures, 3 motos) le 17 juillet. (Au cours de cette soirée, Roger Montagner fut blessé et resta toute sa vie en fauteuil roulant). (31)

Evènement - 19 juillet 1944

– Assassinat à Saint-Marcellin de Julien Ailloud. Alors qu'un train allemand stationne en gare, un soldat allemand interpelle M. Ailloud en bicyclette et le somme de s'arrêter. Celui-ci, sourd, poursuit sa route. Il est alors abattu d'une rafale de mitraillette tirée dans le dos, devant le Monument aux Morts.

Evènement – 21 juillet 1944

- Nouveau bombardement de Pont-en-Royans, faisant deux victimes : Julien Ghuitiny, plâtrier-peintre, et Hugues Reynaud du Charmeil, un résistant engagé dans l'Armée secrète et dont la famille habite Pont-en-Royans.
- Le Vercors est attaqué. Parachutage de 24 planeurs allemands à Vassieux, 12 à 14 000 hommes investissent le plateau. 3000 à 4500 maquisards leur tiennent tête. A Vassieux, 82 habitants dont des femmes, des enfants et des vieillards, et 120 combattants des FFI sont massacrés dont quatre Saint-Marcellinois. Le village est incendié.

Evènement – 21 juillet 1944

– Le groupe « Perdriaux » (Vatilieu, Serre-Nerpol, Chevrières) organise une embuscade à Sarreloup. Un officier et un sous-officier allemands sont tués. (Selon les archives de « Mémoire des Hommes », cette attaque conduite par 80 hommes a fait 4 tués et 3 blessés chez l'ennemi).

JSM 2706 – Samedi 22 juillet 1944

- Conseil Municipal du 13 juillet. Le Maire et les conseillers annoncent leur démission à l'unanimité, prenant effet au 1^{er} août 1944. Le communiqué suivant est diffusé.
- « Considérant que les services de police sont inexistants, que la population est trop souvent à la merci d'agissements parfois d'une extrême gravité, que certains groupements de réfractaires se livrent à de véritables actes de banditisme à main armée, et circulent de telle sorte dans la région que l'on peut craindre des représailles de la part des Autorités Allemandes, que le Conseil Municipal ne saurait accepter d'endosser la responsabilité de représailles éventuelles qui dans une localité comme la notre seraient susceptibles d'avoir d'effroyables conséquences pour une population d'autant plus importante

que de nombreux réfugiés sont venus s'y adjoindre, le Conseil décide à l'unanimité de donner sa démission à dater du premier août. »(32)

- Avis de la mairie - « Il est signalé que les aviateurs allemands tirent à la mitrailleuse sur les groupes qui leur paraissent anormaux. La population qui sort et se groupe pour suivre des yeux les avions est prévenue qu'elle s'expose à recevoir des coups de mitrailleuse. Chacun doit rester chez lui et circuler sur les trottoirs en longeant les murs ».

Evènement - 22 et 23 juillet 1944

- Ecrasement du maquis du Vercors. 600 maquisards et 200 civils seront tués. Après 45 heures cachés en forêt, le lieutenant Morel propose à ses hommes de rejoindre le maquis de Chambarand. La traversée de l'Isère se fera en barque ou à la nage. Après le regroupement, le chef Taillade sera nommé sous-lieutenant et le lieutenant Morel sera promu au grade de capitaine.

Evènement - 25 juillet 1944

– La Chapelle-en-Vercors est bombardée et incendiée. Seize jeunes hommes sont fusillés par les Allemands.

Evènement - 25 juillet 1944

- Arrêté du préfet de l'Isère - « Considérant la démission du conseil municipal de Saint-Marcellin et l'impossibilité de pourvoir à son remplacement et d'instituer dans cette commune une délégation spéciale, arrête :

M. Rubichon, agent administratif cantonal en résidence à Saint-Marcellin, est nommé délégué spécial extraordinaire de la commune de Saint-Marcellin pour une période de trois mois à dater du 1^{ex} août 1944 ».

Résistance - 26 juillet 1944

– Le Colonel Descour, qui commande le Vercors, envoie à Alger le message : « Département Isère rend compte interruption totale trafic ferroviaire Grenoble-Valence. Toutes communications téléphoniques coupées ».

Evènement - 26 juillet 1944

Après l'écrasement du Vercors par les troupes allemandes, Karl Pflaum, Generallieutant au commandement de la 157° Division de réserve, installe son QG à Saint-Nazaire-en-Royans. Une cour martiale occupe les locaux de l'école jusqu'au 4 août 1944, dirigée par un officier, Theodor Oberländer, assisté de la « collaboratrice » Mireille Provence, de son vrai nom Simonne Waro. 46 personnes ont été fusillées à la suite des « jugements » de cette « juridiction » : 4 civils, 34 résistants et 8 inconnus, globalement entre le 26 juillet et le 11 août 1944. (33)

Résistance - 26 juillet 1944

– Les miliciens fusillent 19 résistants à Beauvoir-en-Royans, dont 5 gendarmes de la section de Saint-Marcellin (parmi eux, un gendarme de la brigade de Saint-Marcellin). Ils avaient été arrêtés par les Allemands, puis capturés par les miliciens, alors qu'ils tentaient de traverser l'Isère pour rejoindre le maquis de Chambarand.

Evènement – 27 juillet 1944

– Rafle de Saint-Marcellin. Le tambour de ville passe dans les rues pour annoncer le rassemblement des habitants place d'Armes. Environ 80 personnes de la commune et des communes alentour seront arrêtées. On les enverra à Valence, d'où certains

réussiront à s'échapper. 36 Saint-Marcellinois seront déportés à Wesermunde. Ils seront rapatriés en 1945.

Résistance – 27 juillet 1944

- Parachutage à Chatte. (Source : Mémoire des Hommes)

Résistance – 28 juillet 1944

- « Serge » est victime d'une dénonciation. Les Allemands se présentent à son domicile. Blessé au talon en sautant par la fenêtre de son appartement, il sera recueilli au couvent de Bellevue puis dirigé et soigné à l'hôpital de Roybon. Le groupe de « Serge » est alors pris en main par Albert Taillade. (31)

JSM 2707 - Samedi 29 juillet 1944

- « Bombardement de la région de Valence par l'aviation anglo-américaine. On déplore 50 morts et plus de 80 blessés ».
- Compte-rendu du Conseil Municipal du 27 juillet 1944.

Evènement - 29 juillet 1944

- Après la violente offensive allemande sur les Plateaux du Vercors, la Résistance n'étant plus possible, l'ordre de dispersion des maquis a été donné le 23 juillet. Un petit groupe de résistants choisit de passer par Rencurel et Malleval. Tombant dans une embuscade, quatre d'entre eux furent tués aux« Belles » et deux exécutés à « Patente ».

Résistance - Août 1944

Un rapport de Mariotte, chef du Secteur 3, précise qu'entre le 6 juin et août 1944,
52 coupures ont rendu la voie ferrée Grenoble-Valence quasiment impraticable.

Résistance - 1er août 1944

- Léa Blain, qui tente d'évacuer le Vercors par suite de l'ordre de dispersion, est tuée par une patrouille allemande, les armes à la main. (34)

LPD 182 - Mercredi 2 août 1944

- « M. Philippe Frantz, préfet de l'Isère, a été assassiné, hier après-midi, à La Tronche, par plusieurs individus armés, dans la propriété de notre Directeur Général, M. Marcel Besson, dont il était l'invité. Notre Secrétaire-général, M. Georges Biessy, qui se trouvait à ses côtés, tomba sous les coups de la même rafale qui le frappa en plein cœur ».

JSM 2708 - Samedi 5 août 1944

- Editorial : Communiqué de Presse-Information ; « A chaque minute, des Français meurent, frappés par d'autres Français, ... ».
- Mardi 1^{er} août, M. Frantz Philippe, Préfet de l'Isère, a été abattu par des bandits, à La Tronche.

Evènement - Dimanche 6 août 1944

- La Rosière 1944 est Juliette Anne-dit-Denis.

Evènement - 11 août 1944

- Le train 141116 quitte la gare de Lyon-Perrache, avec, à son bord, 650 hommes et femmes, juifs et résistants, jusqu'ici détenus dans la prison de Montluc. Klaus Barbie vient de « vider » les geôles alors que les alliés débarqués en Normandie libèrent

progressivement le pays. Ce train vers errer pendant 11 jours avant de parvenir au camp de Natzweiler-Struthof (Alsace), puis Ravensbrück, puis Auschwitz-Birkenau le 22 août. Seule la moitié des détenus de ce train survivra.

JSM 2709 - Samedi 12 août 1944

- Nouveau billet de cent francs.

Evènement - 15 août 1944

- Débarquement allié, anglo-américain, en trois points de la côte varoise : Cavalaire, Sainte-Maxime et Saint-Raphaël.
- Découverte d'un cadavre de femme inconnue à Eymeux (Drôme).(35)

JSM 2710 - Samedi 19 août 1944

– Editorial « Et demain » : « Ce qu'il faut, dès maintenant, c'est penser à demain ».

Evènement - 22 août 1944

- Libération de Grenoble.

Evènement - 22 août 1944

– Bombardement de Saint-Marcellin. Vers 17 h, cinq appareils allemands firent irruption sur la ville. Ils lâchèrent les bombes un peu au hasard sur la cité et mitraillèrent les habitants qui cherchaient à s'enfuir. Comme les agresseurs se préparaient à semer à nouveau la terreur et la mort, trois chasseurs britanniques qui patrouillaient dans les parages les aperçurent, et leur livrant une poursuite éperdue, les forcèrent à abandonner une partie devenue aussi dangereuse qu'elle était dénuée de gloire. Une bombe tomba boulevard Gambetta, près de la bascule publique, une autre à vingt mètres de la rue des Remparts, une autre encore sur les arrièresmagasins de la boucherie et de l'épicerie coopérative, place d'Armes. Deux autres bombes éclatèrent montée de Joud et sur la rive gauche de la Cumane, près du pont de Saint-Sauveur, où elles ne firent que des dégâts matériels.

27 personnes furent blessées, 9 d'entre elles succombèrent à leurs blessures : Marie-Louise Ausset, 54 ans, Clara Belle, 56 ans, Marthe Cornu, 34 ans, Angèle Lassalle, 23 ans, Gabriel Bossan, 32 ans, Octave Glénat, 48 ans, Henri Lassalle, 25 ans, Georges Marendel, 14 ans, Albert Passard, 48 ans.

Evènement - 22 août 1944

 Suspension de la publication des trois journaux grenoblois « Le Petit Dauphinois »,
 La Dépêche Dauphinoise », « Sud-Est », par le CDLN, les biens étant placés sous séquestre en application de l'ordonnance du CFLN d'Alger du 22 juin 1944.

Evènement - 23 août 1944

– Libération de Saint-Marcellin - Au soir, venant du nord, les Américains passent par Saint-Marcellin. Un convoi interminable de camions, jeeps et blindés ...Le convoi passe la nuit au Champ de Mars et invite la population à partager la table ... Pierre Quoirez, directeur de la FAE, invite quelques soldats américains sur sa terrasse de La Fusilière (photographie en témoigne).

Evènement - 24 août 1944

- M. Georges Cazeneuve, délégué du Comité Départemental de Libération, installe dans ses fonctions la délégation spéciale de Saint-Marcellin. En font partie : M. Rojat Jean, administrateur municipal provisoire, MM. Lemaire Louis et Dumas Marcel, adjoints, Blay Xavier, Boiron Francisque, Bois Emile, Brun Ferdinand, Chorier Pierre, Cotte René, Die Auguste, Giraud Pierre, Lambert Paul, Michat Louis, Payebien Marcel, Raynaud Léon, Tézier Emile.

JSM 2711 - Samedi 26 août 1944

- Editorial : « Dernières convulsions, Saint-Marcellin, ville libérée ». « L'odieuse attaque aérienne ».
- Message publié par la direction de l'Eden-Cinéma : « En raison du deuil qui frappe la ville de Saint-Marcellin et la Direction de l'Eden en particulier, en la personne de plusieurs de leurs clients et amis, pas de cinéma cette semaine. Le beau film "L'ange de la nuit" vous sera présenté la semaine prochaine à partir de jeudi ».
- Constitution de l'administration provisoire de Saint-Marcellin : M. Jean Rojat, administrateur provisoire. MM. Marcel Dumas et Louis Lemaire administrateurs adjoints. Les membres sont représentés par MM. Xavier Blay, Francisque Boiron, Emile Bois, Marius Ferdinand Brun, Pierre Chorier, René Cotte, Auguste Dye, Pierre Giraud, Paul Lambert, Louis Michat, Marcel Payebien, Léon Reynaud, Emile Tezier. M. Rubichon conserve les fonctions de délégué spécial.
- Couvre-feu à Saint-Marcellin entre 22 h et 5 h 30.
- Article décrivant le rôle des Comités locaux de Libération.
- « Les obsèques de deux braves Le mardi 22 août ont été célébrées les obsèques de deux jeunes français ; le lieutenant Pérotin Michel, et Corréard Maurice, tous deux membres des FFI, héroïquement tombés au cours des combats qui se sont déroulés au Vercors. »

(NB : ce numéro 2711 du « Journal de Saint-Marcellin » est le dernier à être publié)

Résistance – 26 août 1944

- Dernier parachutage, entre La Forteresse et Quincieux, au col Lachat ou Parménie (Source : Mémoire des Hommes).

Vinay CM - 26 août 1944

- Installation de l'administrateur provisoire et de la délégation chargés de l'administration provisoire de la commune de Vinay. M. Georges Cazeneuve, délégué administratif du Gouvernement provisoire de la République Française, procède à la nomination de Joseph Carlin comme administrateur, lequel énonce la liste, acceptée à l'unanimité, des quatorze membres de la délégation.

Résistance - 30 août 1944

- Le préfet de l'Isère instaure une Cour Martiale chargée de juger les personnes soupçonnées de trahison, collaboration avec l'ennemi.

Evènement - 2 septembre 1944

La Cour Martiale de l'Isère prononce la condamnation à mort de 6 miliciens parmi les 12 prisonniers de la Résistance qu'elle juge. Ceux-ci sont fusillés le jour même sur la place publique, ce qui entraîne l'interdiction par le gouvernement des exécutions publiques et le jour même du jugement. (Les six miliciens de Grenoble – Pascal Cauchy – 2015)

- Un « Avis » du CDLN (Comité Départemental de Libération Nationale) dénonce le premier jugement de la Cour Martiale comme étant « non conforme au vœu du peuple français » et promet de « réviser la composition de la Cour Martiale afin qu'à l'avenir aucune faiblesse de ce genre ne puisse se reproduire ». Ce texte suscite une forte division de CDLN dont les membres non communistes désapprouvent le communiqué.

Evènement - 3 septembre 1944

 Le bataillon de Chambarand entre dans Lyon, première formation FFI organisée à occuper la ville, avec les FFI de l'Ain, de la Loire et du Rhône.

Témoignage

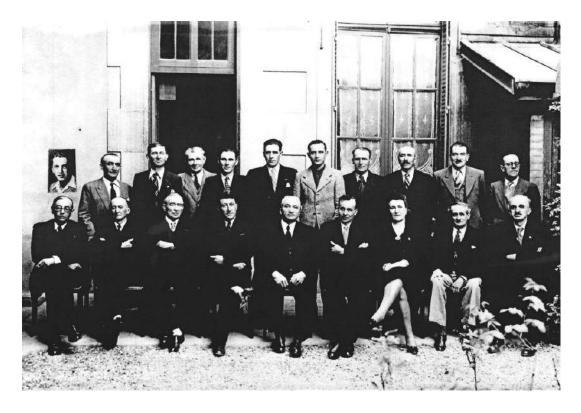
– Françoise Quoirez (future Sagan) qui a vécu ses fins de semaine et vacances à Saint-Marcellin entre 1940 et 1945, déclare avoir vu, en compagnie de sa mère, des jeunes femmes tondues sur la Place d'Armes de Saint-Marcellin. Ce fait est confirmé par plusieurs Saint-Marcellinois qui disent avoir été dans l'obligation de cacher des femmes ou filles de sympathisants miliciens, ou supposés tels, afin de leur éviter cette humiliation.

Evènement – 4 septembre 1944

- Le juge Goubert, Président de la Cour Martiale de l'Isère, démissionne.

Evènement – 08 septembre 1944

– L'administration provisoire de Saint-Marcellin est complétée par Madeleine Baillet, Georges Cerutti, Vincent Dumoulin et Claude Gaudet. Elle prend le nom de Conseil Municipal et désigne Jean Rojat comme maire. La décision est prise de donner les noms de Victor Carrier et Jean Rony à deux rues de Saint-Marcellin.



Le Conseil Municipal tel qu'au 8 septembre 1944 Jean Rojat est au premier rang, au centre.

Evènement - 15 septembre 1944

- Le corps de Gabriel Cerclerat est retrouvé au barrage de Pizançon, sur l'Isère. C'est ce qu'indique l'acte de décès rédigé le 20 septembre 1944 par la mairie de Chatuzange-le-Goubet (Drôme). Gabriel Cerclerat, domicilié à Saint-Marcellin, est monté dans le Vercors, à Saint-Agnan, le 15 juin 1944. Il tente de quitter le Vercors après l'ordre de dispersion du 23 juillet 1944. Soit il a été tué par les Allemands, soit il s'est noyé en traversant l'Isère. (Mort pour la France, son nom figure sur le Monument aux Morts de Saint-Marcellin).

- Un arrêté préfectoral porte nomination des nouveaux membres de la Cour Martiale de l'Isère.

Vinay CM - 20 septembre 1944

- Installation du Maire, Joseph Carlin, et des deux adjoints.

Evènement – 30 septembre 1944

- Une ordonnance du Gouvernement provisoire ordonne la dissolution de tous les journaux et hebdomadaires qui avaient continué à paraître après le 25 juin 1940 en zone Nord et le 26 novembre 1942 en zone « libre ». Rares sont les exceptions : « Le Figaro », replié en zone « libre » et qui s'est arrêté le 11 novembre 1942, « La Montagne », pour sa contribution à la Résistance, « La Croix », pour ménager son courant de pensée, le journal ayant refusé de se saborder, « Combat », presse demeurée clandestine, « L'Aurore », organe de la Résistance républicaine, « Le Franc-Tireur », organe du MUR, « France-Soir », qui prend la suite de « Défense de la France », organe clandestin de la Résistance. (Source BNF)

Evènement – Samedi 30 septembre 1944

- « Le Cri de la Vallée », organe de la Résistance, remplace le « Journal de Saint-Marcellin ». Son gérant est Pierre Giraud. Il est imprimé par l'imprimerie Cluze.

CLV 1 – Samedi 30 septembre 1944 (**36**)

- Hebdomadaire de 4 pages au format identique à celui du « Journal de Saint-Marcellin ».
- Editorial : « Le « Cri de la Vallée » remplace le « Journal de Saint-Marcellin ».
- Les prérogatives des Comités de Libération Nationale.
- Inauguration de l'Ecole des Cadres FFI d'Uriage par son chef, le Commandant VIRIEU.
- La Cour Martiale de l'Isère a prononcé 4 condamnations à mort, 2 miliciens et 2 délatrices.



« Le Cri de la Vallée » - Numéro 1

Evènement - 1er octobre 1944

 Création du Comité d'Aide et de Reconstruction du Vercors, par arrêté du Commissaire Régional de la République Yves Farge. Il est dirigé par le commandant Pierre Tanant.

Témoignage

– Henri Perret est l'un des fils de la concierge de la FAE. Après avoir suivi 4 ans de formation au Centre créé par le Commissariat à la Jeunesse et aux Sports, puis repris par la FAE, il devient chauffeur de camion pour le compte du Comité d'Aide et de Reconstruction du Vercors. Le dit Comité disposait de 5 chauffeurs et de 4 camions. Parmi ses membres, des résistants comme Montagner, Felix-Griat (« Serge »), Ferdinand Brun.

CLV 2 - Samedi 7 octobre 1944

- « Funérailles des victimes du Vercors. Dimanche 8 octobre, à 15 h 30, auront lieu les funérailles de six de nos compatriotes dont les corps furent retrouvés à Vassieux et à Saint-Paul-de-Varces. Ce sont Fusillier Henri, 41 ans ; Dornand Adolphe, 40 ans ; Perotto Bruno, 37 ans ; Bonnaud Auguste, 36 ans ; Ebran Maurice, 34 ans ; Peysson Emile, 26 ans. Les corps seront ramenés samedi soir et déposés dans une chapelle ardente dressée à la Mairie, salle du Conseil. Une garde d'honneur assurera la veillée d'armes. Les portes seront ouvertes au public dimanche après 8 heures ».
- Création du Comité de Reconstruction du Vercors.

- Pavé encadré sous le titre : « *Ils sont morts pour la France », citant les noms de : Victor CARRIER, Jean RONY, LEON, BONNAUD, DORNAND, EBRAN, FUSILLIER, PEYSSON, PEROTTO, PISTEUR. » (les noms sont en majuscules).* (**37**)
- Avis de la Mairie : « Des actes malhonnêtes ayant été commis à l'égard des troupes américaines stationnées la nuit dans notre ville, le Maire se voit dans l'obligation d'interdire formellement l'approche de tous les véhicules américains et français, aussi bien aux grandes personnes qu'aux enfants, le jour comme la nuit. Une surveillance sévère sera exercée. Il demande à la population, pour éviter des sanctions désagréables et des rapports pénibles avec l'armée, de vouloir bien observer ses prescriptions ».
- La Cour Martiale de l'Isère prononce 3 condamnations à mort. (A la date du 4 octobre, dernière séance de la dite Cour Martiale de l'Isère, laquelle est remplacée, le 6 octobre, par un Tribunal Militaire et une Cour de Justice de l'Isère. Au cours de ses quatre séances de délibérations, la Cour Martiale de l'Isère a jugé 23 inculpés dont 18 ont été condamnés à la peine de mort, dont 15 seront exécutées.).

Evènement - 11 octobre 1944

- Couvre-feu supprimé sur la région.

CLV 3 -Samedi 14 octobre 1944

- « Le préfet de l'Isère rappelle qu'en vertu de l'ordonnance du 09 août 1944, sont considérés comme nuls tous les actes qui établissent ou appliquent une discrimination quelconque fondée sur la qualité de juif. En conséquence, toutes les pièces officielles portant la mention « juif » doivent être retirées de la circulation ».
- Article relatant les funérailles de six victimes du Vercors, en présence de MM. Rubichon, agent administratif, Lemaire, président du CCLN, Rojat, maire et le conseil municipal, ainsi qu'une délégation de la gendarmerie, les anciens combattants, les écoliers, les scouts, les jeunesses communistes, les sociétés sportives, la Lyre et le clergé.
- Le Comité d'Aide et de Reconstruction du Vercors lance un appel pour des volontaires et du matériel ou équipements de maisons.
- Publication du programme du Mouvement de Libération Nationale.

Info - Quelques personnes juives réfugiées à Saint-Marcellin : la famille Serf, dont Monique, future Barbara, Michel Podselver, Franck (?), Elisabeth Beauchamp, Fedowski, Goldstein, Armand Grumbach réfugié chez Madame Dardenne, Meary, Odette Rosendhal (selon Alain Wodrascka dans « Barbara, biographie intime »), Bétove (Michel-Maurice Lévy), le couple Blum, parents de la famille Troujman de Grenoble (hébergé chez Jean Rony, selon son fils), Volf (Wolf) Bernard, industriel roumain qui sera arrêté (hébergé chez Mme Cluze), ...(38)

Evènement - 17 octobre 1944

– Le conseil municipal de Saint-Marcellin vote un crédit de 20 000 francs pour les obsèques des victimes du bombardement et des fusillés du Vercors.

CLV 5 - Samedi 28 octobre 1944

- « Un agent d'assurance de Saint-Marcellin, Charles Monnard, accusé d'avoir livré à la Gestapo les secrets de la Résistance, et d'avoir été ainsi la cause de la mort de Jean Rony et Léon, vient d'être transféré de Saint-Marcellin à Grenoble où il sera jugé ».
- « Le Comité Départemental d'Epuration recherche individus ayant appartenu à certaines organisations : Groupe Collaboration, Phalange Africaine, Milice anti-bolchevique, Légion Tricolore,

Rassemblement National Populaire, Milice Française, Comité Ouvrier de Secours Immédiat, Jeunesse de France et d'Outre-mer, Association Nationale des Travailleurs Français en Allemagne, Mouvement Prisonnier, Service d'Ordre Prisonnier, Parti Populaire Français, Parti Franciste, Mouvement Social Révolutionnaire, Service d'Ordre Légionnaire. (...) Le Comité Départemental d'Epuration adresse un pressant appel aux comités cantonaux pour que les résultats des enquêtes à ce sujet lui parviennent dans les plus brefs délais ».

CLV 6 - Samedi 4 novembre 1944

- Encadré intitulé « Merci, St-Marcellin » « Merci pour ton accueil et ta fraternelle hospitalité. Je me souviens de ces amis qui servent la justice et l'équité sans se soucier des questions de races, de politique ou de croyance. Et j'ai connu cette compréhension parmi vous, ô mes nouveaux amis. Et dans les soirs de Paris, parmi la splendeur renaissante de sa vie formidable et enivrante, dans la symphonie de la multitude, sous l'irradiante magnificence de son rythme fulgurant, chantera doucement en mon âme le souvenir parfumé de la petite ville qui m'accueillit, avec tant de bienveillance, pendant deux années terribles... Merci, Saint-Marcellin ! Au revoir, Saint-Marcellin ! » (signature) BETOVE. (39)
- Un train américain de munitions explose en gare de Saint-Egrève. 30 wagons ont sauté, les dégâts sont considérables, il n'y a aucune victime.
- M. Reynier, Préfet de l'Isère, est en visite à Saint-Marcellin.
- Epuration dans le canton de Saint-Marcellin : « M. Berger, pauvre capitaine de gendarmerie, tu as fini de monter la garde sous les platanes du Monument aux Morts pour dénoncer les patriotes ».

CLV 7 - Samedi 11 novembre 1944

- L'hebdomadaire rappelle l'ordonnance du Gouvernement Provisoire d'Alger, en date du 21 avril 1944, attribuant le droit de vote aux femmes.
- Le CDLN (40) recherche les personnes ayant eu des ordres de réquisition de voitures, motos, machines à écrire, et leur demande de se faire connaître afin de dépister des réquisitions irrégulières.
- Voyage du Général De Gaulle à Grenoble.

Evènement - 14 novembre 1944

- Le Conseil Municipal décide de l'inauguration des rues Carrier et Rony.

CLV 8 - Samedi 18 novembre 1944

- Editorial « sur le ravitaillement » par Georges Cazeneuve.
- Article à propos du 11 novembre, sous le titre « Une goujaterie ». « C'est avec stupeur que nous avons constaté la présence dans le cortège du 11 novembre de certains collaborateurs. Ces mufles ont-ils déjà oublié cet autre 11 novembre, où, dissimulés dans une ruelle obscure, ils espionnaient leurs concitoyens patriotes, qui, bravant les menaces du gouvernement de Vichy, se rendaient courageusement au Monument aux Morts? Ce 11 novembre 1942, où notre ami Tézier fut arrêté et envoyé au Fort Barraux? Nous prévenons ces goujats qu'ils se tiennent à carreaux désormais. Signé un groupe d'anciens combattants de la Résistance ».
- Conseil Municipal du 14 novembre : sur demande de la CGE, accepte le principe de la création d'une école d'apprentissage contrôlée par l'Enseignement Technique.
- « Enfin, nous pouvons dissiper le voile qui entourait l'affaire Dufresne, gendarme indigne de la brigade saint-marcellinoise. Suspecté et surveillé depuis longtemps, il fut arrêté par le groupe Franc de

l'Albenc.(...) Notre camarade Lulu, un des rescapés de Malleval, le mit en joue et il jeta son arme. Attaché et ficelé, il fut ramené à Saint-Marcellin où tout le monde put le voir. Par la suite, il s'enfuit, mais finit par être arrêté et transféré à Grenoble. »

Evènement

– Dimanche 3 décembre 1944 – Inauguration des rues Docteur Carrier et Jean Rony, ainsi que inauguration du Stade Docteur Victor Carrier.

CLV 10 - Samedi 2 décembre 1944

- Numéro spécial du journal, rendant hommage aux victimes de la semaine tragique de novembre 1943 dont c'est le premier anniversaire : Docteur Valois, Docteur Carrier, ainsi qu'à Jean Rony, mort le 29 mai 1944.
- CLV 11 Samedi 9 décembre 1944 Annonce de la parution du « Dauphiné Libéré » à dater du 16 décembre 1944.

CLV 13 - Samedi 23 décembre 1944

- Le Comité Cantonal de Libération Nationale organise le 28 décembre un arbre de Noël et un goûter pour les enfants des FFI, des prisonniers, des sinistrés du bombardement, des fusillés du Vercors, à l'Hôtel Guttin.
- « Charles Monnard a été acquitté le 15 décembre par la Cour de Justice Civile de l'Isère. Chef responsable de la Résistance de Saint-Marcellin, indigne successeur du Dr Carrier, il avait volé le maquis en détournant les sommes dont il était comptable. Par ses dénonciations, il fait ensuite tuer Jean Rony et Léon. Pour prix de ces hauts faits, la Gestapo l'avait libéré ». (41)
- La famille de Camille Monnier (« Léon » dans la clandestinité) a pu effectuer le voyage du Perreux à Saint-Marcellin. « Très touchée des marques de sympathie témoignées à leur cher disparu au moment du drame, le 22 mai dernier, elle nous prie de remercier tous les amis de Léon, ainsi que les ouvriers et employés de Saint-Marcellin. »

CLV 14 - Samedi 30 décembre 1944

- Conseil Municipal le 26 décembre.
- « Nous apprenons avec tristesse la mort de Carrat André, fils unique de Mme Carrat. Lors de la bataille de Toulon, faisant partie d'un groupe de parachutistes, il se battit avec ses camarades, mais, à court de munitions, ils furent tués par les Allemands. »

<u> 1945</u>

CLV 15 - Samedi 6 janvier 1945

- « Le drame de Murinais », long récit de l'incendie du château de Murinais, en date du 15 décembre 1943.
- Distribution de charbon, à raison de 50 kilos par ménage et 50 kilos supplémentaires pour les ménages ayant un enfant de moins de 2 ans.

Evènement - 12 janvier 1945

- La poète Claude Chardon publie (date du dépôt légal) un recueil de poèmes intitulé « Aux armes, citoyens - 1939-1944 », aux Editions des Cahiers de l'Alpe. Cet ouvrage rassemble une soixantaine de textes datés et écrits tout au long des années de guerre.

CLV 16 - Samedi 13 janvier 1945

- « La mairie a offert un goûter aux petits réfugiés allocataires de Saint-Marcellin dans les locaux de l'école supérieure ».
- « Grenoble, Cour de Justice : Henri Penet, 30 ans, garagiste à Saint-Marcellin, SOL, puis milicien, a démissionné en novembre 1943. Est condamné à un an de prison, 20 000 francs d'amende et à l'indignité nationale à vie. La cour a du tenir compte de ce que le milicien Penet a été grièvement blessé par ses amis ». (Jugement consultable aux AD38-7073W3-Faits amnistiés en date du 1^{er} avril 1952)
- Appel est lancé pour le Colis des Combattants.
- Restriction de la consommation d'électricité en Rhône-Alpes, à 20kWh par personne.

Le Monde – 17 janvier 1945

- « La cour de justice de Grenoble a jugé un directeur du S. T. O., Paul Chevalier, arrêté par la Milice en mars 1944 et emprisonné ensuite pendant trois mois par les Allemands, auxquels il était accusé d'avoir donné des renseignements. Ces renseignements étaient faux, et Chevalier, qui avait réussi à mettre à l'abri du service obligatoire des centaines de jeunes gens de la région, a été acquitté. »

CLV 17 - Samedi 20 janvier 1945

- M. Georges Dorly se retire de la vie publique. Hommage lui est rendu par le journal.

CLV 18 – Samedi 27 janvier 1945

- Vendredi 19 janvier s'est tenu à l'Eden, une conférence de M. Alain Balkiri, diplômé d'études supérieures de lettres, sur le thème de « La trahison du Maréchal Pétain ».
 Des remerciements sont adressés à M. Bouthéon qui a gracieusement mis à disposition la salle de cinéma.
- La Maison de la Jeunesse, 65 Grande Rue, est ouverte à tous les jeunes, garçons et filles, le samedi de 16 h à 19 h 30 et le dimanche de 16 h à 22 h. Ping-pong et autres jeux.

Evènement – 27 janvier 1945

- Les Russes libèrent le camp de concentration d'Auschwitz.

CLV 19 – Samedi 3 février 1945 – Service religieux à l'église pour André Carrat, sergent, tombé pour la libération de Toulon, le 22 août 1944.

CLV 22 - Samedi 24 février 1945

- « Nous apprenons avec tristesse la mort de notre jeune camarade Joseph Bossand, dont les parents habitent au Faubourg Vinay. Mort le 4 février 1945, près de Wittisheim, Bas-Rhin, lorsqu'avec d'autres, ils tombèrent sous le feu d'un canon antichar automoteur qui tira des obus. Il repose au cimetière de Mulhouse ».

CLV 23 - Samedi 3 mars 1945

- François de Campeau, chef de la milice de Voiron, est condamné à mort par la Cour de Justice de l'Isère.
- Claude Chardon publie un livre de poèmes aux Cahiers de l'Alpe : « Aux Armes, Citoyens » (dépôt légal du 12 janvier 1945).

Evènement – 10 mars 1945

- Bombardement de Tokyo par les Américains : 95 000 morts.

CLV 26 - Samedi 24 mars 1945

– Conseil Municipal du 19 mars, rejette la demande d'acquisition de terrain, rue des Recollets, présentée par le Secrétariat Général de la Jeunesse.

Résistance - 30 mars 1945

– Décès de Jean Baillet. En captivité à Dachau-Kempten, il décède dans les bras de Louis Terrenoire, futur ministre, lequel avec trois camarades gaullistes et chrétiens, accompagnés d'un SS, va enterrer sa dépouille dans un coin perdu à environ 5 km du camp. Sa misérable dernière demeure reste inconnue.

CLV 27 - Samedi 31 mars 1945

- Le premier Saint-Marcellinois libéré par les Russes : après 56 mois de captivité en Prusse-Orientale, au stalag I.B., Louis Barbarin vient de rentrer dans sa famille.
- Funérailles de Madame Carrier, Marcelle Feugier, le mercredi 28 mars.
- « Nos F.F.I. Nous relevons avec plaisir les cotations suivantes concernant nos jeunes des « Chambaran ». Le Colonel Gardet, Commandant de la 2ème Brigade Française Libre cite à l'Ordre de la Brigade : Auguste Hugouvieux, Sergent-Chef, Georges Bourg, Caporal, Georges Cerutti, 2ème classe, Julien Bordiaux, 2ème classe, André Thomasset, 2ème classe. »

Préfecture de l'Isère – 7 avril 1945

– Dans le cadre du « Mémorial de l'oppression », le Service de Recherche des Crimes de Guerre adresse un courrier aux maires, leur demandant, en extrême urgence, de faire parvenir un bilan des actions des troupes d'occupation sur leur commune. Jean Rojat, maire de Saint-Marcellin (désigné par l'Administration Provisoire), le remplit le 2 août 1945 et déclare 50 personnes déportées, aucun viol, quatre meurtres, 6 immeubles partiellement détruits. (AD 38 13R982)

CLV 28 - Samedi 7 avril 1945

- M. Gloriès est arrivé à Saint-Marcellin jeudi à 17 h. Une délégation du Conseil Municipal et de nombreux Saint-Marcellinois ont tenu à faire une réception au nouveau libéré à sa descente de train.
- Plainte sera déposée contre ceux qui déchirent les affiches du Cinéma Eden.

Evènement - 11 avril 1945

- Les troupes américaines libèrent le camp de concentration de Buchenwald.

CLV 29 - Samedi 14 avril 1945

- « Mise au point : le sergent-chef François Auguste, ancien Garde des Communications de Saint-Marcellin, détenu à Valence entre le 8 septembre 1944 et le 27 mars 1945 sur dénonciations, a été acquitté le 22 mars 1945 par la Cour de Justice de la Drôme, et réhabilité. N'ayant jamais été milicien, il est décidé à attaquer pour diffamation toute personne continuant à vouloir salir son nom ».

Evènement – 20 avril 1945 – La Cour de Justice de l'Isère condamne, par contumace, René Louis Eugène Claud, âgé de 41 ans, secrétaire de mairie, domicilié à Vinay (dernier domicile connu), à la peine de mort, à la dégradation nationale à vie et à la confiscation de la totalité de ses biens personnels, pour avoir entretenu, en temps de guerre, des intelligences avec une puissance étrangère ou avec ses agents. (AD38-7073W3)

CLV 30 - Samedi 21 avril 1945

- Le 18 avril s'est tenue à l'Eden une soirée « France-URSS » animée par Mme Roux.

CLV 31 - Samedi 28 avril 1945

– Numéro spécial consacré aux élections municipales dans tout le canton, avec publication des listes candidates.

Evènement - 30 avril 1945

- Hitler se suicide dans son bunker de Berlin.

Evènement – 7 mai 1945 – A Reims, l'Allemagne signe, sans condition, la reddition de son armée. La cessation des combats est fixée au 8 mai 1945, à partir de 23 h 01. En raison de divergences entre les Alliés et les Russes, une nouvelle signature est programmée à Berlin le 8 mai. Le maréchal Keitel, signataire pour l'Allemagne, demande qu'une clause de délai de 12 heures soit accordée afin que toutes les troupes reçoivent effectivement l'ordre de cessez-le-feu. Cette clause n'est accordée que verbalement, mais le retard pris fait que le document de Berlin n'entre en vigueur qu'après la cessation des combats fixée à Reims, ... et nous sommes le 9 mai.(42)

Evènement – 8 mai 1945

- La Cour de Justice de l'Isère condamne à mort, par contumace, Jean Barbier, collaborateur de la Gestapo de Grenoble. Jean Barbier, bien que né en 1920 à Marseille par suite de déplacement familial, est originaire de Saint-Hilaire-du-Rosier où son père exerce l'activité d'agent d'assurances. (43)

CLV 33 - Samedi 12 mai 1945

- Editorial : « Morte la bête ... ».
- « Saint-Marcellin a participé a l'enthousiasme de la France, à l'annonce de la victoire. Dès lundi soir, la ville montrait une impatience légitime dans l'attente de la déclaration du Général de Gaulle. Mardi à 15 h, toute la population était réunie sur la place d'Armes. Après l'audition du discours du Général, la Lyre fit entendre la Marseillaise reprise en chœur. Des discours furent prononcés du haut du balcon de l'hôtel de ville. Le soir, deux grands bals populaires entretinrent l'animation jusqu'au matin. Mercredi, la population assista au défilé du bataillon de Chambarand. Le soir, bal à la salle des fêtes. Jeudi, grande animation. En résumé, Saint-Marcellin a fêté dignement la victoire ».

- M. Denat, coiffeur à Saint-Marcellin, fait savoir qu'il n'a jamais été, ni milicien, ni PPF (44).
- Article sur la visite des camps de concentration par Eisenhower.
- Prisonniers saint-marcellinois de retour : Jacob Aimé, Veyret Alfred, Chaptinel Joseph, Callet-Ravat Joseph, Prat Georges.
- Déportés du 27 juillet de retour : Bernezet Roland, Fayolle Maurice, Fullana Raymond.

Evènement - 13 mai 1945

-Le Conseil Municipal de Saint-Marcellin est élu à l'issue du second tour des élections. Il sera installé le 18 mai 1945 et désignera Ferdinand Brun pour maire.

CLV 34 - Samedi 17 mai 1945

- « Jean Baillet est mort. Ayant comme pseudo « Lesquin », il fut arrêté à Grenoble, à l'hôtel où, contre toute prudence, il pénétrait pour la troisième fois afin de sauver les archives des FUJ (45), par la police lyonnaise, et j'insiste, c'est par des français, aux ordres d'un Maréchal de France, que cet enfant de 18 ans a été livré à la canaille allemande. Transféré à la forteresse Saint-Paul à Lyon, il est déporté en juillet dernier à Dachau. Robuste, il part avec quelques camarades au commando de Kempten. C'est là, qu'épuisé, l'agonie commence. Jean Baillet s'éteint le 1º avril 1945... ». Signé Raymond Gaudet, membre du CCLN (46).
- Anniversaire de l'assassinat de Jean Rony et de « Léon » (Camille Monnier).

Vinay CM - 18 mai 1945

- Par suite des élections municipales des 29 avril et 13 mai 1945,il est procédé à l'élection du maire, Joseph Carlin et des adjoints Blain (1^{er}) , Thibaud-Gaillard (second) et Chevallier (troisième).

Evènement – 24 mai 1945

- Conseil Municipal. Le maire fait connaître au Conseil Municipal qu'il y a lieu de décider si la ville de Saint-Marcellin continue à s'occuper de la commune de Vieux-lès-Asfeld qui avait été adoptée par le canton de Saint-Marcellin en 1942. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de continuer à secourir cette commune dans la mesure de ses moyens, vote une deuxième subvention de 15 000 francs et charge la commission des fêtes d'organiser une fête en faveur de cette commune.
- Le Conseil Municipal décide de nommer rue Jean Baillet l'actuelle rue de Chevrières.
- Le Conseil Municipal vote une motion de confiance au Général De Gaulle « pour l'œuvre immense qu'il a accomplie en libérant notre territoire ».

CLV 35 - Samedi 26 mai 1945

- Une somme de 1 000 francs a été versée à l'Entraide Française par Mlle Seigner, pour se racheter d'une condamnation qu'elle avait fait octroyer à M. Alexandre Féline, agent d'assurance, de 3 mois de prison et 1 000 francs d'amende, pour des réflexions soi-disant anti-collaborationnistes, à la date du 17 mai 1941. L'arrêt a été rapporté par le Tribunal de Grenoble à la date du 28 décembre 1944.
- L'anniversaire de l'assassinat de Jean Rony et de Camille Monnier (« Léon ») sera célébré mardi 29 mai.
- Lettre de protestation des colistiers de la liste dite « Liste contre la Résistance », dont il contestent l'appellation qui leur est attribuée.
- Le Conseil Municipal, désigne Ferdinand Brun comme maire et MM. Nouvel, Picard, Blay et Bottu comme adjoints.
- Un article nous apprend la fuite de miliciens en Allemagne, par un convoi de 50 voitures parti de Vichy le 25 août 1944 au matin.

CLV 36 - Samedi 2 juin 1945

- Retour des prisonniers et déportés : Fayard, Rozand, Callet, J. Bonne, Bret, Bagriot, Clément, Dieudonné, Fillet, Girin, Serve, Manin, Hérino.

Déportés politiques et STO: Méry, Dufieux, Lacarin, Dufour, Dumas, Charpeney, Inard, Isabel, Courcier, Barthelon, Janiwesky, Détroyat, Perrier, Mayoussier, Ferrier, Nabot, Robin, Marion, Bianchin, Chardon, Faurie, Bertrand, Gauthier, Germain, Muzelier, Martinet, Soubiaz, Massano, Del Guerra, Rémon.

- Mme Emile Peysson, veuve de guerre, surprise des bruits tendancieux colportés sur sa conduite par de méchantes gens, prévient ces diffamateurs qu'elle les poursuivra en justice.
- La ville de Saint-Marcellin décide de donner le nom de Jean Baillet à la rue de Chevrières et de sceller une plaque commémorative sur la maison qu'il y habitait. La cérémonie aura lieu dimanche 3 juin à 11 h.
- Malgré la pluie, une foule nombreuse a rendu hommage à la mémoire de Jean Rony et du lieutenant radio Camille Monnier, à l'occasion de l'anniversaire de leur mort.

CLV 37 - Samedi 9 juin 1945

- Compte-rendu de la cérémonie d'inauguration de la plaque commémorative rue Jean Baillet.
- « Le jeune Labeaume Marcel, croix de guerre 1939-40, déporté par les allemands en juillet 1944, est mort à l'hôpital de Mainau, en Allemagne, le 22 mai 1945. Il avait été détenu au camp de Dachau. Nous adressons nos condoléances à M. Joseph Labeaume et sa famille ».

Evènement – du 4 au 15 juin 1945

- Opération d'épuration monétaire par échange nominatif des billets de banque et recensement des bons du trésor en circulation.
- 1^{er} objectif : enlever toute valeur aux milliards emportés par les allemands et placés dans certains pays neutres comme l'Espagne, le Portugal ou la Suisse.

2ème objectif : évaluer la fortune des français afin d'établir l'assiette fiscale du futur impôt.

3ème objectif : imposer aux français de déposer leur argent liquide sur des comptes bancaires.

Au bilan, une partie des billets ne remontera pas à la Banque de France (marché noir, argent volé, destruction, ...)(47)

CLV 38 - Samedi 16 juin 1945

- Mort de Marcel Dumas, instituteur de 48 ans. La population, la mairie et diverses associations lui ont fait des funérailles dignes de lui. M. Louis Lemaire, au nom de la Résistance, témoigne de la confiance que Victor Carrier et tous les principaux résistants avaient en Dumas.

CLV 40 – Samedi 30 juin 1945

- Appel à restituer les pistolets et revolvers.
- Louis Lemaire devient gérant du « Cri de la Vallée » (36)

Conseil Municipal – 2 juillet 1945

- « Le maire fait connaître qu'il est urgent de procéder aux réparations nécessaires pour remédier aux dégâts causés par le bombardement allemand aux immeubles suivants : local et pont à bascule, groupe scolaire, Hôtel de Ville, poste des Sapeurs-Pompiers, hospice. (...) Le conseil municipal dit que M.

Mathieu, architecte, sera chargé de faire exécuter les travaux. Et charge le maire de demander une participation financière à l'État pour aider la ville à couvrir les dépenses qui en résulteront. »

CLV 41 – Samedi 7 juillet 1945

- Le 24 juin a eu lieu dans la salle de la mairie, un vin d'honneur pour les prisonniers et déportés, offert par la Croix-Rouge.

CLV 42 - Samedi 14 juillet 1945

- Formation d'une Association des déportés saint-marcellinois. Bureau provisoire : président : Raymond Méry, secrétaire : Raymond Patel, trésorier : René Robin, présidente d'honneur : Mme Baillet.
- Avis de messe pour Henri Fusillier, François Rizzon, Bruno Perotto, Maurice Ebran, Emile Peysson, morts au maquis de Vassieux, le 21 juillet 1944. Le service sera célébré le 21 juillet 1945 à l'église.

CLV 43 - Samedi 21 juillet 1945

- Petite annonce : « Les usines Morel, à La Sône, embauchent ».

CLV 44 - Samedi 28 juillet 1945

- Ce numéro n'a qu'une seule page par suite d'un retard dans la livraison du papier.
- Bureau définitif de l'Association des déportés saint-marcellinois. Présidente d'honneur : Mme Baillet, présidente : Raymond Méry, vice-président : René Lafore, secrétaire : Raymond Patel, adjoint : Clément Jardin, trésorier : René Robin, adjoint : Paul Bonnet, membres : André Dufieux, Fernand Courcier, Henri Buisson.
- Distribution des titres d'alimentation, le 30 juillet pour les noms commençant par A à D, le 31 juillet, de E à M et le 1^{er} août, de N à Z.

CLV 45 - Samedi 4 août 1945

- Fermeture annuelle du journal du 11 au 23 août 1945.
- Distribution des cartes de savon.
- Inscription pour les pommes de terre de consommation.

Evènement - Dimanche 5 août 1945

- La Rosière 1945 est Bernadette Tardat.

Evènement - 6 août 1945

- Les Américains lâche une bombe atomique sur Hiroshima.

Evènement - 9 août 1945

- Une seconde bombe atomique est lâchée par les Américains sur Nagasaki. Les évaluations quant au nombre de victimes de ces deux bombardements oscillent entre 100 000 et 220 000 morts immédiats.

CLV 46 - Samedi 11 août 1945

- Service anniversaire à l'église pour Mme Ausset née Gautié, MM. Octave Glénat, Albert Passard, Gabriel Bossan, Georges Marandel, morts le 22 août 1944 lors du bombardement.
- Attribution de la Croix de Guerre avec Etoile d'Argent à Pierre Baboulin, souslieutenant au 27° BCA pour « esprit de décision et mépris du danger » lors des combats du 24 août à Saint-Pierre-d'Albigny.

Brigade de Gendarmerie Nationale de Saint-Marcellin – 13 août 1945

- Procès-verbal de renseignements sur des déportés en Allemagne, pris au cours d'une rafle à Saint-Marcellin. Ce document est rédigé par le gendarme Mauduech Fernand, en réponse à une demande du préfet de l'Isère en date du 2 août 1945, en vue d'examiner les circonstances dans lesquelles 50 personnes de Saint-Marcellin auraient été déportées par les Allemands. Le témoin interrogé est M. Pellat Henri, secrétaire général à la mairie de Saint-Marcellin. « Le 26 juillet 1944 (en fait le 21), les Allemands ont été attaqués par le Maquis au pont de Sarreloup... Au cours de cette bagarre, un officier supérieur allemand a du être tué, et un deuxième blessé. Le lendemain, c'est à dire le 27, ils sont venus à Saint-Marcellin, ont cerné la ville et, par représailles, ont raflé 34 hommes qu'ils ont emmenés en Allemagne. Toutes ces personnes son revenues. » (AD 38 13R982)(en fait 36 hommes)(voir 13 février 1942, en ce qui concerne Pellat Henri)

Préfecture de l'Isère - 17 août 1945

– A une lettre (document non connu) du préfet de l'Isère, en date du 11 août 1945, le maire de Saint-Marcellin répond et communique la liste des « déportés politiques » de Saint-Marcellin (Bonnet Paul, Lafore René, Jardin Clément, Baillet Jean, Gougne Gabriel et Labeaume Marcel), et la liste des déportés suite à la rafle du 27 juillet 1944, liste constituée de 36 noms, ainsi que les actes de décès de quatre personnes tuées par les Allemands (Rony Jean, Ailloud, Docteur Victor Carrier, et 1 inconnu (qui est Camille Monnier)). Le document, apparemment rédigé par l'Adjoint Délégué, ne porte pas de signature. (AD 38 13R982)

CLV 50 - 15 septembre 1945

- Association des Prisonniers de Guerre, nouveau bureau. Président : N. Clément, vice-président : L. Barbarin, trésorier : C. Bret, secrétaire : A. Rozand.
- Compte-rendu de la cérémonie d'inauguration du monument à la mémoire de Léa Blain à Chatte, le 9 septembre. (**34**)

CLV 51 – Samedi 22 septembre 1945

- Compte-rendu de l'Oeuvre du Colis du Prisonnier pendant la guerre. Créée en octobre 1939 par l'UMAC. 4278 colis gratuits expédiés en Allemagne. Au 38 août 1945, l'avoir en caisse est de 44 942 francs. A chacun des 43 prisonniers rapatriés, il a été attribué 1000 francs. Le reliquat a été donné à une œuvre.
- Clôture de l'échange Points Textiles en Ain, Doubs, Isère, Jura, Savoie, Haute-Savoie le samedi 29 septembre.

CLV 52 - 29 septembre 1945

- Une seule page.
- Recensement de **tous** les militaires en urgence à la Mairie.

Evènement - Début octobre 1945

- Françoise Quoirez (future Sagan) et sa famille, Monique Serf (future Barbara) et sa famille quittent Saint-Marcellin et s'en retournent sur Paris. Suzanne Quoirez, sœur aînée de Françoise se mariera à Saint-Marcellin en 1946. Françoise Quoirez reviendra souvent à Saint-Marcellin, y compris lorsque devenue SAGAN. Quant à Monique Serf, il est acquis qu'elle revient à Saint-Marcellin en août 1947, puis, brièvement, en 1968 et en 1978.

Evènement - 5 octobre 1945

- un décret publié le 5 octobre 1945 dans le JORF, « rapporte » le décret publié le 21 février 1940 et restitue ainsi la nationalité française à Maurice Thorez.

CLV 53 - Samedi 6 octobre 1945

- « Le Cri de la Vallée » devient l'organe du MNL seul (13), le Front National s'en retire.
- Publicité pour « Le Dauphiné Libéré », organe de la Démocratie et du Socialisme, « le Libre Journal des Hommes Libres ».

CLV 54 - Samedi 13 octobre 1945

- Lors de la dernière réunion, le Comité d'Entraide a rendu compte de son activité et a prononcé sa dissolution. A cette occasion, les déportés de Saint-Marcellin adressent leurs remerciements à toutes les personnes qui leur sont venues en aide au moment de leur retour, et en particulier à Mme Baillet qui assumait la lourde charge du Comité d'Entraide.
- Le Centre d'Apprentissage de la CGE est rouvert. Age d'admission : 14 ans. Etudes durant 3 ans, spécialités : ajusteur-mécanicien et électricien. La capacité du Centre est de 20 élèves. Le début de l'année scolaire est fixée au 8 octobre.

CLV 56 - Samedi 29 octobre 1945

- Restrictions sur l'électricité pour la Région Rhône-Alpes.
- Le Conseil des Ministres décide que le 11 novembre sera commémoré le souvenir des combattants morts dans les deux guerres de 1914-18 et de 1939-45.
- Guy Eclache, chef grenoblois des Waffen SS, a été fusillé samedi 20 octobre au terrain des Sablons.
- Justin Contamin, l'Eclache de Vienne, est condamné à mort par la Cour de Justice de l'Isère. (Employé comme nom commun, « Eclache » fait référence à Guy Eclache, membre de la police grenobloise, entre septembre 1943 et août 1944, collaborateur nazi engagé dans la Waffen SS, auteur de dizaines d'assassinats. Il a été exécuté à Grenoble le 20 octobre 1945).
- La semaine prochaine, l'Eden projettera « Arc-en-ciel », chef-d'œuvre de la production de l'URSS, qui nous fera connaître l'art cinématographique, les mœurs et la vie dans un pays qui est un grand inconnu pour beaucoup d'entre nous.

CLV 58 - Samedi 10 novembre 1945

– Restrictions à la consommation depuis le 1er octobre : interdiction du chauffage sauf la nuit de 22 h à 6 h, interdiction de l'éclairage des vitrines, interdiction pour les cafés, restaurants de l'usage de l'électricité après la fermeture, restriction de consommation pour les particuliers à 20 kWh par personne et par mois.

Archives Municipales Saint-Marcellin – novembre 1945

(740 000 soldats allemands, y compris SS, furent retenus prisonniers en France, à partir de juin 1944 et jusqu'en décembre 1948). Un document conservé en Archives Municipales de Saint-Marcellin (6W31) dresse la liste nominative, au 13 novembre 1945, des employeurs de 23 prisonniers de guerre allemands (PGA), plâtrier, pépiniériste, menuisier, scierie, encadreur, maçon, agriculteur, ... Un autre document intitulé « Kommando de PGA » (sic) liste nominativement les employeurs et les prisonniers placés chez eux au 13 janvier 1948 (14 prisonniers, dont 1 à la mairie) et au 23 janvier 1948 (12 prisonniers). Ce document précise que, par ailleurs, 8 PGA sont « en extérieur ».

Evènement – 13 novembre 1945

Le général de Gaulle est élu Président du Gouvernement, gouvernement qu'il constitue le 21 novembre 1945.

Préfecture - 23 novembre 1945

– Tableau des victimes de la guerre établi, sur demande du préfet Reynier, par le maire Ferdinand Brun. Nombre d'habitants, 4258; Nombre de soldats tués ou disparus 1939-1940, 12; nombre de civils fusillés ou tués par les troupes d'occupation, 4 hommes; nombre total de déportés, 44; nombre de STO, 14; nombre d'hommes rentrés, 55; nombre d'hommes morts en captivité, 3; nombre de femmes et enfants, 0; nombre de FFI tués ou disparus au maquis, 7.

CLV 60 - Samedi 24 novembre 1945

Composition du 1^{er} Gouvernement de la IV^o République. Président : Général De Gaulle, Armées : Michelet (MRP), Armement : Tillon (PCF), Justice : Teitgen (MRP), Intérieur : Tixier (SFIO), Education Nationale : Billoux (PCF), Production Industrielle : Paul (PCF), Agriculture : Tanguy-Prigent (SFIO), Colonies : Soustelle (UDSR), Reconstruction et Urbanisme : Dautry.

CLV 62 - 8 décembre 1945

- Le Monument de Beauvoir sera inauguré le 16 décembre 1945, en mémoire de l'exécution de 19 patriotes fusillés en ce lieu le 26 juillet 1944.

CLV 63 - Samedi 15 décembre 1945

– Des cars sont mis en place afin de faire l'aller-Retour à Beauvoir lors de l'inauguration du Monument aux fusillés de Juillet 1944.

CLV 64 - Samedi 22 décembre 1945

- Seconde distribution de charbon.
- Compte-rendu de l'inauguration du Monument de Beauvoir.

Comité Départemental d'Histoire de l'Occupation et de la Libération

– Cette structure, créée en 1945, s'est chargée de rassembler un maximum d'informations et de témoignages sur la période 1940-1945. Un document imprimé, signé de l'archiviste départemental Avezou et de l'inspecteur d'académie Richand, sans destinataire identifié, comporte une série de questions relatives à l'occupation et à la Libération. Les réponses, écrites à la plume et à l'encre violette, ne sont pas signées.

On y relève:

- Y a-t-il eu occupation de la ville de Saint-Marcellin par les Allemands ?

Oui, du 1 au 4 juillet 1940.

- Après le 6 juin 1944, l'occupant s'est-il livré à des sévices, des actes de répression,

Oui, rafle du 27 juillet 1944, avec pillage de la Maison de Nouveautés Rojat (deux millions en fourrure) et sac de la Bijouterie Merit. Bombardement du 22 août 1944.

- Y a-t-il eu des organisations locales de résistance ?

Oui ; Combat, Libération, Franc-Tireur, FTP, AS, journaux et tracts de propagande.

- Quelles ont été les réactions face au STO ?

Peu favorables au début, 15 à 20 départs, aucun départ par la suite, plus de 100 réfractaires. Seulement trois départs volontaires : Castelbon, Pommelle, Debianne.

- La commune a-t-elle été le cadre de sabotages opérés par les résistants ?

Oui, surtout la voie ferrée Valence-Grenoble où le trafic est resté interrompu pendant deux mois après le sabotage du viaduc de Romans.

- Des jeunes gens de la commune ont-ils pris le maquis ? Combien ?

Oui, une cinquantaine. Une quinzaine ont formé le groupe-franc de Saint-Marcellin au début de juillet 1944.

- Quelle était l'opinion de la population sur le maquis ?

Assez variable, majorité favorable au maquis.

- Combien y a-t-il eu de prisonniers de guerre dans la commune ?

48

Y a t-il eu des déportés politiques ?
 Oui, deux ; Jean Baillet et Paul Lambert

- Combien d'évadés ?

Trois: Austruy, Chorier, Terpan

- Les différents fonds des archives communales renferment-ils des pièces se rapportant à cette période ?

Non

(AD 38 13R1045)

1946

CLV 66 - Samedi 5 janvier 1946

– Arbre de Noël organisé par la section des Prisonniers de Saint-Marcellin-Saint-Sauveur, à l'Hôtel Guttin.

Evènement - 18 janvier 1946

- Francis André, dit « Gueule tordue », auteur de nombreux assassinats, dont celui de Victor Carrier, est condamné à mort par la Cour de Justice de Lyon.

CLV 68 - Samedi 19 janvier 1946

– Jugement du Tribunal Correctionnel de Saint-Marcellin (en date du 4 janvier) entre Jean Austruy + Pierre Chorier + Association Départementale des Prisonniers de Guerre de l'Isère, contre Gabriel Charpenay, pour diffamation, pour avoir dit publiquement « Vous êtes juste bons à rouler avec l'essence des prisonniers et à vous remplir les poches ». Charpenay est condamné.

CLV 72 - Samedi 16 février 1946

– Editorial consacré au souvenir de février 1934 : échec de la tentative fasciste du 6 février, riposte populaire à Paris le 12 février, instauration de la dictature Dollfuss en Autriche.

Evènement - 9 mars 1946

- « Gueule tordue » est fusillé à Lyon, après avoir refusé tout recours en grâce.

CLV 80 - Samedi 13 avril 1946 (page unique)

- « Avis aux auditeurs de la radio : l'Inspecteur de la Radiodiffusion recevra en mairie les auditeurs en possession de postes non déclarés, les auditeurs ayant changé de domicile sans avoir déclaré leur novelle adresse, les auditeurs qui ont remis en service leur appareil après en avoir obtenu leur résiliation. Toute omission de déclaration sera sanctionnée d'une amende de 1500 francs ».

CLV 81 – Samedi 20 avril 1946 (page unique par suite du retard dans la livraison de papier.)

Vinay CM - 23 avril 1946

- Sur sollicitation du Comité Directeur Départemental de France-URSS, le Conseil Municipal décide de donner le nom de Rue Stalingrad à une voie de la Ville.

CLV 82 - Samedi 27 avril 1946

- Le journal appelle à voter OUI au Référendum Constitutionnel du 5 mai 1946.

CLV 84 - Samedi 11 mai 1946

- Appel pour l'érection d'un monument du souvenir à Malleval, en concertation avec les maires des cantons de Vinay, Saint-Marcellin, Tullins et Pont-en-Royans.
- Prochaine projection du film « Vive la Liberté » à l'Eden, film relatant la Résistance et le Maquis du Vercors.

CLV 88 - Samedi 8 juin 1946

- Distribution de vêtements pour les déportés de Saint-Marcellin et du canton.
- La Médaille de la Résistance est décernée, à titre posthume, à Jean Rony et Jean Baillet. (Par décrets du 24 avril 1946 pour Jean Rony, du 25 avril 1946 pour Jean Baillet, décrets publiés au JO du 17 mai 1946).

CLV 89 - Samedi 15 juin 1946

- Compte-rendu du Conseil Municipal du 7 juin, présidé par M. Brun.
- Le maire soumet au Conseil Municipal plusieurs projets du sculpteur Tajana, consistant en l'adjonction d'un motif au monument aux morts pour rappeler le souvenir des victimes de 1939-1944. Le conseil fixe son choix sur l'un des motifs.
- Le maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir désigner l'emplacement sur lequel sera érigé le monument à la mémoire du Dr Carrier. Trois emplacements sont proposés : 1) au Champ de Mars, à la place du jet d'eau, 2) dans l'allée centrale du Jardin de Ville, 3) dans la pelouse du Jardin de Ville. Le choix du Conseil se porte sur la pelouse du Jardin de Ville.

Témoignage - Dans ses Mémoires, Françoise Sagan dit avoir découvert les camps de concentration nazis et leurs charniers, par les films d'actualités, lors d'une séance de cinéma, à l'Eden de Saint-Marcellin, alors qu'était projeté « L'Incendie de Chicago ». Ce film, produit par Henry King en 1938, a été projeté samedi 15 et dimanche 16 juin 1946.

CLV 90 - Samedi 22 juin 1946

 Constitution de « La Coloniale », amicale et mutuelle des Coloniaux et anciens coloniaux – Section de Saint-Marcellin. Président : Commandant Baboulin, Viceprésident ; Capitaine Vallier, Secrétaire-Trésorier : Germain Serve, Assesseurs : Mme Michaz, MM Boiron, Roussin, Rey.

CLV 92 - Samedi 6 juillet 1946

- Editorial de Gaston Defferre « Le problème des salaires ».
- Inauguration à Tullins du buste du Docteur Valois, le 7 juillet.

CLV 94 - Samedi 20 juillet 1946

– Texte annonçant la formation d'un Comité présidé par Yves Farge, Ministre du Ravitaillement, afin de créer deux cimetières nationaux à Saint-Nizier et à Vassieux pour les victimes des combats du Vercors.

CLV 95 - Samedi 27 juillet 1946

- Assemblée Générale de l'Association des Prisonniers de Guerre du canton de Saint-Marcellin. Le Président est M. Clément.

Evènement - Dimanche 4 août 1946

- La Rosière 1946 est Monique Fusillier.

CLV 98 - Samedi 24 août 1946

– Constitution d'une bibliothèque de la jeunesse, ayant pour but de lui faire connaître les œuvres politiques des plus éminents penseurs français et étrangers, pour l'éducation politique de la jeunesse.

Conseil Municipal du 12 septembre 1946

– Le Conseil Municipal arrête la liste des victimes civiles ou militaires de la guerre de 1939-1945 dont les noms seront inscrits sur le monument aux morts . (Certains noms ont été omis, soit par négligence, soit par choix).

CLV 102 – Samedi 21 septembre 1946

- Le journal reprend l'information relative à l'inscription des noms des victimes de la guerre à inscrire sur le Monument aux Morts.
- Le Commandant Baboulin n'est plus Président de la Coloniale.

CLV 103 - Samedi 28 septembre 1946

- Communiqué : « L'imprimerie Cluze cessera d'imprimer « Le Cri de la Vallée » avec le numéro de ce jour ».

CLV 104 - Samedi 5 octobre 1946

- Changement de mise en page du journal.
- Le Gérant est Louis Lemaire. (48)
- Le journal est désormais imprimé par l'imprimerie Gillet et Rodon. L'imprimerie Cluze s'est refusée à transmettre la liste des abonnés au journal.
- Une quête est ouverte pour l'érection du Monument aux Morts.

CLV 107 - Samedi 26 octobre 1946

- Conseil Municipal le 22 octobre.
- La ration de sucre des catégories J1, J2 et J3 est portée de 750 g à 1 kg à partir du 1^{er} novembre.

CLV 108 – Samedi 2 novembre 1946 – « Pour la première fois, une photographie de « La Coloniale » avec les autorités, lors des Grandes Fêtes de La Coloniale sous la présidence du Docteur Louis Bonne fils qui sut mettre en valeur l'œuvre réalisée dans l'Empire ».

CLV 109 - Samedi 9 novembre 1946

- Par suite de l'augmentation du prix du papier et des salaires, le journal sera vendu à dater du 9 novembre, 3 francs au lieu de 2 francs.
- Le ticket M-J sur la carte textile de la catégorie M peut être utilisé pour l'achat de 1,50 m de toile cirée.

CLV 110 - Samedi 16 novembre 1946

- Résultat des élections du département de l'Isère (7 sièges): Hussel (SFIO),
 Grimaud (MRP), Terpend (MRP), Bonnet (MRP), Garavel (RG), Berlioz (PCF), Dufour (PCF).
- Détail du vote à Saint-Marcellin. Inscrits : 2585, Votants : 1799 (69,6%). Com.Int.= 12, PCF=485, SFIO=284, R.de G=301, MRP=697.
- Distribution de 100 g de Camembert, Montasio ou Port-Salut aux consommateurs en échange du ticket FM du mois d'octobre.
- 400 g de bananes fraîches pour les consommateurs E, J1, J2, J3 et V en échange du ticket SA de novembre.

CLV 111 - Samedi 23 novembre 1946

- Conseil de la République : élection du collège départemental le dimanche 24 novembre. Sur le canton de Saint-Marcellin 4 listes en présence : SFIO, PCF, Gauche Républicaine et MRP.
- Anniversaire de l'assassinat de Victor Carrier.
- « Ils ne sont pas oubliés » : deux saint-marcellinois déportés qui ne sont pas revenus :
- Paul Barrand, déporté à Neuengamme, puis embarqué à Lubeck sur un bateau que le nazis ont coulé.
- Marcel Feline, nommé sous-lieutenant du Génie en décembre 1943. Arrêté le 25 juillet 1944 et dirigé sur la Gestapo de Lyon. Son nom <u>aurait</u> été retrouvé sur une liste du camp de Dachau.
- 750 g de sucre pour les catégories M, C et V en janvier 1947, 250 g de chocolat pour les E, J1, J2, J3.
- Ration hebdomadaire de viande : 200 g en échange du ticket DM, sauf pour les J3 porté à 400 g.

CLV 113 – Samedi 7 décembre 1946

- Vendredi 29 novembre, cérémonie à Sillans afin de commémorer le 3° anniversaire de la mort de Victor Carrier.
- Distribution de savon, de confiserie pour les vieillards et les enfants, de vin et de farine.
- Ration de pain pour décembre : E= 125g J1= 250g, J2= 350g, J3= 375g, M,C et V= 300g.

CLV 114 - Samedi 14 décembre 1946

- Vente libre de chaussons en basane, de pantoufles et de galoches.
- Avis de création d'un Association pour la Mise en Valeur des Territoires Français d'Outre-Mer (AMVTO). Buts : avoir une vocation coloniale, travailler pour une France heureuse et prospère, se forger une situation importante et stable dans les territoires d'Outre-Mer en créant des Coopératives d'exploitation en commun.
- Ravitaillement : 200g de crème de gruyère pour les J2 et J3, matières grasses, sardines (200g pour les J3), bananes fraîches, vin.

CLV 116 - Samedi 28 décembre 1946

- distribution d'essence pour véhicules de tourisme et commerciales du 26 au 31 décembre.

- Par dérogation à l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1946, la consommation de viande dans les restaurants du département de l'Isère est autorisée le mardi 31 décembre, au repas du soir.
- Distribution de 400g d'oranges pour tous en échange du ticket SH de décembre.

Information

– Recensement de 1946 – Population de Saint-Marcellin : 4308 habitants, population de Vinay : 2628 habitants, population de Pont-en-Royans : 895 habitants, population de Roybon : 1337 habitants. (Source : Wikipedia).

1947

Le Mémorial de l'Isère 1 - Samedi 15 mars 1947

- N° 1, 1ère année, du « Mémorial de l'Isère ».
- Communiqué « Le Mémorial de l'Isère sera servi gratuitement à tous les anciens abonnés du « Journal de Saint-Marcellin » jusqu'à épuisement de leur abonnement dont l'échéance leur sera indiquée ».

Notes et références

- 1 JSM Journal de Saint-Marcellin Propriétaire-gérant : Henri Cluze en 1939. En 1942, Gérant André Ballouhey, Imprimerie Cluze. Le numéro en regard est le numéro d'ordre de l'hebdomadaire. Le dernier numéro publié est celui du 26 août 1944.
- **2** Le Secours National est dit « reconstitué », car il existe depuis le 4 août 1914. Cet organisme est en charge d'apporter de l'aide aux militaires, à leurs familles ainsi qu'aux populations civiles victimes, en épaulant les services sociaux.
- **3** LPD Le Petit Dauphinois N° 1 le 29 décembre 1878 Cesse de paraître le 10 août 1944, suspendu pour avoir continué à être publié pendant la Seconde Guerre mondiale. Il renaîtra sous le titre « Le Dauphiné Libéré » le 7 septembre 1945. Le numéro en regard est le numéro d'ordre du quotidien.
- **4** Travail de recensement des victimes saint-marcellinoises de la guerre de 1939-1945 effectué par Marc Ellenberger, membre de Groupe Rempart.
- **5** En juillet 1940, après l'armistice, les milliers de jeunes incorporés le mois précédent se retrouvent démobilisés et éparpillés en zone libre. Le ministre de la guerre charge le général Joseph de la Porte du Theil de les regrouper. Celui-ci propose la création de groupements de jeunesse qui auraient pour missions de leur apporter une formation morale et civique, s'appuyant sur un modèle faisant appel à la religion chrétienne et à l'engagement para-militaire, prônant les idées du maréchal Pétain. Le 31 juillet est signé par Pétain et Weygand le décret créant les « Chantiers de Jeunesse » placés sous l'autorité du ministre de la Famille et de la Jeunesse (donc une autorité civile et non militaire).
- 230 camps regroupés en 46 groupements sont ouverts à fin 1940, sur la métropole. Le 14 août est également créé « Jeunesse et Montagne », également placé sous le contrôle du même ministère.
- Le 8 janvier 1941, les Chantiers sont rattachés au secrétariat à l'instruction publique. Les stages obligatoires pour tous les jeunes citoyens passent de 6 mois à 8 mois et, dés juillet 1942, les jeunes de « race juive » en seront exclus.

En septembre 1943, les Allemands exigent que 30 000 jeunes des Chantiers soient envoyés en Allemagne dans le cadre du STO. Cette décision introduit une prise de conscience sur nombre de jeunes qui choisissent le maquis.

Ce qu'il advient du général de la Porte du Theil est représentatif de l'ambiguïté qui a présidé aux choix des Chantiers. Le 27 décembre 1943, le Allemands exigent son renvoi et le 4 janvier 1944, il est arrêté par la Gestapo et interné en Autriche. Il y sera libéré par la 1ère Armée Française le 4 mai 1945. Dès juin, une commission de la Haute Cour de Justice ouvre une instruction sur ses activités, mais un non-lieu est prononcé en novembre 1947.

En ce qui concerne les jeunes de la région de Saint-Marcellin, ils étaient envoyés à Artemare (Ain) où se tenait le Groupe N° 43, dénommé « Sidi-Brahim ». D'autres groupes ont existé dans notre région, le N° 9 à Monestier-de-Clermont, le N° 10 à Saint-Laurent-du-Pont, le N° 11 à Villard-de-Lans, le N° 1 à Saint-Martin-d'Uriage. La proximité des lieux d'installation de ces groupes a permis aux résistants et maquisards d'y effectuer de fréquents coups-de-main dans le but de s'approvisionner en vêtements, chaussures, nourriture, outils, ...

6 - L'homme est Wilhelm Münzenberg, âgé de 51 ans, né en 1889 dans une famille modeste de Thuringe, en Allemagne. Militant communiste, il crée l'Internationale Socialiste de la Jeunesse contre la 1ère guerre mondiale et rencontre Lénine. A partir de 1919, il agit en relation avec le Komintern. Elu député communiste au Reichstag en 1924, il développe ses capacités de propagandiste, ce qui lui permet de mobiliser artistes et intellectuels du monde entier : Hemingway, Gide, Malraux, Aragon,... au bénéfice du Secours Ouvrier International (SOI) qu'il a créé. En 1933, il démontre que l'incendie du Reichstag n'est pas de la responsabilité des communistes, mais bien une provocation d'Hitler et Goebbels. Münzenberg s'éloigne du communisme à l'occasion des procès de Moscou en 1936 et surtout du pacte germano-soviétique de 1939. Il dénonce Staline comme « un traître ». Réfugié en France, il est dirigé vers le Camp de Chambaran. Devant l'avancée des troupes allemandes, ce camp est évacué le 20 juin 1940, et Münzenberg saisi l'occasion pour s'évader. Le 17 octobre 1940, on retrouve un corps dans un bois de Montagne avec les papiers de Wilhem Münzenberg. Un bout de cordelette de 0,30 m est à son cou. Un autre bout d'une cordelette identique, de 1,20 m, est encore attaché à une branche d'arbre placée à 3,30 mètres de hauteur. (Rapport de gendarmerie de Saint-Marcellin du 18 octobre 1940 - AD38-6398W8). Le maire et la garde-champêtre de Montagne déclarent qu'il s'agit d'un suicide, ce que confirme le Docteur Victor Carrier en délivrant le permis d'inhumer. Mûnzenberg est enterré au cimetière de Montagne.

La cause de son décès est en discussion depuis cette date : suicide ou meurtre/assassinat ?

(Le débat est soutenu par l'Association Européenne Willy Münzenberg, dont le siège se trouve à Montagne. Mairie 262, Le Village, F-38160 MONTAGNE.)

- **7** Cette réunion clandestine est attestée par un témoignage publié dans « Trait d'Union », Magazine Municipal de Saint-Marcellin en date de décembre 2012 et par un communiqué publié le 18 novembre 1944 dans le « Cri de la Vallée » N° 8.
- **8** Paul Berret est né le 12 avril 1861 et décédé le 4 septembre 1943. Né à Paris, mais d'une famille établie à Saint-Marcellin (juges, avocats, huissiers, ..), il devint un grand professeur de lettres, passionné par le Dauphiné et par Victor Hugo. C'est lors de sa retraite, en 1926, qu'il revint dans sa maison du hameau de Vernas, à Saint-Vérand. https://www.masdubarret.com/?p=54
- **9** La loi du 29 décembre 1940, publiée au JO du 8 avril 1941, permet au Gouvernement de Vichy d'instaurer sa tutelle sur les associations sportives. Cette loi sera complétée d'un arrêté d'application en date du 26 mai 1941 dit « Charte des sports ». Ces documents instituent le Comité National des Sports comme intermédiaire obligatoire entre les associations et le pouvoir politique. Il est à noter que le Comité National des Sports a été créé en 1908 pour représenter les fédérations sportive auprès des pouvoirs, et ceci à l'initiative de l'Union des Sociétés Françaises de Sports Athlétiques.

La loi du 29 décembre 1940 sera abrogée par ordonnance du 2 octobre 1943, à l'initiative du Comité Français de Libération Nationale, depuis Alger, publiée le 7 octobre 1943. Cependant cette ordonnance ne sera rendue applicable que par

l'ordonnance du 9 août 1944. Quant à la « Charte de Sports » en elle-même, elle ne sera abrogée que par la loi du 16 juillet 1984.

Concernant le SMS, ce club sportif peut être considéré comme base d'un certain nombre de résistants. Outre son président, Victor Carrier, il est possible de citer les joueurs de rugby Albert Pellat-Finet (Café des Sports, siège du SMS de 1935 à 1941), de Marcel Larochaix (Grand Café, siège du SMS entre 1941 et 1944), Daniel Lamberton, ...

- 10 La guerre sur le front de l'Est dure près de quatre années. Elle est marquée par la prise de Kiev (1941), le siège de Léningrad, la bataille de Moscou (octobre 1941-janvier 1942), la bataille de Stalingrad qui fut la première défaite allemande et marqua le tournant de cette guerre (31 janvier et 2 février 1943), guerre qui se prolongea cependant jusqu'en 1945 par la prise de Berlin et la capitulation de l'Allemagne.
- 11 Un échange de courriers entre la Municipalité de Saint-Marcellin, l'autorité militaire (intendance) et le Commissariat Régional au Travail des Jeunes, concerne le prêt de matériels (essentiellement des couchages) effectué en août 1940 par l'armée à destination des militaires refoulés d'Alsace-Lorraine et hébergés à Saint-Marcellin. Ces matériels ayant été, ensuite, largement transférés vers le « Chantier de Travail des Jeunes ». (Archives Municipales de Saint-Marcellin 6W31)
- **12** Par décision du Conseil Municipal en date du 12 septembre 1946, le nom du sergent Emile Anne a été inscrit sur le Monument aux Morts de Saint-Marcellin.
- **13** Après la signature de l'<u>armistice du 22 juin 1940</u>, deux types de territoires ont été qualifiés de « **zone interdite** » en <u>France</u> :
 - la zone réservée, ou zone de réserve, ou zone nord-est, destinée à devenir territoire de peuplement allemand
 - la zone militaire littorale, bande de terre de 20 à 30 km de large, de Dunkerque à Hendaye.

Voir: https://fr.wikipedia.org/wiki/Zone interdite (Seconde Guerre mondiale)

- 14 Jean Moulin est né le 20 juin 1899. Préfet de l'Aveyron, puis d'Eure et Loir, il refuse l'occupation de la France et rejoint la France libre à Londres en septembre 1941. Il est envoyé en France par De Gaulle avec mission d'unifier les réseaux de la Résistance. Il est arrêté à Caluire-et-Cuire le 21 juin 1943 et conduit au siège de la Gestapo de Lyon. Torturé, il meurt dans le train qui le conduit en Allemagne le 8 juillet 1943.
- 15 Cette note du « Journal de Saint-Marcellin » interroge. Léon-Ernest Drivier, né le 22 octobre 1878, à Grenoble, et décédé le 8 janvier 1951, à Paris, est un artiste reconnu, praticien dans l'atelier d'Auguste Rodin, qui fut son mentor, à partir de 1907, auteur en 1918 du buste officiel de la « France victorieuse », membre de l'Académie des beaux-arts en 1943, auteur d'œuvres publiques jusqu'en 1948. Il existe deux sujets d'interrogation : a) aucune biographie de cet artiste ne signale le fait qu'il ait pu réaliser le buste du Maréchal Pétain, alors qu'il est l'auteur d'un œuvre commandée par l'État français : « La France en Pallas Athena apportant Paix et Prospérité aux Colonies » (à la Porte Dorée, Paris). b) la biographie de François Cogné, sculpteur né le 10 août 1876, à Aubin (Aveyron), et décédé le 9 avril 1952, à Paris, le présente comme l'auteur d'un buste du Maréchal Pétain, destiné à remplacer la statue de Marianne dans les mairies, réalisé en 1942, ainsi que d'une statuette en pied du

même. Ce sculpteur, décoré de l'ordre de la Francisque, est également l'auteur d'un buste de Mussolini exposé en 1929, et de 19 Monuments aux Morts en France.

- **16** 1939-1945 L'Isère en Résistance Editions Le Dauphiné libéré 2005. Les personnes raflées à Pont-en-Royans et Saint-Romans ont fait partie du convoi N° 27, parti de Lyon vers les camps. Il s'agit de : Chaja et Chaïm Birnfeld, Max Frankenstein, Anna et Isser Furst, Jacques Gebet et Jocheman Kleinmann à Pont-en-Royans, et de Chaja et David Fabrikant à Saint-Romans.
- 17 Pour bien comprendre le « fait sans précédent » souligné par le « Journal de Saint-Marcellin », rappelons que les membres du Conseil Municipal ne sont pas élus, mais désignés par le Préfet de l'Isère, et que la présence de femmes y reste exceptionnelle dans la mesure où elles n'ont pas le droit de vote. Ce n'est que le 21 avril 1944 que les femmes obtiendront le droit de vote et celui de se présenter à une élection.

En ce qui concerne Mlle Agrel, nommée par arrêté du 5 août 1941, elle remplaçait la générale Picat, précédemment nommée dans le Conseil présidé par M. Dorly, par arrêté du 30 mars 1941.

Mlle Agrel démissionnera à son tour en 1943 et sera remplacé par Mme Pinet, désignée par Arrêté du 13 février 1943.

- **18** Ref : Malleval-en-Vercors dans la Résistance Joseph Parsus Editions Peuple Libre 2011.
- **19** Par ordonnance du 3 juin 1944, publiée au JORF (d'Alger) le 8 juin 1944, le nom du Comité Français de la Libération Nationale devient celui de Gouvernement provisoire de la République Française.
- **20** Il n'est pas trouvé traces d'inscriptions, ce qui est un peu logique en ce sens que les familles juives réfugiées à Saint-Marcellin n'avaient aucun intérêt à répondre à des communiquées diffusés par un « conseil municipal » désigné.
- 21 Malheureusement fort oublié, le Docteur Léon Dupré est, avec Victor Carrier et Gaston Valois, le troisième homme à l'origine de l'organisation d'une Résistance organisée dans cette partie de l'Isère. Leur action commune conduira à la création du Secteur III de l'Armée Secrète de l'Isère. Léon Dupré est né le 25 novembre 1901 à Saint-Agrève, en Ardèche. Il est maire de Vinay entre 1935 et avril 1941. Il s'engage dès l'Armistice de 1940 puisqu'il rejoint le groupe formé par Gaston Valois. A la constitution du Maquis de Malleval, il en deviendra le « médecin ». En novembre 1943, lors de la « Saint-Barthélémy grenobloise », il est arrêté à son domicile par des individus qui lui font croire que le Docteur Valois a besoin de lui. Il reçoit une balle dans la tête et est laissé pour mort dans un fossé à La Queue du Loup. Ayant repris connaissance, il se traîne afin de rejoindre ses proches. Il sera transporté dans une maison de repos à Ecully. A la Libération, il reprendra son activité de médecin, totalement sourd d'une oreille, et exercera jusqu'en décembre 1970. Il mourra le 23 juillet 1981, âgé de quasi 80 ans, à Tullins. La ville de Vinay a donné son nom à une place.
- **22** La Maitron des fusillés, guillotinés, exécutés, massacrés 1940-1944 https://fusilles-40-44.maitron.fr/

Le Dauphiné Libéré du dimanche 8 janvier 2023 publie un article relatif au procès de "gueule tordue", auteur de plus de 120 assassinats selon le juge. "Gueule tordue", de son vrai nom Francis André, a été condamné à mort le 18 janvier 1946 et exécuté le 9 mars 1946.

- 23 La "Saint-Barthélémy grenobloise" ne s'est pas limitée à Grenoble. Du 25 au 29 novembre 1943, a eu lieu une série d'assassinats et d'arrestations des principaux responsables de la Résistance à l'occupation allemande, à Grenoble et dans l'Isère. Elle fut perpétrée par une équipe conjointe de policiers allemands venus de Lyon avec à leur tête le lieutenant SS Moritz, de membres du Mouvement National Anti-Terroriste (MNAT), groupuscule d'extrême-droite collaborationniste créé et dirigé par Francis André, dit "Gueule Tordue", et de miliciens de l'agglomération grenobloise aux ordres du chef Berthon. (*Ref: Isabelle Bach-Dauphiné Libéré du 27 novembre 2023*)
- Le Docteur Marcel Mariotte (alias Tonnel) est né le 17 mai 1918 au Creusot. Après le commandement du Bataillon de Chambaran, il a été maire de Saint-Siméon-de-Bressieux de 1953 à 1965, puis de 1976 à 1981. Il est décédé en 1981.
- Georges Cazeneuve, né le 4 mars 1906 au Fossat (Ariège) a été memebre du Comité de Libération de Grenoble, adjoint au maire de cette ville jusqu'en 1959. Il est l'un des fondateurs du "Dauphiné Libéré". Il est décédé le 30 juillet 1982.
- **24** L'Ecole des Cadres d'Uriage, fondée en septembre 1940 par Pierre Dunoyer de Ségonzac, ayant échappé à ses promoteurs en s'opposant de plus en plus aux choix de Pétain, Laval la supprime pour la remplacer par une Ecole de la Milice, le 31 décembre 1942. Professeurs et stagiaires se dispersent dans toute la France. Un groupe, animé par Gilbert Gadoffre, historien, est recueilli par un aristocrate patriote, M. Saint-Rémy de Pelissier, dans son château de Murinais. Le groupe constitue des équipes volantes qui se rendent dans les maquis pour instruire les jeunes volontaires et donner du sens à leur engagement. Le 13 décembre 1943, la Gestapo et la Milice attaquent le château, le pillent et le brûlent. (*L'Isère en Résistance-Le Dauphiné Libéré-2005*).

Lorsque Gilbert Gadoffre réussit à quitter le château en flammes, il se dirige à pied vers Saint-Marcellin où il est recueilli et caché par les parents de son jeune agent de liaison, Jean Baillet (*Gilbert Gadoffre, un humaniste révolutionnaire – Entretiens avec Alice Gadoffre-Staath*)

25 – http://dissidence44d2m.forum-actif.net/t2151-les-radios-dans-le-secteur-voiron-saint-marcellin-38

En 1943, Yves Farge, journaliste au « Progrès de Lyon », participe à la création du mouvement Franc-Tireur. Il installe à La Forteresse, commune située entre Tullins et Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, un poste émetteur clandestin vers lequel convergent toutes les infos du Département (*Ref:Département de l'Isère-Documentation relative à la Course de la Résistance*). Yves Farge sera désigné Commissaire Régional de la République en avril 1944.

26 – La « Réunion de Monaco » se tient dans l'Hôtel de la Poste à Méaudre, l'un des points d'attache d'Eugène Chavant, chef civil du Vercors. L'hôtel est tenu par Yvonne Rochas et son frère Marcel Rochas, tous deux patriotes convaincus. Y participent: Pierre Fleureau (*Pel*) pour le PCF, le FTPF et la CGT (3 voix délibératives), Albert de Seguin de Reynies (*Rolland*), chef départemental des FFI (1 voix), Léon Chevallet (*Benoit*) pour le Front National (d'obédience communiste) (2 voix), Eugène Chavant (*Clément*), chef civil du Vercors et responsable de « Franc-Tireur » (1 voix), Eugène Samuel (*Jacques*), adjoint de Chavant (1 voix), André Sibellas (*Martin*) pour « Libération » (1 voix), Jean Lecutiez (*Lepape*), agent du Noyautage de l'Administration Publique (NAP) et membre du FUJ, Alphonse Manhaudier (*Martigues*) pour « Combat » (1 voix), Alain Le Ray (*Rouvier*) au titre du Vercors, avec voix consultative. (*Ref : https://museedelaresistanceenligne.org/musee/doc/pdf/260.pdf*) (*et pdf 51, 52 et 224*)

- Alain (André Etienne Henri) Le Ray (alias Rouvier, Bastide ou Ferval) est né le 3 octobre 1910 à Paris. De mai 1943 à janvier 1944, il est le 1^{er} chef militaire du Vercors. A dater de janvier 1944, il est chef départemental des FFI de l'Isère. Il décède le 4 juin 2007.
- 27 Henri Grouès est né le 5 août 1912 à Lyon. Il s'engage dans la Résistance dès le 18 juillet 1942, fabriquant de faux papiers et prend le pseudo d'« Abbé Pierre ». Il ouvre un camp de réfractaires, en Chartreuse, en mars 1943. Ce maquis est transféré en Vercors, sur le plateau de Sornin, puis à Malleval, cuvette considérée comme mieux abritée. Il recrute, pour encadrer ce maquis, Pierre Godart (« Raoul»).

De son coté, Albert Seguin de Reyniès, chef de l'Armée Secrète pour l'Isère, choisit Malleval pour former un camp encadré par d'anciens du 6° BCA. Seguin de Reyniès évince Pierre Godart en janvier 1944 et Henri Grouès quitte Malleval avant l'attaque allemande du 29 janvier 1944. (*Ref : museedelaresistanceenligne.org*)

Un autre maquis, installé aux Belles, regroupe des militants du Front National (communiste) et du PC (interdit). Ces trois maquis ne seront jamais rattachés à l'organisation militaire du Vercors.

Parmi les victimes civiles et militaires du 24 janvier 1944, attachées à notre région, notons : <u>Victor Dherbey</u>, né à Cognin les Gorges le 16 décembre 1901, marié à Saint-Marcellin en 1925, aubergiste à Malleval ; <u>Aimé Fassino</u>, né à Chambéry le 2 avril 1924, coiffeur à Malleval ; <u>Jacques Fiton</u>, né le 22 septembre 1924 à Agen, cultivateur à Malleval ; <u>Albert Glénat</u>, né le 2 février 1893 à Malleval, célibataire, cultivateur à Railletière ; <u>Louis Revolle</u>, né le 31 mars 1911 à Cognin-les-Gorges, marié en 1933 à Vinay, laitier à Cognin-les-Gorges ; <u>Léon Roux</u>, né le 10 mai 1909 à Marnans, fermierbûcheron à Malleval ; <u>Louise Uriot</u>, née le 24 février 1895 à Crépay (Meurthe et Moselle), épouse Cucuel, mariée à Malleval en 1926, aubergiste ; <u>Maurice Cucuel</u>, né le 4 mars 1888 à Valentigney (Doubs), époux de Louise Uriot, aubergiste à Malleval, résistant individuel (héberge dispositif radio) ; <u>Joseph Gervasoni</u>, né le 22 juillet 1916 à Saint-Hilaire-du-Rosier. (<u>https://maitron.fr/spip.php?article225381&id mot=21</u>)

28 – Julien (Richard Georges) Sagot, l'un des quatre personnages arrêtés, a écrit ses mémoires sous forme d'une publication demeurée dans le cercle familial. Il y raconte comment il a rejoint la Résistance, s'est fixé sur Saint-Antoine, la chapelle Saint-Pierre de Chapaize et Saint-Appolinard et comment lui et son groupe ont « exécuté » Aimé Brudon (qu'il appelle « B ») considéré comme collabo et auteur de l'enlèvement du maire de Saint-Antoine, Ferdinand Gilibert, autorisés en cela par la Résistance.

Peu après, Sagot, Dessaigne, Pollez et Negot ont été arrêtés par « toute une brigade de gendarmerie accompagnée de miliciens qui nous réveillent à l'aube : d'où interrogatoire à la gendarmerie de Saint-Marcellin puis transfert à la maison d'arrêt de Grenoble ». Transférés plus tard à la prison Saint-Paul de Lyon, les quatre hommes sont envoyés à Dachau le 29 juin 1944. Pollez et Negot n'apparaissent pas sur le listing du convoi du 29 juin. Dessaigne, prénommé André, Claude et né le 9 novembre 1923 à Tarare, n'y est pas davantage présent, mais on le retrouve à Dachau sous le matricule 75724, puis à Buchenwald sous le matricule 43423. Il n'existe aucune information sur le lieu et la date de son décès. Quant à Julien Sagot, né le 11 juillet 1922, il porte le matricule 75674 à Dachau où il retrouve ses camarades Alfred et André avant qu'ils soient évacuées vers d'autres Kommandos. Puis Julien Sagot est transféré en Autriche où il retrouve Pollez, André Désiré, né le 10 juillet 1913 à Tourcoing et qui décédera à Holzminden le 6 mai 1945. C'est ensuite Buchenwald, Kommando d'Orhdruf, dont nous avons quelques informations importantes au travers de deux écrits : 1) le bulletin « Le Serment », n° 203, d'avril 1989, de l'association « Buchenwald-Dora », dans lequel Rubens Michkine décrit la vie quotidienne et cite Julien Sagot, et 2) « Forcené de l'espoir », mémoires de Max Drouin, lequel parle très souvent de Julien Sagot. Dans son récit de Buchenwald, Sagot cite fréquemment un certain Pierre Sudreau. Il s'agit d'un Résistant, membre du Réseau Brutus sous le pseudo « Sillans ». Né le 13 mai 1919 à Paris (et décédé le 22 janvier 2012), Pierre Sudreau a été arrêté le 10 novembre 1943, est arrivé à Buchenwald le 14 mai 1944. Pierre Sudreau a tenu un rôle primordial dans l'organisation de la Résistance au sein même du camp de Buchenwald. Dans ce travail, il était aidé, entre autres, par Julien Sagot. Rapatrié en mai 1945, Pierre Sudreau est devenu sous-préfet, préfet, ministre de la reconstruction en 1958, ministre de l'éducation nationale en 1962.

Des quatre membres du groupe arrêté en 1943, seul Julien Sagot est rentré en France. Il est décédé le 7 février 2014 et est inhumé à Saint-Antoine-l'Abbaye. (André Dessaigne(s) est le seul membre de ce groupe de quatre résistants à être cité dans l'ouvrage « Déportés de l'Isère », édité par le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, en 2005.)

- **29** Dans un document manuscrit de trois pages, établi après le 29 novembre 1946, un recensement est fait des réfugiés arrivés à Saint-Marcellin entre mars 1944 et août 1944. Une centaine de lieux d'hébergement est citée avec, en regard, le nom des réfugiés. Les lieux d'hébergement ne sont pas toujours nominatifs, certains ne sont qu'indicatifs : « av. du Vercors », « rue A. Durivail », « Mollard », « Fusilière », « Basses Plantées », « Faubourg Vinay », « Hôtel de France », « Thomé », ... (Archives Municipales, 6W31)
- **30** Extraits de notes tenues par un résistant-saboteur, publiées partiellement dans un article paru dans le N° 37 du « Pays de Saint-Marcellin », en décembre 2012, signé de Ferdinand Gilbert. Ces extraits suggèrent que les sabotages initiés depuis Saint-Marcellin l'ont été sur le parcours de Saint-Paul-les-Romans à Moirans, et très exceptionnellement plus proches de Valence ou à Saint-Marcellin même.
- **31** A Tours, Amiens, Soissons, Cahors, Louhans, Romans-sur-Isère, à Nantua, ... ils sont 12000 gendarmes, sous-officiers ou officiers à avoir aidé la Résistance, voire participé à ses combats.2 officiers généraux, 24 officiers, 804 gradés et gendarmes ont été déportés, 10 officiers et 328 gradés et gendarmes ont été fusillés par les nazis.
- « Sur le plateau du Vercors, en juin 1944, les gendarmes de la brigade de La Chapelle-en-Vercors sont renforcés des brigades de Nyons, Dieulefit et Rémuzat « montées » au Vercors le 22 juin avec le sous-préfet de Nyons, M.Majoureau, qui a rallié la Résistance, ainsi que des brigades du Royans (Saint-Nazaire et Saint-Jean), de Villard-de-Lans et de Vif dans l'Isère » (Résistance dans le Vercors Gilles Vergnon Glénat éditeur). La brigade de Saint-Marcellin, parvenue en Vercors entre le 15 et le 17 juillet n'aura que très peu l'occasion d'intervenir avant l'ordre d'évacuation donné par le chef militaire du maquis, le colonel François Huet. dans la soirée du 23 juillet.
- « Serge », qui n'est désigné par son nom dans « Le bataillon de Chambarand », de Pierre Deveaux, que dans l'Index, est <u>Serge</u>, Paul, Pierre Felix-Griat. Né à Presles le 25 juin 1911, il épouse le 12 février 1934, à Saint-Marcellin, Jenny Pelissero. Homologué FFI, il sera le responsable du Groupe Franc de Saint-Marcellin. Après la libération, il s'installera à Tullins dans un commerce d'habillement, place Docteur Valois, commerce qu'il créera le 25 décembre 1956 et animera jusqu'à son décès le 27 janvier 1993, à Romans-sur-Isère. Bien oublié, Serge Felix-Griat est inhumé à Chatte, sépulture 867/868. Sa tombe comporte une plaque d'hommage des « Anciens du Secteur 3 des Chambarans ». (*Service Historique de la Défense/Cote GR 16 P 220175*)
- **32** La démission du Conseil Municipal n'est annoncée dans le « Journal de Saint-Marcellin » qu'en date du 22 juillet, alors qu'habituellement les compte-rendus du

Conseil Municipal sont publiés le samedi qui suit, ce qui aurait du être, en l'espèce, le 15 juillet.

- **33** Parmi les victimes de cette cour martiale (constituée par l'occupant allemand), issues de notre région, sont :
- 4 civils ; Ange Clovis Berger, Marie-Louise Darlay, Joséphine Ezingeard et Firmin Serre.
- des Résistants, pour la plupart FFI, interceptés alors qu'ils cherchaient à quitter le Vercors ; Marcel Jules Barthélémy, 21 ans, né le 17 janvier 1923, de Saint-Hilaire -du Rosier ; Jean Emile Seguin, 19 ans, né le 2 octobre 1925, de Saint-Nazaire-en-Royans ; Jean Auguste Berruyer, 22 ans, né le 24 novembre 1921, de La Sône ; Laurent André Joseph Charavin, 19 ans, né le 6 janvier 1925, de Chatte ; René Grillère, 20 ans, né le 2 février 1924, de Saint-Hilaire-du-Rosier ; Henri Paire, 22 ans, né le 25 septembre 1922, de Saint-Hilaire-du-Rosier ; Ludovic Torri, 32 ans et son frère Mario Torri, 30 ans, tous deux nés en Italie, à Plaisance, et domiciliés à Vinay ; Louis ou Jacques Bourg, 20 ans, de Rovon ; Gabriel Henri Lucien Mounier, 21 ans, né le 9 novembre 1923, de Saint-Gervais ; Léon Didier, 20 ans, né le 26 février 1924, de Saint-Nazaire-en-Royans et Louis Ferdinand Didier, 24 ans, né lé 21 mars 1920, de Saint-Nazaire-en-Royans.

Theodor Oberländer est accusé par certains historiens d'être à l'origine des crimes de masse commis contre les Polonais et les Juifs à Lviv, à la tête du bataillon de nationalistes ukrainiens *Nachtigall*. Il s'est rendu aux Américains en avril 1945 et a été libéré. Il a rejoint le gouvernement Adenauer en 1953, en tant que ministre des Réfugiés et Expulsés, jusqu'en 1960, poste duquel il démissionne par suite de la pression des pays de l'Est qui exigeaient la dénazification de l'Allemagne. Pendant toute cette période, les organisme de résistants français ont réclamé son extradition qui a toujours été refusée par la RFA.

(Sources: museedelaresistanceenligne.org https://fr.wikipedia.org/wiki/Theodor Oberländer)

34 – Léa (Elise, Régina) Blain, née le 22 mars 1922 à Tèche, a grandi dans une famille ouvrière de Chatte, où sa famille s'installe en 1925. Dès 1940, elle vient en aide aux réfugiés de l'exode. A cette époque, elle travaille à l'usine Morel de La Sône dans laquelle se constitue un foyer de résistance. Elle devient agent de liaison sous le pseudo de Louise Bouvard, elle aide au camouflage des réfractaires au STO et fait partie de l'Armée Secrète. Elle rejoint le Vercors le 19 juillet 1944 comme secrétaire, codeuse et chiffreuse de la mission interalliée « Eucalyptus ». Après l'assaut des troupes allemandes, lorsque l'ordre de dispersion est donné par François Huet, elle se réfugie à la Grotte des Fées, dans la forêt de Saint-Agnan-en-Vercors, aux côtés notamment de Jean Prévost. Cherchant à rejoindre la plaine, le groupe quitte la grotte. Léa Blain et le sous-lieutenant Rémi Lifschitz, qui ont pris du retard, sont surpris, le 1^{er} août, par une patrouille allemande et meurent les armes à la main à la Croix des Glovettes vers Villard-de-Lans. Léa Blain est inhumée le 10 septembre 1944, à Chatte. (Sources : https://maitron.fr/spip.php?article236215 et Musée départemental de la Résistance à Vassieux-en-Vercors)

Afin d'apprécier le rôle et la place des femmes dans la Résistance, un chiffre résume la reconnaissance officielle qui leur est faite : sur 1036 Compagnons de la Libération, 6 sont des femmes ! Leur action est souvent « fondue » dans la vie d'apparence normale : hébergement de réfractaires, ravitaillement, diffusion de messages, réalisation de faux papiers, fourniture de cartes d'alimentation, boîte aux lettres, agent de liaison, soins infirmiers, postières détournant le courrier, et, pour une minorité, combat les armes à la main.

35 – Deux documents se rapportent à cette noyée.

- « Acte de décès consultable en mairie d'Eymeux. Celui-ci stipule qu'une femme âgée d'environ 30 à 40 ans a été retirée de l'eau le 16 août 1944, après y avoir séjourné environ dix jours. L'examen montre des traces de balles sur le corps entièrement nu, notamment le bas du dos ».
- « Note de la Brigade de Romans de la Gendarmerie Nationale. Suite au PV de la Brigade du 20 janvier 1946 relatif à la découverte d'un cadavre de femme inconnue à Eymeux (Drôme) le 15 août 1944, avons obtenu d'une personne digne de foi, mais désirant qu'on taise ses nom et qualité, les renseignements suivants : La noyée serait Mme Massano Marie, 35 ans, de Saint-Marcellin (Isère) arrêtée et abattue le 3 août 1944 par un groupe de Saint-Marcellin. La bague aux initiales MP découverte sur le cadavre aurait été donnée à la victime par un homme résidant à Saint-Antoine (Isère) non identifié. Le frère de la victime, M. Massano Léon résiderait à Saint-Marcellin (Isère) » (publié sur AJPN.org).
- **36** Le Cri de la Vallée Imprimerie Cluze, Gérant Pierre Giraud. Le N° 1 est édité le 30 septembre 1944. Le N° 252, le dernier, est édité le 3 septembre 1949.
- **37** Ces hommes, dont le journal se dispense de préciser leur bio et leurs faits de guerre, sont parmi les victimes de la violence allemande. Outre Victor Carrier, Jean Rony et « Léon » dont il a déjà été question, il s'agit de :
- Bonnaud Auguste, Lucien, Aimé, né le 10 août 1908 à Ailhon (07) et exécuté par les Allemands le 7 août 1944 à Saint-Paul-de-Varces. Epoux de Jeanne Oudin, il habitait Saint-Marcellin.
- Dornand Adolphe, Félicien, Marius, né le 22 février 1904 à Saint-Sauveur et sommairement exécuté le 7 août 1944 (date officielle). Epoux de Germaine Germain, il habitait avenue de Provence à Saint-Marcellin.
- Ebran Maurice, Marius, né le 23 septembre 1910 à Les Loges (Seine-Maritime) et mort au combat le 21 juillet 1944 à Vassieux-en-Vercors. Epoux de Antoinette Quincieux, puis de Marie Buriand en secondes noces, il était tonnelier à Saint-Marcellin.
- Fusillier Henri, Alfred, né le 20 juin 1903 à Nancy et mort au combat à Vassieux-en-Vercors le 21 juillet 1944, était domicilié à Saint-Marcellin.
- Peysson Emile, Albert, né le 22 mai 1918 à Saint-Lattier et mort au combat à Vassieux-en-Vercors le 21 juillet 1944, avait épousé Germaine Jassoud et vivait à Saint-Marcellin.
- Perotto Bruno, Angelo, né le 30 mars 1907 à Feltre (Italie) et mort au combat (ou exécuté) le 21 juillet 1944 à Vassieux-en-Vercors. Epoux de Hortense Rozand, il vivait Grande Rue à Saint-Marcellin.
- Pisteur Georges, Aimé, né le 26 février 1914 à Collonges-sous-Salève (74), mort au combat le 22 août 1944 à Romans-sur-Isère. Epoux de Lucette Mandier, il vivait à Vinay.

En toute justice, au moins deux noms devraient être ajoutés à cette liste :

- Cerclerat Georges Gabriel, né le 28 août 1920 à Villard-de-Lans, mort en tentant de traverser l'Isère en juillet ou août 1944. Epoux de Marie Callet, il vivait à Saint-Marcellin.
- Rizzon Francesco, né le 22 octobre 1904 à Cismon del Grappa (Italie), mort au combat le 21 juillet 1944 à Vassieux-en-Vercors. Epoux de Jacqueline Béral, il vivait à Saint-Marcellin.

(Toutes notices bio consultables sur https://maitron.fr)

38 – Liste partiellement établie par « Groupe Rempart », à laquelle s'ajoutent divers témoignages récoltés par l'auteur.

Jusqu'aux révisions de ce texte effectuées en juin 2024, l'auteur pouvait penser, et affirmer, qu'aucun juif n'avait été raflé à Saint-Marcellin. C'est une erreur!

La première information à ce sujet date pourtant de 2005, lors de la publication d'un ouvrage réalisé par le collectif coordonné par Jean-Claude Duclos et le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, publié par le Dauphiné Libéré sous le titre « 1939-1945 – L'Isère en Résistance, l'espace et l'histoire ». En page 54 est publié un tableau qui dresse l'inventaire des rafles antisémites de janvier 1943 à août 1944. Ce tableau fait état d'une personne raflée à Saint-Marcellin au cours de cette période. Il s'agit de Bernhardt Wolf, lequel a francisé son nom en Bernard Volf. Logé chez Madame Cluze au 22 avenue du Vercors (rue des Charbonnières aujourd'hui), en compagnie de son épouse, le registre obligatoire des loueurs note qu'il est né le 16 décembre 1904 en Roumanie, qu'il est industriel et qu'il est arrivé dans ce logement le 12 novembre 1941. Le livre « Déportés de l'Isère 1942-1943-1944 » édité aux Presses Universitaires de Grenoble (novembre 2013), d'une part, et Jeanne-Marie Ballouhey-Delrieu, d'autre part, nous content la suite. Le 25 mai 1944, à la suite très probable d'une dénonciation, la Gestapo interpelle Bernard Volf. Conduit à Marseille, celui-ci part ensuite pour Drancy et Auschwitz où il parvient le 4 juillet 1944. Rescapé des camps, il reviendra en France et décédera à Paris en 1984, non sans être repassé à Saint-Marcellin. (Recherches des données civiles : Marc Ellenberger)

- **39** Sous le nom de Betove, il s'agit de Michel-Maurice Levy, musicien et humoriste, dont Wikipédia dit que pendant la guerre il s'était réfugié à Toulouse. Sa présence à Saint-Marcellin entre 1942 et 1944 est attestée par des témoins et par ses propres narrations (Quotidien « Le Franc-Tireur » du 9 juillet au 28 juillet 1952).
- 40 Comité de la Libération Nationale.
- **41** Jules Charles Auguste Monnard est né à Oyonnax le 19 novembre 1905. Il est le fils de Charles Joseph Constant Emmanuel Monnard, né le 24 juin1881 à Oyonnax et décédé le 9 novembre 1916 à Vienne-le-Château (Marne), lors de la guerre 1914-1918, et, de ce fait, « Mort pour la France » et inscrit sur le Monument aux Morts d'Oyonnax.

Le 19 février 1941, concernant Jules Charles Auguste, domicilié à Saint-Marcellin en tant qu'agent d'assurances, deux actes d'état-civil sont rédigés à la même heure : quinze heures, ce qui donne un caractère de simultanéité aux décisions qu'ils précisent.

L'un des actes concerne la reconnaissance en vue de la légitimation d'un enfant, Danielle Juliette, par Jules Charles Auguste Monnard et Marguerite Michel-Villaz. Cet enfant est né à Saint-Nazaire-en-Royans le 9 septembre 1939.

L'autre acte est celui du mariage des deux parents ; Jules Charles Auguste Monnard et Marguerite Antoinette Michel-Villaz. Cet acte précise que Jules Charles Auguste Monnard est divorcé d'un premier mariage conclu avec Julie Emma Fleury.

Le couple Monnard-Michel-Villaz aura un second enfant, Charles Louis, le 20 juin 1944.

« Le Mémorial de l'oppression » dispose d'un « Procès-verbal de renseignements sur une opération de la police allemande faisant un mort, un blessé grave et une arrestation », rédigé par la Gendarmerie de Saint-Marcellin, en date du 22 mai 1944, sous le numéro 501. Ce procès-verbal concerne le décès de « Léon », considéré comme un « inconnu », la blessure grave de Jean Rony et l'arrestation de ... Charles Monnard, à son domicile. En clôture de ce procès-verbal signé par Taillade, Perrin et Defuite (ou Defuide), il est noté : « Mentionnons que le même jour, les policiers se sont présentés au domicile de Monsieur Monnard, Charles, né le 19 novembre 1905 à Oyonnax, Ain, où, après perquisition, ils ont procédé à son arrestation ».

« Le Cri de la vallée » daté du 28 octobre 1944 présente Charles Monnard comme étant le responsable des assassinats de Jean Rony et « Léon » par suite de trahison en livrant des secrets de la Résistance à l'occupant.

« Le Cri de la Vallée » daté du 23 décembre 1944 s'offusque vigoureusement du fait que la Cour de Justice de Grenoble ait prononcé son acquittement le 15 décembre 1944 (AD38-7073W3-01). Les minutes de ce procès ne permettent guère de connaître les griefs à l'encontre de Charles Monnard, ni les patronymes des « jurés » et témoins.

Les historiens s'accordent pour qualifier la Cour de Justice Civile de Grenoble comme étant la plus sévère de France. De sa mise en place en novembre 1945 jusqu'au début de 1946, elle prononce 285 condamnations à mort, 178 condamnations aux travaux forcés, 272 condamnations à emprisonnement et 48 acquittements.

Des documents de la famille Rony dit Picard (patronyme officiel de la famille de Jean Rony), mis à notre disposition, apportent quelques précisions intéressantes quant aux évènements précédant le double assassinat de Jean Rony et du radio « Léon » (Camille Monnier).

En prévision de la présentation de Charles Monnard devant la Cour Martiale, l'instruction est conduite par le CCLN de Saint-Marcellin. Charles Monnard fait deux déclarations écrites. Dans la première (7 septembre 1944) il déclare faire partie de la Résistance locale depuis 1941, aux côtés de Victor Carrier (le chef), Louis Lemaire, Pierre Giraud, Jules Berger-Ageron et Mathère (qui est-ce?) (toutes personnes qu'il dit avoir recrutées), Lambert-Gazin, Deydier, Georges Cazeneuve, Jean Rony, Yves Chomat, Serge Felix-Griat, « Sphère » (qui est-ce?)... Il décrit l'enchaînement des faits conduisant à la conduite de la Gestapo vers le domicile de Jean Rony et affirme qu'il pensait que deux membres de la Résistance avaient pu prévenir Jean Rony. Il affirme avoir été dépouillé de 30 000 francs par la Gestapo. Et déclare s'être engagé dans le Vercors dès après les assassinats de Jean Rony et « Léon », faisant partie de la Cie « Jacques », 14° BCA, Commandant Fayard, et étant basé au Refuge du Tubanet, près la Montagne d'Ambel.

Dans une seconde déclaration (12 septembre 1944), il confirme ses déclarations et reconnaît avoir été « traître à la Résistance par suite d'un moment de faiblesse ».

Ces déclarations ont été recueillies par le Capitaine Charpentier, chef du 2° Bureau du Secteur 3 (qui est-ce ?).

D'autres personnes déposent leur témoignage . Ainsi Alfred Gerin (18 septembre 1944), dessinateur à Pont-en-Royans qui confirme les déclarations de Charles Monnard. Ainsi Louis Boucher (19 septembre 1944) qui accuse formellement Charles Monnard d'être responsable de la mort de Jean Rony et de « Léon ». Ainsi Hyppolite Buisson (15 novembre 1944) qui déclare avoir quitté la Résistance à la mort de Victor Carrier, au motif que Charles Monnard s'était institué successeur de celui-ci alors qu'il n'a pas l'étoffe d'un chef. Ainsi Louis Lemaire qui exonère partiellement Charles Monnard du grief de détournement de fonds et déclare qu'il ne croit pas que celui-ci ait été à la solde de l'ennemi.

Une constatation s'impose à la lecture de ces documents : sans remettre en cause la « faiblesse » de Charles Monnard, il est évident que l'ambiance qui régnait dans la Résistance saint-marcellinoise après le décès de Victor Carrier n'était pas des meilleures, faite de compétitions d'égos et de luttes de pouvoir fort dommageables. La question reste posée à ce jour : qui de Louis Lemaire ou de Charles Monnard a été désigné de façon certaine comme le successeur, l'« héritier » de Victor Carrier ?

Que se passe-t-il à la suite de ce procès ?

Charles Monnard, à l'évidence, quitte Saint-Marcellin, sa famille (épouse et enfants) et s'engage dans la 153ème Compagnie de Quartier Général à Saïgon. Devenu maréchal des Logis-Chef au corps expéditionnaire français en Extrème-Orient, il rentre en France, sur le paquebot « Pasteur » et y meurt pendant la traversée, le 23 juin 1946, à la suite de « maladie contractée en service », selon sa fiche publiée sur « Mémoire des Hommes ». Son décès est transcrit à Saint-Marcellin. Décédé en tant que

combattant, Charles Jules Monnard est déclaré « Mort pour la France ». Il n'est cependant pas inscrit sur le Monument aux Morts de Saint-Marcellin.

- **42** C'est pour cette raison que les Russes célèbrent avec faste le 9 mai comme Jour de la Victoire.
- 43 Parmi les miliciens jugés après la Libération se trouve Jean Barbier. Originaire d'une famille de Saint-Hilaire-du-Rosier ou vivait son père, agent d'assurances, il est né à Marseille en 1920 par suite de déplacement familial. Dès l'armistice, Jean Barbier fait partie des Chantiers de Jeunesse et devient chef des groupes d'action du PPF. Il a son bureau, rue Henri Ding, à Grenoble, en face de l'hôtel Gambetta, siège de la Gestapo, et assiste fréquemment le groupe de Francis André (Gueule tordue) ou de Guy Eclache. Très nombreux sont les assassinats (dont tous les membres de la famille juive Faraggi, à Grenoble), les vols, les violences qui lui sont reprochés entre Saint-Marcellin et Grenoble. Déporté à Mathausen, Jean Barbier disparaît à la Libération en vivant sous un faux nom à Marseille. Il est condamné à mort par le tribunal civil de l'Isère, par contumace, le 8 mai 1945 pour « trahison et intelligence avec l'ennemi ». C'est sa fille de 13 ans qui le dénonce involontairement en déposant plainte contre les violences familiales. Ceci entraîne une comparution devant le tribunal aux armées en date du 22 juin 1962, lequel confirme la condamnation précédemment prononcée, condamnation qui ne pourra être exécutée. Il faut attendre 1965 pour que Jean Barbier se rende à la justice et qu'il soit, pour la troisième fois, jugé. Cette fois-ci, devant la cour de sûreté de l'État, entre le 28 et le 30 juin 1965. Parmi les témoins de ce procès; Pierre Fugain, Albert Taillade, le Lt-Colonel Charles Morel, Mme Renevier, ... A nouveau condamné à la peine capitale, Jean Barbier sera gracié par de Gaulle en 1966, sa peine de prison sera réduite à 20 années en 1970 par Georges Pompidou et il sera libéré en août 1983. (Archives « Le Monde » des 13 et 14 juin 1963 et des 2 et 3 juillet 1965)
- **44** Parti Populaire Français, parti fasciste fondé et dirigé par Jacques Doriot, en juin 1936.
- **45** Forces Unies de la Jeunesse.
- 46 Comité Central de Libération Nationale.
- **47** <u>https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/0000000327/l-operation-d-echange-des-billets-juin-1945.html</u>

Seulement 8 % de la circulation fiduciaire ne se présenteront pas aux guichets .

48 – Bien que le nom de Lemaire ait été attribué à une impasse du quartier de La Plaine, à Saint-Marcellin, ce nom reste largement méconnu. Né en 1906, à Vizille, Louis Lemaire rejoint Saint-Marcellin en 1931 lorsqu'il épouse Pauline Bonnet. Couple militant, ils sont tous les deux délégués syndicaux de la CGT, lui, chez Morel, à La Sône, entreprise qui se distingue par son rôle discret, mais efficace, dans la Résistance, et elle, à la Fabrique d'Appareillages Electriques de la CGE.

Dès fin 1941, ils deviennent tous deux résistants, faisant partie du sous-secteur de Saint-Marcellin de l'Armée Secrète, sous-secteur dirigé par Victor Carrier. Le couple s'engage totalement, lui dans la direction de la Résistance locale et la formation des volontaires, elle en tant qu'agente de liaison sur l'ensemble du secteur, entre Pont-en-Royans et Tullins.

Après l'assassinat de Victor Carrier, le 29 novembre 1943, Louis Lemaire prend sa suite, secondé par Serge Felix-Griat selon la version actuellement en vigueur. Une autre version, rendue publique en 1944, lors de la comparution de Charles Monnard

devant le Tribunal Civil de l'Isère, déclare que Charles Monnard a été le successeur de Victor Carrier (voir note **41**).

Au lendemain de la Libération de Saint-Marcellin est installée, le 24 août 1944, la délégation spéciale appelée à jouer le rôle de Conseil Municipal. Louis Lemaire en est adjoint. Il est également le porte-parole de la Résistance locale au nom du CCLN; Comité Cantonal de Libération Nationale. Son engagement « politique » n'ira cependant pas au-delà des élections municipales des 29 avril et 13 mai 1945 puisque, candidat sur la liste du Parti Socialiste, il n'est pas élu. Il devient gérant du « Cri de la Vallée » à partir du 30 juin 1945 et jusqu'au 29 mars 1947. Veuf en 1957, puis remarié, Louis Lemaire quitte Saint-Marcellin à la fin des années « cinquante » afin de s'installer à Voiron. (*Synthèse d'une note bio rédigée par Marc Ellenberger*)

POSTFACE

La narration des évènements de la guerre de 1939-1945 a suivi plusieurs phases.

<u>1ère phase</u>: sitôt la proclamation de la fin de la guerre, et même auparavant pour les zones de notre pays qui ont été libérées dès 1944, ont été mis en avant les héros de la Résistance, le courage des villes ou villages meurtries, la cohésion du peuple français, tout cela sur fond d'une intense compétition idéologique entre Charles de Gaulle et le Parti Communiste Français.

<u>2ème phase</u>: en 1969, sort « Le chagrin et la pitié », film de Marcel Ophuls. Face au climat général qui ne faisait état que d'une France unanimement résistante, ce film montre des attitudes beaucoup plus ambiguës de la part d'une grande partie de la population et aborde clairement la question de la collaboration. La place accordée à la déportation des Juifs y est minime. Ce film suscite tellement de contestations de la part des tenants de la « mémoire Résistante », y compris de Simone Veil, membre du Conseil d'Administration de l'ORTF, qu'il est interdit à la Télévision française et ne sera diffusé que le 28 octobre 1981, douze ans après son tournage.

<u>3ème phase</u>: plus équilibrée dans l'analyse des comportements et des forces en présence, avec l'apparition du rôle des femmes, des étrangers, les persécutions antisémites, les divisions de la Résistance, l'ambiguïté du héros, cette période débute vers 1985 et se poursuit encore aujourd'hui, notamment grâce à l'ouverture

généralisée des archives. Cependant, à l'heure du 80° anniversaire de la Libération de notre pays, sont encore rares les analyses qui rapportent pleinement ce qu'ont été effectivement ces temps de guerre et de Résistance, et qui ne soient pas excessivement élogieuses, ni exagérément pessimistes.

Ainsi du rôle joué par les hommes, les femmes et les lieux du territoire du Sud-Grésivaudan, rôle qui fait l'objet de cette chronologie. Au cours de cette période, Saint-Marcellin, Vinay, Tullins, Pont-en-Royans et de nombreuses petites communes ont noué des liens, des contacts, des échanges, et ont fait de cette région une base arrière, un espace de repli et de très relative sécurité, de la Résistance en Vercors, de la partie nord-ouest du Vercors. L'histoire au jour-le-jour telle qu'elle est racontée dans ce travail montre, à l'évidence, que ces hommes, ces femmes et ces lieux ont su jouer cette partie de façon collective et solidaire, sans qu'aucun ne prétende en être à l'origine.

Sources:

- « Journal Officiel de l'État Français (JODEF) »,
- « Journal Officiel de la République Française (JORF) »,
- « Le Journal de Saint-Marcellin »,
- « Le Cri de la Vallée »,
- « Le Petit Dauphinois »,
- « Le Monde »
- Archives de la Ville de Saint-Marcellin Compte-rendus des séances du Conseil Municipal,
- Archives de la Ville de Vinay Compte-rendus des séances du Conseil Municipal,
- « Le Bataillon de Chambarand » par Pierre Deveaux distribué par Editions de l'Harmattan. Cet ouvrage comporte des erreurs factuelles ou omissions, parfois primordiales, qui, malheureusement, n'ont jamais fait l'objet de révisions au cours des éditions successives et ont été reprises sans vérifications par de nombreuses autres publications, parfois universitaires,
- « Malleval-en-Vercors dans la Résistance » de Joseph Parsus éditions Peuple Libre, -
- « Vercors Résistance en résonances » de Philippe Hanus et Gilles Vergnon aux éditions l'Harmattan,
- « 1939-1945-L'Isère en Résistance, l'espace et l'histoire ». Publication du « Dauphiné Libéré » avec le parrainage du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère (Musée Départemental)-avril 2005,
- « Dessiner le territoire de la Résistance essai sur la transgression en Isère (1934-1944) ». Thèse de doctorat d'histoire contemporaine, présentée et soutenue par Julien Guillon, le 4 novembre 2011, Université Jean Monnet-Saint-Etienne,
- « Résistance dans le Vercors, Histoire et lieux de mémoire » de Gilles Vergnon. Editions Glénat,
- « Trait d'Union » magazine de la Ville de Saint-Marcellin, 15 numéros entre décembre 2011 et décembre 2015,

- « Patrimoine en Isère-Chambaran » édité par le Musée Dauphinois et la Conservation du Patrimoine de l'Isère en 1999,
- Travaux d'inventaire effectués par le Groupe Rempart, groupe patrimonial de Saint-Marcellin depuis 1995.
- Archives Départementales de l'Isère.
- La cour martiale de l'Isère (30 août-6 octobre 1944), par Tal Bruttman et Claire Courtecuisse, Histoire de la Justice 2008/1- https://www.cairn.info/revue-histoire-de-la-justice-2008-1-page-35.htm
- Remerciements aux « Affiches de Grenoble et de Dauphiné », l'éditeur actuel du « Mémo » de Saint-Marcellin, pour avoir permis l'accès aux archives 1939-1946 du « Journal de Saint-Marcellin » et du « Cri de la Vallée », afin de compléter les lacunes des archives saint-marcellinoises de ces deux publications.
- s'ajoutent de nombreuses sources ponctuelles, citées au fur et à mesure de la mention de leur extrait. En particulier les sites Internet ci-après :
- Mémoire des Hommes 39-45:

https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php%3Flarub%3D11%26titre%3Dseconde-guerre-mondiale

- Maitron des résistants et maitron des déportés, fusillés:

https://maitron.fr/

-Musée de la Résistance en ligne :

https://museedelaresistanceenligne.org/

Cette chronologie a bénéficié d'une collaboration efficace et suivie de Marc Ellenberger, archiviste honoraire et membre de l'association patrimoniale « Groupe Rempart ». Marc Ellenberger est l'auteur des études suivantes, qui ont contribué à l'enrichissement de la chronologie :

- Les maires de Saint-Marcellin Août 2019
- Saint-Marcellin et la guerre de 1939-1945 Les 56 morts du fait de la guerre et les rues aux noms liés à la guerre Avril-juin 2022
- Les « Morts pour la France » manquants sur le Monument aux Morts de Saint-Marcellin – Avril 2023

Pour sa part, l'auteur peut communiquer à celles et ceux que le cinéma motive, un inventaire quasi exhaustif de tous les films projetés à Saint-Marcellin (Eden et Foyer) au cours de cette même période 1939-1946.

Jean Briselet, membre de Groupe Rempart Mise à jour – 31 août 2024

Ce document est « libre » et chacun-e peut en utiliser tout ou partie pour ses travaux. Cependant l'auteur désire que les références en soient <u>systématiquement</u> précisées : nom, auteur, date de dernière rédaction, adresse internet de disponibilité.

Jean Briselet: autres publications

octogenaire-1/

- « TDI, TOD, histoire d'un train entre Saint-Marcellin et Lyon », en 9 chapitres publiés entre le 6 juin 2020 et le 17 septembre 2020. https://thermopyles.info/category/tramway-tdi-tod/
- « Petite histoire de l'enfance et de l'adolescence de Françoise Sagan à Saint-Marcellin », en 11 articles publiés entre le 17 juin 2021 et le 18 juin 2022. https://thermopyles.info/category/francoise-sagan/
- « Chronique du Bateau Ivre, de Saint-Marcellin », en 8 articles publiés entre le 8 décembre 2021 et le 31 août 2022. https://thermopyles.info/category/bateau-ivre/
- « Les Méliès, cinéma de Saint-Marcellin; un bel octogénaire », en 4 articles publiés entre le 20 et le 22 novembre 2023. https://thermopyles.info/2023/11/20/les-melies-cinema-de-saint-marcellin-un-bel-